

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2022/200671]

24 JANUARI 2022. — Decreet houdende instemming met het Verdrag van de Raad van Europa inzake een integrale benadering van veiligheid, beveiliging en gastvrijheid bij voetbalwedstrijden en andere sportevenementen, gedaan te Saint-Denis op 3 juli 2016

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:
Enig artikel. — Het Verdrag van de Raad van Europa inzake een integrale benadering van veiligheid, beveiliging en gastvrijheid bij voetbalwedstrijden en andere sportevenementen, gedaan te Saint-Denis op 3 juli 2016, zal volkomen gevolg hebben.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
 Eupen, 24 januari 2022.

O. PAASCH

De Minister-President,
 Minister van Lokale Besturen en Financiën

A. ANTONIADIS

De Viceminister-President,
 Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,
 Ruimtelijke Ordening en Huisvesting

I. WEYKMANS

De Minister van Cultuur en Sport,
 Werkgelegenheid en Media

L. KLINKENBERG

De Minister van Onderwijs
 en Wetenschappelijk Onderzoek

—
 Nota

Zitting 2021-2022

Parlementaire stukken: 181 (2021-2022) Nr. 1 Ontwerp van decreet

181 (2021-2022) Nr. 2 Tekst aangenomen door de plenaire vergadering

Integraal verslag: 24 januari 2022 - Nr. 39 Bespreking en aanneming

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2022/30799]

8 DECEMBRE 2021. — Arrêté ministériel décidant de réviser le plan de secteur de Liège (planche 34/6) d'adopter le projet de plan visant à inscrire une zone d'extraction devenant une zone agricole au terme de l'exploitation et un périmètre de liaison écologique sur le territoire de la commune de Bassenge (Eben-Emael) au lieu-dit « Carrière du Romont », en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et d'en fixer le projet de contenu

Le Ministre,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2020 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 octobre 2021 ;

Vu la Déclaration de politique régionale 2019-2024 approuvée par le Parlement wallon en sa séance du 13 septembre 2019 ;

Vu le Code du développement territorial (CoDT), l'article D.II.54 ;

Vu le schéma de développement du territoire adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987 (*Moniteur belge* du 19 avril 1989) établissant le plan de secteur de Liège et ses révisions ultérieures ;

Exposé de la demande

Considérant que la S.A. « Cimenteries CBR » a introduit auprès du Gouvernement wallon une demande de révision du plan de secteur de Liège portant sur l'inscription d'une zone d'extraction, devenant une zone agricole au terme de l'exploitation, sur le territoire de la commune de Bassenge (Eben-Emael), en extension d'une zone de dépendances d'extraction située au lieu-dit « Carrière du Romont » ; qu'elle est nécessaire à l'octroi du permis unique dont la demande est introduite conjointement, afin de permettre la poursuite de l'activité d'extraction existante ;

Considérant que la demande a été introduite le 3 novembre 2020 auprès du Ministre de l'aménagement du territoire, en application de l'article D.II.54 (procédure conjointe plan-permis) et qu'elle est accompagnée :

1. d'un dossier de base comprenant :

la justification de la révision projetée du plan de secteur au regard de l'article D.I.1 du CoDT ;

- le périmètre concerné ;

- la situation existante de fait et de droit ;

- un rapport justificatif des alternatives examinées et non retenues, compte tenu notamment des besoins auxquels répond la révision projetée, des disponibilités foncières en zones destinées à l'urbanisation et de leur accessibilité ;

- une proposition d'avant-projet établie au 1/10 000e ;

2. des éléments relatifs au déroulement de la procédure d'information du public ;

3. de l'avis de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de Bassenge ;
4. de la délibération du conseil communal de Bassenge ;

Localisation et objet de la demande de révision du plan de secteur

Considérant que la carrière du Romont se situe dans la partie nord de la province de Liège, sur le territoire de la commune de Bassenge (Eben-Emael), plus précisément sur un plateau situé à l'ouest de la vallée du Geer ;

Considérant que le périmètre de la révision du plan de secteur sollicitée, s'étendant sur un plateau situé au nord de la zone de dépendances d'extraction actuellement exploitée par la S.A. « Cimenteries CBR », est composé de terrains dévolus majoritairement à la fonction agricole et est délimité :

- au nord et à l'ouest, par des terrains agricoles situés en Région flamande ;
- au sud, par la limite nord de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur ;
- à l'est, par des boisements, des terrains agricoles et les villages d'Eben et d'Emael ;

Considérant que ce périmètre se situe au nord-ouest de la Montagne Saint-Pierre, en rive gauche du Canal Albert et de la Meuse ;

Considérant que les villages et hameaux les plus proches du périmètre sollicité sont :

- au sud-est, le village d'Emael (Région wallonne), dont le centre est situé à environ 0,4 kilomètre ;
- au sud-ouest, le village de Zussen (Région flamande), dont le centre est situé à environ 1 kilomètre ;
- au nord-est, le village de Kanne (Région flamande), dont le centre est situé à environ 1,1 kilomètre ;
- au sud-est, le village d'Eben (Région wallonne), dont le centre est situé à environ 1,3 kilomètre ;

Considérant que la Région flamande jouxte les limites nord et ouest du périmètre de la révision du plan de secteur sollicitée et que la frontière avec les Pays-Bas se situe à un peu plus d'un kilomètre au nord et à l'est de ce même périmètre ;

Considérant que les parties sud-ouest et sud de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur sont respectivement traversées et bordées par la route régionale RN671 ; que la limite est de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur est bordée, à une distance de l'ordre de 200 à 350 mètres, par la route régionale RN619 qui suit la vallée du Geer selon un axe approximativement nord-sud ;

Considérant que la S.A. « Cimenteries CBR », filiale du groupe HeidelbergCement, produit et commercialise des ciments à destination des secteurs de la construction, des travaux publics et d'infrastructures ; qu'elle dispose de quatre sites de production en Belgique dont un à Lixhe (les autres étant localisés à Gand (2) et Antoing) ;

Considérant que le site de production de Lixhe constitue une unité intégrée composée de deux carrières (carrières de Loën et du Romont), de la clinkererie et de la cimenterie ;

Considérant que la S.A. « Cimenteries CBR » exploite, dans la carrière du Romont, de la craie et du tuffeau destinés à approvisionner l'usine de Lixhe (procédé de production par un four à voie sèche) en matières premières calcaires, à concurrence de 2,1 millions de tonnes par an alors que seules 150.000 tonnes de craie proviennent annuellement de la carrière de Loën ;

Considérant que la demande vise à permettre l'extension de la carrière du Romont et la poursuite, durant 17 années supplémentaires, de l'activité existante à un rythme inchangé de 1,2 millions de mètres cubes de roches carbonatées exploitées par an, ce qui équivaut à 2,1 millions de tonnes par an ;

Considérant que la demande porte sur l'inscription d'une zone d'extraction devenant une zone agricole au terme de l'exploitation (107,55 ha) en lieu et place d'une zone agricole (107,18 ha) et d'une zone naturelle (0,37 ha) ;

Réunion d'information préalable

Considérant que la réunion d'information préalable a été organisée le 10 septembre 2020 à la salle « La Passerelle », chemin du Tram n°2 à 4690 Bassenge, après avoir été annoncée par les voies et selon les formes prescrites, conformément aux dispositions de l'article D.VIII.5 du CoDT ;

Considérant que lors de la réunion d'information préalable des questions, commentaires ou remarques orales ont été exposés, et qu'ils portent sur les points suivants :

- la valeur agronomique des terres rendues à la fonction agricole après l'exploitation de la carrière ;
- la redistribution des terrains agricoles réaménagés après exploitation ;
- l'export de limon de découverte vers des briqueteries en Flandre ;
- la suppression de deux voiries communales (la ruelle aux Loups/chemin d'Emael et la rue Joseph Mélotte), présentes au sein du périmètre de la demande, qui permettent l'accès aux parcelles agricoles ;
- l'exploitation éventuelle du site dit « Trou Loulou » ainsi que son importance d'un point de vue environnemental et patrimonial ;
- l'avenir du Trou Loulou en matière d'accès, de protection et de propriété ;
- la profondeur d'exploitation de la carrière ;
- la vision à long terme du groupe HeidelbergCement par rapport à l'usine de Lixhe ;
- le rôle que jouera l'usine de Lixhe suite à la fermeture de l'usine de Maastricht, également spécialisée dans la production de ciment ;
- le caractère belge de la S.A. « Cimenteries CBR » ;
- les alternatives au projet présenté ;
- la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains concernés par la demande de révision du plan de secteur ;
- les conditions liées au protocole d'accord du 13 avril 1977 signé entre l'Etat belge et la S.A. « Cimenteries CBR » ;
- l'éventualité d'entamer les procédures propres à la Région flamande afin d'obtenir les autorisations nécessaires à la poursuite de l'exploitation de la carrière au-delà de la frontière régionale une fois que les réserves de gisement situées en Région wallonne auront été exploitées ;
- les impacts de l'activité de la carrière sur les riverains, plus particulièrement en matière de nuisances sonores, d'émissions de poussière et de charroi ;
- l'impact du projet sur les vignes de la société « Vin de Liège » ;
- la possibilité pour les riverains habitant en Région flamande de rédiger leurs éventuelles observations, suggestions et propositions en néerlandais ;

Considérant que le collège communal de Bassenge a établi le procès-verbal de la réunion ;

Considérant que 244 courriers (compilant 1467 réactions) comprenant des courriers personnels, des pétitions, divers formats de courriers-types, etc., émettant des observations et suggestions concernant le projet de révision du plan de secteur, mettant en évidence des points particuliers et présentant des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées par le demandeur, afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation du rapport sur les incidences environnementales, ont été adressés au collègue communal dans les quinze jours de la réunion ;

Considérant que dans la plupart des courriers, il est demandé qu'une suite défavorable soit réservée à la demande de révision du plan de secteur en vigueur ; qu'au surplus il est souhaité, qu'à tout le moins, certains aspects de la demande soient préalablement mieux analysés ;

Considérant que les observations et suggestions du public portent principalement sur les points suivants :

- observations relatives aux nuisances liées :
 - à la perte de terrains agricoles pour les agriculteurs et éleveurs locaux ;
 - à la présence, au sein du périmètre de révision du plan de secteur sollicité, d'une parcelle de 3 hectares sur laquelle sont cultivées des vignes de la coopérative « Vin de Liège » ;
 - à la qualité agricole des terrains réaménagés après extraction ;
 - à la procédure de rétrocession des terrains agricoles réaménagés qui ne prend pas suffisamment en compte les agriculteurs locaux ;
 - à l'export et la vente par CBR de limon et d'argile de découverte vers des briqueteries en Flandre, nécessitant l'import de terres exogènes pour le réaménagement des parcelles agricoles ;
 - au non-respect par CBR des clauses de la phase 2 du protocole d'accord de 1977 ;
 - à la proximité de la carrière par rapport aux habitations riveraines ;
 - aux vibrations provoquées par l'excavation, qui ont des conséquences négatives sur le sous-sol instable du territoire de Zussen ;
 - à la dévaluation financière des biens immobiliers situés à proximité de la carrière ;
 - au manque de sécurité en bordure de la carrière ;
 - aux dépôts de déchets aux abords du site ;
 - aux poussières et odeurs émises par l'activité d'extraction et la cimenterie de Lixhe ;
 - au bruit généré par l'activité d'extraction (camions, machines, excavateurs...) ;
 - au risque de contamination de la nappe phréatique et des eaux superficielles ;
 - à la dégradation du paysage engendrée par la carrière actuelle et sa future extension ;
 - à la perte d'espaces naturels (bosquets, prairies calcaires...) et de biodiversité engendrée par l'extension de la carrière ;
 - à la disparition de corridors écologiques reliant des zones favorables à la biodiversité ;
 - au risque qu'engendrera l'activité d'extraction pour le Trou Loulou et les chauves-souris qui y vivent ;
 - à la faiblesse voire à l'absence des zones tampon en bordure de la carrière existante ;
 - à la perte du caractère rural de la région et de la tranquillité des villages environnants ;
 - au risque de récession de l'activité touristique dans la vallée de la Meuse, plus particulièrement dans le Sud du Limbourg aux Pays-Bas ;
 - à la réduction de l'attrait touristique de la région pour les randonneurs et les cyclistes ;
 - à l'augmentation attendue du charroi agricole dans les villages situés aux alentours de la carrière suite à la suppression de chemins agricoles au sein du périmètre de la révision du plan de secteur sollicité ;
 - à l'impossibilité d'implanter, suite au projet de révision du plan de secteur, des infrastructures de production d'énergies renouvelables telles que des éoliennes ;
 - demandes de renseignements en ce qui concerne :
 - la présence de certaines espèces sur le site en projet et aux alentours (blaireau...) ;
 - l'impact de l'activité d'extraction sur les sites Natura 2000 et réserves naturelles situés à proximité de la carrière (y compris ceux localisés en Région flamande et aux Pays-Bas) ainsi que sur différents habitats et espèces protégés ;
 - l'interférence éventuelle entre des programmes de protection des espèces en vigueur en Flandre et l'activité d'extraction telle que prévue dans le projet d'extension ;
 - l'intérêt d'intégrer le Trou Loulou dans le périmètre de révision du plan de secteur alors qu'il ne sera pas exploité ;
 - les impacts de l'activité d'extraction liée au projet de révision du plan de secteur sur les cavités souterraines du Trou Loulou et notamment sur les populations de chauves-souris qu'elles renferment ;
 - la préservation de la valeur historique, culturelle, naturelle et paysagère du Trou Loulou et des réserves naturelles voisines (principalement la réserve de la Brouhîre d'Emael) ;
 - l'avenir du Trou Loulou en matière d'accès, de propriété et de gestion ;
 - les mesures prévues pour compenser et atténuer les impacts sur le milieu naturel ;
 - l'aménagement et la gestion des terres non agricoles actuelles et futures (zones tampon...) ;
 - la situation de référence qui sera prise en compte dans le rapport sur les incidences environnementales ;
 - l'impact des futures excavations sur la nappe phréatique et l'hydrologie locale (niveau, flux et qualité des eaux souterraines, humidité des milieux naturels et agricoles) ;
 - les émissions (azote, particules fines, CO₂, gaz d'échappement...) liées à l'activité d'extraction et leurs effets sur l'environnement (sites naturels, climat, santé humaine...) ;
 - les mesures qui seront prises en vue de prévenir la pollution liées aux particules (poussières), aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de la carrière ;
 - les mesures qui seront prises en vue de lutter contre le bruit généré par l'exploitation de la carrière ;
 - l'impact du projet sur les sites protégés en matière de paysage situés à proximité, y compris sur le tumulus gallo-romain localisé entre Kanne et Emael ;
 - l'impact du réaménagement sur le paysage ;
 - l'impact des vibrations engendrées par l'activité d'extraction sur la stabilité des bâtiments situés à proximité ;
 - les impacts du projet en matière de mobilité, notamment suite à la disparition de chemins agricoles, ainsi que l'impact du trafic généré par l'activité de la carrière et de la cimenterie de Lixhe sur les routes proches du site ;
 - la prise en compte des réglementations flamande, néerlandaise et européenne lors de l'analyse des incidences du projet sur l'environnement ;
 - les incidences transfrontalières générées par le projet ;

- les mesures prévues pour compenser la dévaluation financière des biens immobiliers situés à proximité de la carrière et d'éventuels dommages occasionnés aux habitations (fissures...);
- la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique et sa pertinence dans le cadre du projet; le rôle de la SPI dans cette procédure;
- les indemnités prévues suite à la perte de terrains agricoles par les agriculteurs;
- la faible superficie de terrains agricoles réaménagés jusqu'à présent;
- les garanties d'exécution des mesures de réaménagement et la gestion des espaces dévolus à la biodiversité en fin d'exploitation;
- le respect par CBR du protocole d'accord de 1977 et des clauses reprises dans les permis octroyés en 2004 et 2008;
- les modalités de contrôle du respect des conditions d'exploitation de la carrière par CBR et les éventuelles sanctions en cas de non-respect;
- l'opportunité d'agrandir la carrière du Romont alors que la carrière d'ENCI aux Pays-Bas a été mise à l'arrêt pour préserver l'environnement;
- le devenir de la carrière du Romont après l'extraction (risque d'enfouissement de déchets...);
- la vision à long-terme de CBR par rapport à l'activité d'extraction dans la carrière du Romont (possibilité de poursuivre l'activité d'extraction en Région flamande au-delà de 2043);
- l'impact de la fermeture d'ENCI Maastricht et de la stratégie du groupe HeidelbergCement sur le développement de CBR Lixhe et l'évolution de l'exploitation de la carrière du Romont;
- la rentabilité économique des activités de la carrière du Romont;
- les prévisions d'emplois pour l'ensemble « carrière du Romont-usine de Lixhe »;
- les relations entre CBR et la commune de Bassenge (taxes payées par CBR...);
- l'indépendance du bureau d'études qui réalisera l'évaluation environnementale;
- suggestions :
 - permettre au comité de riverains d'Eben-Emael de choisir le bureau d'études qui réalisera l'évaluation environnementale;
 - évaluer les incidences environnementales du projet (y compris les incidences sur la santé publique) en matière de pollution sonore, de pollution liées aux émissions de particules et de poussières, de vibrations, de modification de l'hydrologie locale (assèchement des sols et des tunnels souterrains du Trou Loulou et d'Avergat...);
 - mettre en œuvre, par l'intermédiaire de l'autorité de délivrance des autorisations, un programme de contrôle indépendant visant à évaluer la conformité de l'exploitation future de la carrière en matière d'émissions (NOx...);
 - analyser les effets cumulatifs engendrés par l'activité d'extraction dans la carrière du Romont, la production de ciment à l'usine de Lixhe et la réalisation de la centrale biomasse de Lixhe-Visé;
 - compte tenu du fait que l'activité d'extraction sollicitée est planifiée le long du territoire néerlandais, analyser les incidences environnementales du projet sur le territoire néerlandais et associer le public et les autorités des Pays-Bas à la procédure d'évaluation des incidences environnementales;
 - assortir les autorisations nécessaires à la mise en œuvre du projet de conditions visant à prévenir ou réduire les impacts transfrontaliers sur l'environnement, notamment en cas de périodes de vent et de périodes sèches;
 - analyser les impacts significatifs qu'engendrera l'extension de la carrière sur les sites Natura 2000 proches, y compris ceux localisés aux Pays-Bas;
 - analyser les impacts potentiels sur les chauves-souris et prévoir toutes les mesures nécessaires pour limiter ces impacts;
 - établir un périmètre de protection permettant de protéger le Trou Loulou et la réserve naturelle de la Brouhère d'Emael ainsi que de maintenir les liaisons écologiques entre ces deux sites; le verger hautes-tiges fixerait la limite de ce périmètre de protection;
 - affecter ce périmètre de protection non pas en zone d'extraction mais en zone naturelle;
 - analyser les effets cumulatifs de l'activité d'extraction actuelle et future sur les cavités souterraines du Trou Loulou et de l'Avergat ainsi que sur les populations de chauves-souris qu'elles renferment;
 - adapter le périmètre de la demande de révision du plan de secteur en excluant le site du Trou Loulou et la zone située juste au nord de celui-ci;
 - n'excaver que sur un côté (à l'ouest) du site du Trou Loulou afin d'assurer la préservation du réseau de tunnels souterrains et ainsi accroître la zone tampon vers les villages d'Eben et d'Emael;
 - procéder à un examen de la distance minimale à maintenir entre le front d'exploitation de la carrière et les cavités souterraines du Trou Loulou pour éviter tout effet négatif sur la stabilité du Trou Loulou et les populations de chauves-souris qui y vivent;
 - réaliser un suivi régulier de la stabilité du Trou Loulou au cours de l'exploitation de la carrière;
 - imposer la réalisation régulière de recensements des populations de chauves-souris présentes dans le site du Trou Loulou tout au long de l'exploitation de la carrière;
 - préciser de quelle manière sera protégé le site du Trou Loulou;
 - procéder à un examen de la géographie historique de la carrière de marne souterraine du Trou Loulou et des parties en surface afin de documenter les anciens éléments paysagers relatifs à ce site; faire de même pour les tunnels et cavités liés à d'anciennes carrières de marne qui seraient rencontrés lors de l'extraction;
 - collaborer avec des organisations locales de conservation de la nature et des organisations patrimoniales afin de préserver le Trou Loulou;
 - rétrocéder le Trou Loulou à la commune de Bassenge après l'exploitation de la carrière afin d'en assurer une gestion et une mise en valeur adéquates;
 - analyser l'impact de la future activité d'extraction sur la carrière de marne souterraine d'Avergat, située à 130 m de la future zone d'excavation;
 - aménager la zone tampon suffisamment tôt pour qu'elle soit parvenue à maturité lors de l'excavation et qu'elle puisse remplir sa fonction de filtre anti-bruit et anti-poussières; en conséquence, exproprier de manière précoce les parcelles concernées par la future zone tampon;
 - préserver les éléments semi-naturels de haute valeur paysagère et écologique (haies, vieux chênes...) présents dans le périmètre de la révision du plan de secteur sollicitée;
 - renforcer la biodiversité lors du réaménagement via la plantation de haies libres, de bosquets, de bois, d'arbres groupés ou isolés, etc., entre les cultures réaménagées;
 - veiller, lors du réaménagement, à animer le relief du site pour enrichir les vues sur le nouveau paysage;

- étudier une alternative de réaménagement de la partie est de l'excavation prévue en phase 3, avec des pentes qui garantiraient la sécurité (protection contre l'érosion des parois) et la valeur naturelle (pelouses calcaires) ;
- étudier des alternatives de réaménagement des terrains après extraction en combinant des usages agricoles, de loisirs, naturels (développement de la biodiversité, plans d'eau, zones vertes...) ;
- réserver une part importante des terres à réaménager après extraction à la préservation et la restauration des éléments caractéristiques du paysage, culturels et naturels (prairies, vergers, pâturage extensif...) ;
- étudier la viabilité de l'activité agricole locale et l'accessibilité des terrains agricoles en concertation avec la population ;
- faire réaliser une analyse indépendante des terres agricoles déjà réaménagées et les comparer avec les terres envisagées pour la phase 3 ;
- étudier des itinéraires alternatifs pour le charroi agricole et les cyclistes, étant donné la suppression de chemins agricoles au sein du périmètre sollicité ;
- préserver le chemin de remembrement situé à l'est du Trou Loulou et le faire coïncider à la limite de la future exploitation ;
- créer de nouvelles connexions entre la future plaine agricole et les villages alentours ;
- étudier une alternative au périmètre de révision du plan de secteur sollicité permettant le maintien en l'état de la parcelle sur laquelle sont cultivées des vignes de la coopérative « Vin de Liège » ;
- réduire la superficie du périmètre sollicité compte tenu de la trop grande proximité avec les habitations les plus proches de la carrière ;
- analyser et minimiser les impacts du projet sur le tourisme local ;
- étudier les alternatives de localisation du périmètre de révision du plan de secteur en vigueur ;
- Considérant que le collège communal de la commune de Riemst (Région flamande), voisine du site, a transmis ses remarques, observations et suggestions au collège communal de Bassenge ; qu'elles portent principalement sur les points suivants :
 - la vision de CBR et les éventuels projets d'extension sur le territoire flamand ;
 - l'exclusion du Trou Loulou et de la zone située au nord de celui-ci du périmètre de révision du plan de secteur ;
 - la réalisation d'une étude complémentaire afin d'assurer la protection du Trou Loulou, des chauves-souris qui y hibernent et du patrimoine historique qui y est associé ;
 - la nécessité de n'excaver que sur un seul côté (côté ouest) du Trou Loulou ;
 - l'aménagement des zones tampons qui doit être réalisé suffisamment tôt pour qu'elles puissent être efficaces ;
 - les nuisances liées au bruit, aux particules fines, aux vibrations, à l'assèchement du sol ;
 - la suppression de plusieurs chemins agricoles ;
 - l'impact de la fermeture d'ENCI Maastricht et de la stratégie du groupe HeidelbergCement sur le développement de CBR Lixhe et l'évolution de l'exploitation de la carrière du Romont ;
 - des alternatives de réaménagement du site ;
 - Considérant que les collèges communaux des communes de Maastricht et d'Eijsden-Margraten (Pays-Bas) ont transmis leurs remarques, observations et suggestions au collège communal de Bassenge le 21 septembre 2020 et le 23 septembre 2020, respectivement ; qu'elles portent principalement sur les points suivants :
 - la nécessité d'analyser les effets cumulatifs (en matière de dépôts de NOX, d'émission de particules fines, de qualité de l'air, de dessiccation du sol, de niveau des eaux souterraines...) engendrés par l'extension de l'activité d'extraction dans la carrière du Romont, la production de ciment qui y sera associée à l'usine de Lixhe et la réalisation de la centrale biomasse de Lixhe-Visé ;
 - l'impact des émissions d'azote et de particules fines sur les sites Natura 2000 et la santé humaine ;
 - l'impact du projet en matière de fumée et d'odeurs, notamment en cas de conditions météorologiques défavorables ;
 - la nécessité d'assortir les autorisations nécessaires à la mise en œuvre du projet de conditions visant à prévenir ou réduire les impacts transfrontaliers sur l'environnement ainsi que la mise en place de mesures appropriées en cas de périodes de vent et de périodes sèches ;
 - la mise en œuvre d'un programme de contrôle indépendant visant à évaluer la conformité de l'exploitation future de la carrière en matière d'émissions ;

Avis de la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité de Bassenge

Considérant que la commission communale a émis un avis favorable conditionnel le 16 octobre 2020 ; qu'il a été transmis au demandeur le 23 octobre 2020, soit dans le délai prescrit à l'article D.II.48, § 2, du CoDT ;

Considérant que les conditions émises par la commission communale dans son avis concernent principalement :

- les garanties nécessaires à la préservation du Trou Loulou et l'analyse approfondie des impacts du projet de révision du plan de secteur sur cette zone (stabilité, poussières, biodiversité...) ;
- la mise en place d'une collaboration entre le bureau d'études et des biologistes spécialistes de la faune vivant dans le Trou Loulou ;
- la prise en compte, dans l'évaluation environnementale, de la biodiversité liée au milieu non exploité (plaines agricoles) et au milieu exploité (carrière) ; l'analyse devra également évaluer l'impact de la fin de l'activité d'extraction sur les espèces vivant dans la carrière ;
- la préservation d'une parcelle de vignes de la coopérative « Vin de Liège » située au sein du périmètre d'expropriation ;
 - la conservation et restitution des terres arables ;
 - la mise en œuvre d'un meilleur partenariat avec les agriculteurs locaux ;
 - l'amélioration de la qualité des sols réaménagés ;
 - la modification du système de réattribution des terres qui doit favoriser les agriculteurs locaux ;
 - la fixation des poussières par arrosage ;
 - la prise en compte de l'ensemble des sources de bruit et de l'ensemble du charroi existant dans l'évaluation environnementale ;
 - l'interdiction de l'usage de la dynamite ;
 - l'analyse de l'impact du projet de révision du plan de secteur sur l'emploi et la mise en place d'une stratégie d'emplois à l'horizon 2043 ;

Délibération du conseil communal

Considérant que le conseil communal de Bassenge a émis un avis favorable conditionnel sur la demande le 22 octobre 2020 ; que sa délibération a été transmise au demandeur le 23 octobre 2020, soit dans le délai prescrit à l'article D.II.48, § 2, du CoDT ;

Considérant que le conseil communal fait siennes les conditions émises par la commission communale ; que les conditions supplémentaires émises par le conseil communal sont relatives à :

- la réalisation d'un relevé des terres agricoles expropriées par exploitant et par propriétaire ;
- l'étude de la possibilité de réaffecter les terres réaménagées aux exploitants expropriés ;
- la réalisation d'un rapport relatif à la qualité du réaménagement des terres qui devra être soumis au comité d'accompagnement ;

Avis des pôles, du fonctionnaire délégué et des personnes ou instances que le Gouvernement wallon a jugé utile de consulter

Considérant que le dossier complet a été soumis le 7 décembre 2020 pour avis au pôle « Aménagement du territoire », au pôle « Environnement », au fonctionnaire délégué, au SPW Mobilité et Infrastructures, au SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et à l'Agence Wallonne du Patrimoine, ainsi que le 17 mai 2021 à la Commission Wallonne d'Etude et de Protection des Sites Souterrains ;

Considérant que les avis devaient être rendus au plus tard le 5 février 2021 et le 16 juillet 2021, respectivement ; qu'à défaut ils sont réputés favorables ;

Considérant que le pôle « Environnement » a transmis son avis le 25 janvier 2021 ; qu'il est favorable à la poursuite de la procédure à condition que soit réalisé un examen des alternatives d'affectation pour la zone du Trou Loulou et pour les réaménagements finaux ; qu'il émet une série de recommandations relatives aux éléments à analyser dans l'évaluation des incidences environnementales ;

Considérant que l'Agence Wallonne du Patrimoine a transmis son avis le 26 janvier 2021 ; qu'elle précise que le projet se trouve dans une zone sensible d'un point de vue archéologique ; qu'elle indique qu'il est nécessaire de procéder à des investigations archéologiques superficielles et en profondeur ; qu'elle émet des recommandations en vue d'assurer la conservation du réseau de galeries souterraines en lien avec le Trou Loulou ;

Considérant que le pôle « Aménagement du territoire » a transmis son avis le 29 janvier 2021 ; qu'il est favorable à la poursuite de la procédure, estimant « que le projet de révision répond à un besoin avéré vu la limite du gisement actuel » et qu'« il permet la poursuite d'une activité qui, de par l'implantation de l'usine à proximité de la carrière, participe à l'économie circulaire au sein de la région » ; qu'il attire l'attention sur plusieurs éléments dont l'analyse devra être approfondie dans le cadre de l'évaluation des incidences environnementales, notamment l'impact du projet sur le site du Trou Loulou, l'analyse des alternatives d'affectation et de délimitation du périmètre, la qualité des terres restituées à l'agriculture ;

Considérant que le fonctionnaire délégué a transmis son avis le 4 février 2021 ; que son avis est favorable ; que le fonctionnaire délégué indique néanmoins qu'il conviendrait, d'une part, de supprimer le tracé de liaison régionale en projet et son périmètre de réservation inscrits au sud de la zone de dépendances d'extraction au plan de secteur et, d'autre part, d'inscrire un tracé de route de liaison régionale correspondant à la situation réelle de la RN671 ; qu'il serait dès lors nécessaire de rectifier légèrement les limites sud et sud-ouest de la zone de dépendances d'extraction au plan de secteur compte tenu de cette situation ;

Considérant que le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement a transmis son avis le 5 février 2021 ; que son avis est favorable à condition que la cavité souterraine du Trou Loulou soit préservée et que le périmètre englobant le Trou Loulou et un massif inexploité de 30 à 60 mètres de largeur autour de celui-ci soit réaffecté en zone naturelle ; qu'il estime qu'il est nécessaire d'envisager un futur classement du Trou Loulou en site protégé et de maintenir une connexion biologique entre le Trou Loulou et les zones naturelles inscrites au nord-est du périmètre de la demande ; qu'il émet une série de recommandations, notamment en matière de faune et de flore, d'activité agricole, de gestion des eaux, de réaménagement des sols et d'émissions sonores, dont certaines sont davantage en lien avec la demande de permis ;

Considérant que le SPW Mobilité et Infrastructures a transmis son avis le 22 février 2021, soit au-delà du délai requis ; qu'il est donc réputé favorable ;

Considérant que la Commission Wallonne d'Etude et de Protection des Sites Souterrains a transmis son avis le 25 juin 2021 ; que son avis porte principalement sur l'intérêt et les modalités de cohabitation des galeries souterraines du Trou Loulou avec l'exploitation de la carrière ; qu'elle suggère d'exclure la zone du Trou Loulou du périmètre de révision du plan de secteur afin d'y empêcher toute excavation et d'inscrire ce site en tant que Cavité Souterraine d'Intérêt Scientifique ; qu'elle propose de rehausser le fond de fosse et de conserver au moins 5 mètres de roche inexploitée au-dessus du niveau de la nappe aquifère ; qu'il serait utile de maintenir un couloir bocager vers le nord afin de faciliter le déplacement des chiroptères et de préserver la connexion avec d'autres sites importants d'un point de vue biologique ; qu'il convient de compléter l'inventaire chiroptérologique du Trou Loulou par un monitoring de la cavité permettant un suivi des conditions microclimatiques et de la stabilité des galeries (fissures, effondrements et risques de débouillage) ;

Justification de la révision projetée du plan de secteur au regard de l'article D.I.1 du CoDT et nécessité de réviser le plan de secteur

Introduction

Considérant que l'inscription au nord de la carrière du Romont d'une zone d'extraction, devenant une zone agricole au terme de l'exploitation, au plan de secteur est justifiée pour des raisons économiques, sociales et environnementales ; qu'elle a pour objet principal de permettre la poursuite de l'exploitation d'un gisement de craie et de tuffeau servant à alimenter la cimenterie de Lixhe ; que les ciments produits sont destinés aux secteurs de la construction et des travaux publics et d'infrastructures ;

Description du gisement de la carrière du Romont

Considérant que la carrière du Romont est localisée au sein du bord méridional de l'anticlinal du Brabant, à proximité du synclinorium de Namur, au nord-est du bassin de Liège ; que la géologie du site est bien connue, suite d'une part aux reconnaissances et études géologiques réalisées dans le cadre des différentes extensions de la carrière et, d'autre part, aux retours d'expériences de l'exploitation passée et actuelle ;

Considérant que l'exploitation vise les dépôts d'âge Secondaire du Crétacé supérieur (Campanien et Maastrichtien), et plus particulièrement les couches de tuffeau de la Formation de Maastricht et les couches de craie grossière à nombreux bancs de silex de la Formation de Gulpen ; que celles-ci se distinguent d'une part par leur teneur en eau (de l'ordre de 9 % en moyenne pour le tuffeau de la Formation de Maastricht et de 19 % pour la craie de la Formation de Gulpen), paramètre déterminant pour leur aptitude à la cuisson dans un four à voie sèche, et d'autre part, par leur teneur moyenne en silex (de l'ordre de 3 % en moyenne pour le tuffeau de la Formation de Maastricht et de 17 % pour la craie de la Formation de Gulpen) ; qu'elles sont sus-jacentes à la nappe aquifère de la craie et sous-jacentes aux sables d'âge Tertiaire (Heersien à Tongrien), et aux limons et graviers des anciennes terrasses de la Meuse, d'âge Quaternaire ;

Considérant que la succession litho-stratigraphique observée dans les fronts de taille de la carrière du Romont est la suivante (de haut en bas) :

- limons quaternaires sur une épaisseur de l'ordre de 5 mètres ;
- sables tertiaires tongriens présentant jusqu'à 20 mètres d'épaisseur (remplissage de poches de dissolution karstique) ;
- tuffeaux de Maastricht sur une épaisseur de l'ordre de 20 mètres ;
- craies de Gulpen sur une épaisseur de maximum 20 mètres au-dessus du niveau de la nappe aquifère ;

Description de l'exploitation du gisement de la carrière du Romont

Considérant qu'il est nécessaire que la cimenterie de Lixhe soit alimentée par un mélange de craie et de tuffeau présentant des qualités moyennes constantes pour produire du ciment de qualité suffisante et constante ; que, dans ce but, l'extraction de ces matériaux est réalisée simultanément à différents niveaux de gisement ;

Considérant que, d'après le dossier de base, le tuffeau est exploité sur une hauteur d'environ une vingtaine de mètres, tandis que la craie grossière l'est sur une dizaine de mètres, en moyenne, jusqu'au niveau de la nappe ; que dès lors la puissance utile du gisement est de l'ordre de 30 mètres ; que la carrière est exploitée en trois paliers (tuffeau de Maastricht, transition, craie de Gulpen) ;

Considérant qu'après la découverte de terres arables de l'ordre de 50 centimètres d'épaisseur et de roches meubles (entre 2 et 25 mètres de limons, graviers et sables), le tuffeau et la craie sont extraits à l'aide de pelles hydrauliques (sans utilisation d'explosifs), puis transportés par camions « dumpers » jusqu'à l'installation de concassage-criblage située dans la partie sud de la carrière, où ils sont broyés et nettoyés de leurs silex, avant d'être expédiés vers la cimenterie de Lixhe à l'aide d'une bande transporteuse, souterraine sur la majorité de son parcours, d'une longueur d'environ 2,2 kilomètres ;

Considérant que, d'après le dossier de base, le rythme d'exploitation actuel s'élève à approximativement 1,2 million de mètres cubes de roches carbonatées par an, ce qui équivaut à 2,1 millions de tonnes par an ; qu'il ne sera pas modifié suite à la révision du plan de secteur projetée ;

Considérant que 88 à 90 % des matériaux extraits dans la carrière du Romont servent à alimenter la cimenterie de Lixhe ;

Considérant que les stériles sont stockés dans la partie dégagée par l'avancement du front d'extraction ; que la carrière n'est pas remblayée sur toute sa profondeur ; que, d'après le demandeur, seuls 5 à 10 mètres de stériles sont remplacés sur le fond de fosse afin de pouvoir accueillir le réaménagement agricole ;

Considérant que les stériles à stocker sont principalement constitués de la découverte (sables du Tongrien, limons et graviers des anciennes terrasses de la Meuse) ; que le dossier de demande indique qu'une partie du limon extrait (30.000 à 50.000 tonnes/an) intervient néanmoins dans la fabrication du clinker ;

Considérant qu'une partie des stériles est valorisée ; que, d'après le dossier de base, cette valorisation s'élève à environ 100.000 tonnes/an d'argiles de découverte destinées à la production de briques et de tuiles, environ 60.000 tonnes/an de sables et 120.000 tonnes/an de silex à destination du secteur de la construction ; que, d'après le demandeur, les argiles de découverte sont vendues à la briqueterie de Riemst, localisée à une dizaine de kilomètres de la carrière du Romont ; que les silex sont aussi utilisés pour l'aménagement des pistes internes ;

Description du gisement présent au sein du périmètre de révision projeté et de son exploitation future

Considérant qu'une étude descriptive du gisement de la zone restant à exploiter dûment autorisée par le permis d'extraction du 25 juin 2004 et de la zone d'extension sollicitée a été réalisée au moyen d'une prospection géophysique (via la tomographie électrique) et d'une campagne de forages ;

Considérant qu'il ressort de cette étude que le gisement de la zone d'extension sollicitée renferme moins de roches carbonatées (environ 54 %) que le gisement de la zone restant à exploiter dans les limites actuellement autorisées (environ 62 %) ; que cette moindre quantité de roches carbonatées dans la zone d'extension sollicitée est due à la présence significative de sables tongriens et à la présence de deux zones de faiblesse (phénomènes karstiques et/ou failles) ;

Considérant que le pendage des couches géologiques (de l'ordre de 1 à 2 %) est légèrement dirigé vers le nord, c'est-à-dire vers la zone d'extension sollicitée ; qu'il en résulte que les couches exploitables de craie et de tuffeau s'enfoncent au fur et à mesure de l'avancement des fronts d'exploitation vers le nord ; qu'étant donné que le fond de carrière est défini par le niveau supérieur de la zone de battement de la nappe aquifère (compris entre 64 et 67 mètres), l'épaisseur exploitable de ces couches diminue en direction du nord ;

Considérant que, d'après le dossier de base, la carrière du Romont dispose d'environ 5 ans de réserves de gisement dans les limites d'exploitation actuellement autorisées (soit environ jusqu'en 2026) ; que l'extension envisagée permettra l'obtention de 17 années de réserves de gisement supplémentaires ;

Considérant que le phasage d'exploitation de la zone faisant l'objet de la présente demande de révision du plan de secteur est décrit de la manière suivante dans le dossier de base :

- une première phase de l'ordre de 5 ans, d'une superficie d'environ 22,72 hectares, représentant quelques 3 millions de mètres cubes de découverte et 6,7 millions de mètres cubes de gisement, ce qui correspond à un rendement de l'ordre de 69 % ; volume à remblayer estimé à 3,7 millions de mètres cubes ;
- une deuxième phase de l'ordre de 5 ans, d'une superficie d'environ 49 hectares (comprenant une partie de la zone du Trou Loulou qui ne sera pas exploitée mais proposée en zone tampon), représentant quelque 4,1 millions de mètres cubes de découverte et 6,4 millions de mètres cubes de gisement, ce qui correspond à un rendement de l'ordre de 61 % ; volume à remblayer estimé à 4,8 millions de mètres cubes ;
- une troisième et dernière phase de l'ordre de 7 ans, d'une superficie d'environ 35,74 hectares (comprenant une partie de la zone du Trou Loulou qui ne sera pas exploitée mais proposée en zone tampon), représentant quelque 6,8 millions de mètres cubes de découverte et 8,8 millions de mètres cubes de gisement, ce qui correspond à un rendement de l'ordre de 56 % ; volume à remblayer estimé à 7,5 millions de mètres cubes ;

Réaménagement de la carrière du Romont

Considérant que sur base des permis octroyés, la S.A. « Cimenteries CBR » a l'obligation d'assurer le réaménagement agricole des parcelles exploitées au fur et à mesure de l'avancée du front d'exploitation ; que les frais et charges engendrés par le réaménagement des parcelles sont entièrement supportés par la S.A. « Cimenteries CBR » ; que, d'après le dossier de base, ce sont près de 230 hectares qui pourront, à terme, être réaffectés à l'agriculture, soit près de 72 % de la superficie totale expropriée (en y incluant la phase d'extension objet de la demande) ;

Considérant que le remblayage de la carrière sert d'assise aux surfaces réaménagées et rendues à l'agriculture ; que ce remblayage consiste en un dépôt de graviers et de silex, d'une épaisseur de minimum 1 mètre, sur le fond de fosse, recouvert ensuite par des terres de remblais, sur une épaisseur comprise entre 5 et 10 mètres, provenant de la butte du Romont (350.000 m³/an), de la découverte des fronts d'exploitation (850.000 m³/an) et de terres exogènes (100.000 m³/an ; conformément au permis d'extraction du 25 juin 2004), puis par une couche de limons ou de terres exogènes de 1 à 2 mètres d'épaisseur ;

Considérant que le dossier de base indique que, après avoir été remblayées, les zones à réaménager sont recouvertes de minimum 30 centimètres de terres arables provenant du décapage des fronts d'exploitation et de terres exogènes ;

Considérant que, après remise à niveau topographique des terrains à réaménager, des travaux de reconstitution agronomique visant à optimiser la valeur agronomique des sols sont réalisés en partenariat avec l'A.S.B.L. Centre indépendant de Promotion fourragère (CIPF) de Louvain ; que le réaménagement ainsi opéré est également favorable au développement de la biodiversité (création de prairies calcaires, verdurisation des zones tampon, plantation de haies...);

Industrie cimentière en Belgique

Considérant que l'industrie cimentière joue un rôle capital pour le secteur de la construction, qu'il s'agisse de la construction d'habitations, d'infrastructures, de voiries ou d'ouvrages d'art ; que l'industrie cimentière participe de ce fait à la croissance de l'économie belge ;

Considérant que, d'après le rapport annuel de Febelcem (Fédération de l'industrie cimentière belge) de 2020, la consommation moyenne de ciment en 2019 en Belgique s'élevait à 576 kilogrammes par habitant, plaçant la Belgique dans le haut du classement des pays européens ; que la consommation totale de ciment en Belgique en 2019 a atteint la valeur de 6.610.123 tonnes, dont 72 % de ciment belge ;

Considérant que les inondations qui ont touché la Région wallonne du 14 au 16 juillet 2021 ont provoqué de nombreux dégâts immobiliers et mobiliers ; que les besoins en ciment sur le territoire de la Région wallonne, et plus particulièrement dans la province de Liège, vont par conséquent augmenter en vue de la reconstruction des habitations et infrastructures impactées ;

Considérant que la production de ciment en Belgique est relativement stable et se situe aux alentours des 6 millions de tonnes par an ; que, d'après le rapport annuel de Febelcem de 2020, les livraisons totales de ciment belge expédiées par ses membres en 2019 s'élevaient à 6.772.530 tonnes ;

Considérant que le marché du ciment est principalement occupé par trois sociétés en Belgique, à savoir CBR (HeidelbergCement Group), Holcim Belgique (Holcim-Lafarge Group) et CCB (Cementir Group) ; que les cimenteries de Holcim Belgique et CCB sont respectivement localisées à Obourg et Gaurain-Ramecroix ;

S.A. « Cimenteries CBR » : présentation

Considérant que la S.A. « Cimenteries CBR », qui exploite la carrière du Romont, est une filiale du groupe HeidelbergCement, premier producteur mondial de granulats et également actif dans les secteurs du ciment et du béton prêt à l'emploi ; que le groupe HeidelbergCement est présent en Belgique via les sociétés CBR (production de ciment), Inter-Beton (production de béton) et Sagrex (production de granulats) ; que la S.A. « Cimenteries CBR » dispose de quatre sites de production en Belgique, à savoir deux sites situés en Région wallonne (Lixhe et Antoing) et deux sites situés en Région flamande (Gent I et II) ;

Considérant que la S.A. « Cimenteries CBR » a une capacité de production de ciment théorique annuelle en Belgique de 3,8 millions de tonnes ; qu'en moyenne, 84 % de la production de ciment de la S.A. « Cimenteries CBR » est destinée au marché belge ; que le solde est exporté principalement en France et aux Pays-Bas ;

Considérant qu'il existe en Belgique trois unités de production intégrée de ciment (c'est-à-dire comprenant l'accès aux gisements d'une carrière, l'usine de production de clinker et de broyage de ciment) à Lixhe (CBR), Obourg (Holcim) et Gaurain-Ramecroix (CCB) ; que le site de CBR Lixhe est le seul site de production intégrée de ciment du groupe HeidelbergCement en Belgique ;

Considérant que les installations de la S.A. « Cimenteries CBR » à Lixhe comprennent la cimenterie de Lixhe (située sur le territoire de la commune de Visé) ainsi que les carrières du Romont et de Loën (cette dernière étant située à 3 kilomètres au sud de la carrière du Romont, et à moins de 2 kilomètres au sud-ouest de la cimenterie de Lixhe, sur le territoire des communes de Bassenge et Visé) ; que ces trois sites forment l'unité de production intégrée de ciment de CBR Lixhe ;

Considérant que l'usine de Lixhe est composée de trois unités industrielles intégrées, à savoir la clinkererie (four rotatif permettant la production de clinker par décarbonation du CaCO₃), la cimenterie (transformation du clinker en ciment par broyage) et l'unité de conditionnement et d'expédition du ciment ;

Considérant que l'usine de Lixhe disposait initialement de trois fours à voie humide permettant de fabriquer le clinker ; qu'en 2001, le dernier four à voie humide a été arrêté au profit d'un unique four à voie sèche, moins énergivore ;

Considérant que les carrières du Romont et de Loën fournissent la cimenterie de Lixhe en matières premières calcaires ; que toutefois les craies de la carrière de Loën contiennent 22 % d'eau, et qu'elles ne peuvent donc être utilisées qu'en faible pourcentage dans le procédé de fabrication du clinker par voie sèche ; que dès lors, en raison des caractéristiques des matériaux extraits, le four de la cimenterie de Lixhe est principalement alimenté par la carrière du Romont (à hauteur de 2,1 millions de tonnes/an contre 150.000 tonnes/an pour la carrière de Loën) ;

Considérant que, d'après le dossier de base, en l'absence de révision du plan de secteur en vigueur, la S.A. « Cimenteries CBR » devra, après l'exploitation des réserves de gisement encore disponibles, soit trouver un nouvel approvisionnement en matières premières ou en produits semi-finis pour l'usine de Lixhe, soit fermer l'usine de Lixhe ; qu'il apparaît que, d'après l'étude des impacts socio-économiques de la révision du plan de secteur sollicitée, la première alternative n'est pas viable tant d'un point de vue économique que logistique et environnemental ; que l'arrêt de l'activité d'extraction dans la carrière du Romont serait donc synonyme d'arrêt pour l'ensemble de l'activité de CBR Lixhe (carrières et usine) ;

Considérant que la cimenterie de Lixhe est la seule présente dans la partie est de la Belgique ; qu'elle est localisée à proximité d'un important réseau ferroviaire et autoroutier ainsi que du Canal Albert ; que cette situation lui confère une position privilégiée au regard des marchés nationaux et internationaux ;

S.A. « Cimenteries CBR » : réponse à des besoins économiques

Considérant que la capacité de production annuelle de l'usine de Lixhe s'élève à 1,4 million de tonnes de clinker et 1,5 million de tonnes de ciment de tous types ; que cette quantité de ciment représente environ 25 % du ciment fabriqué en Belgique ; que le rythme de production ne sera pas modifié suite à la révision du plan de secteur sollicitée ;

Considérant que la majorité du clinker produit à Lixhe (de l'ordre de 1 million de tonnes/an) est transformé en ciment sur place et que le solde (de l'ordre de 400.000 tonnes/an) est acheminé vers l'usine de Ijmuiden (aux Pays-Bas ; environ 90 % du solde) et l'usine de Gent I (environ 10 % du solde) pour y être transformé en ciment ; que le transport du clinker se fait uniquement par bateau dans un rayon de chalandise de 250 kilomètres ;

Considérant que le ciment produit à l'usine de Lixhe est vendu en vrac (environ 1,3 million de tonnes/an) et en sacs (environ 0,2 million de tonnes/an) ; qu'environ 80 % du ciment est vendu en Belgique, le solde étant exporté principalement aux Pays-Bas, en Allemagne et en France ; que le transport du ciment se fait par camion (environ 83 % du ciment produit) et par bateau (environ 17 % du ciment produit) dans un rayon de chalandise moyen d'une centaine de kilomètres, ce qui permet de répondre aux besoins des entreprises sises dans ce périmètre ;

Considérant que le ciment se caractérise par un faible ratio valeur/poids ; qu'il est dès lors important de maintenir une chaîne de création de valeur qui soit la plus courte possible ; que le maintien d'une certaine proximité entre les carrières, les cimenteries et les utilisateurs finaux constitue un enjeu majeur pour l'industrie cimentière belge afin qu'elle puisse maîtriser ses coûts de production et approvisionner le marché de manière compétitive ;

Considérant que CBR Lixhe présente une grande proximité entre ses différents sites d'extraction, de production de ciment et de livraison ; que CBR Lixhe contribue de ce fait à un approvisionnement compétitif en ciment belge du secteur de la construction ; que la fermeture de l'unité intégrée de Lixhe engendrerait une réduction de compétitivité du secteur cimentier belge dans cette partie du territoire ;

Considérant qu'en cas de fermeture de CBR Lixhe, la demande de ciment restera similaire à la demande actuelle ; que cela favorisera l'importation de ciment depuis les pays limitrophes, ce qui induira une augmentation des coûts d'achat compte tenu de l'augmentation des distances de livraison ;

Considérant que, d'après l'étude des impacts socio-économiques de la révision du plan de secteur sollicitée, CBR Lixhe a réalisé un chiffre d'affaires de 135 millions d'euros en 2019 ; que ce montant représente 26,7 % du chiffre d'affaires réalisé par l'ensemble du secteur cimentier sur le marché belge en 2019 ;

Considérant que, d'après cette même étude, les investissements de CBR Lixhe se sont élevés à 3,2 millions d'euros, hors ouverture de gisement, en 2019 ; que ce montant représente 9,5 % des investissements réalisés par l'ensemble du secteur cimentier belge en 2019 ;

Considérant que, d'après l'étude des impacts socio-économiques de la révision du plan de secteur sollicitée, la poursuite des activités extractives de la carrière du Romont permettra de maintenir l'activité globale du site, ce qui représente une valeur ajoutée – c'est-à-dire la richesse produite dans l'économie – de 62,5 millions d'euros (d'après la situation en 2019) ; que la poursuite des activités permettra indirectement la création d'une valeur ajoutée supplémentaire de 23,3 millions d'euros grâce à la poursuite de l'activité des fournisseurs de CBR Lixhe ;

S.A. « Cimenteries CBR » : réponse à des besoins sociaux

Considérant qu'il ressort du dossier de base que la cimenterie de Lixhe associée aux carrières du Romont et de Loën génère 180 emplois directs, principalement pourvus par des personnes domiciliées dans la commune de Bassenge et dans les communes limitrophes, et environ 410 équivalents temps plein indirects ; que la poursuite des activités sur le site de la carrière du Romont doit permettre de maintenir cet emploi ;

Considérant que l'arrêt de l'extraction dans la carrière du Romont se répercuterait enfin auprès des Petites et Moyennes Entreprises (PME) commercialisant les sous-produits issus de la carrière du Romont ;

S.A. « Cimenteries CBR » : réponse à des besoins énergétiques et environnementaux

Considérant que la production de clinker et de ciment est une activité ayant un impact environnemental non négligeable ; que d'après l'étude des impacts socio-économiques de la révision du plan de secteur sollicitée, elle représente un peu moins de 10 % des émissions totales wallonnes de CO₂, essentiellement en raison du procédé de clinkérisation (environ 74 % des émissions de l'usine de Lixhe) et du processus de combustion nécessaire à la clinkérisation (environ 25 % des émissions de l'usine de Lixhe) ;

Considérant que, d'après l'étude des impacts socio-économiques, le procédé de clinkérisation par voie sèche, tel qu'employé sur le site de Lixhe, permet de réduire de 20 % les émissions de CO₂ par rapport à la voie humide ;

Considérant que, d'après cette même étude, le four de Lixhe fait partie des plus performants d'Europe en matière de rejet de CO₂ par tonne de clinker ; que la cimenterie de Lixhe est donc particulièrement performante comparativement aux cimenteries étrangères (cimenterie de Lixhe : 0,47 tonne de CO₂/tonne de ciment produit ; moyenne européenne : 0,65 tonne de CO₂/tonne de ciment produit) ;

Considérant que l'étude en cause indique que l'usine de Lixhe présente un haut indice d'efficacité énergétique ; que celui-ci atteignait la valeur de 8,12 % en 2019 alors que l'objectif fixé par la Febelcem pour les entreprises cimentières wallonnes en 2020 était de 2,94 % ;

Considérant que la proximité entre les carrières du Romont et de Loën, d'une part, et l'usine de Lixhe, d'autre part, permet de minimiser les distances entre les sites d'extraction et de transformation des matières premières calcaires ; que cette situation est donc optimale en matière de coûts énergétiques et d'émissions de CO₂, comparativement à ce qu'engendrerait le transport des matières premières si ces sites étaient plus éloignés ;

Considérant qu'en cas de fermeture de l'usine de Lixhe, le ciment qui serait importé depuis les pays limitrophes aura une empreinte carbone beaucoup plus élevée que le ciment fabriqué à l'usine de Lixhe ; que cette empreinte carbone plus importante résulterait, d'une part, de la plus faible efficacité environnementale et énergétique du procédé de fabrication de ciment dans les pays limitrophes et, d'autre part, de l'augmentation des émissions liées à l'accroissement des distances de livraison ;

Conclusion

Considérant que l'exploitation du gisement d'Eben-Emael fait l'objet d'une réflexion globale depuis de nombreuses années et que son importance est reconnue via, notamment, le protocole d'accord du 13 avril 1977 signé entre l'Etat belge et la S.A. « Cimenteries CBR » relatif à l'exploitation et l'aménagement des gisements de craies d'Eben-Emael, Kanne et Lanaye ; que ce protocole d'accord, même s'il doit uniquement être considéré comme un document d'orientation établissant une ligne de conduite, illustre l'importance du gisement et la nécessité d'assurer la continuité de son exploitation ; que les limites de la zone d'extraction sollicitée correspondent à la 3ème phase de ce protocole d'accord ;

Considérant que les gisements de craie et de tuffeau de la carrière du Romont constituent une matière première idéale pour la fabrication de ciment telle que réalisée dans l'usine de Lixhe (procédé de fabrication du ciment par voie sèche) ; que l'usine de Lixhe et les carrières du Romont et de Loën forment un ensemble fonctionnel interdépendant ;

Considérant que l'extension sollicitée permettra de poursuivre la production de ciment, le stockage des stériles en vue du réaménagement agricole des parcelles exploitées ainsi que la constitution de dispositifs d'isolement ;

Considérant qu'il est effectivement de l'intérêt de la région que l'activité d'extraction de roches carbonatées destinées à la fabrication de ciment au sein de l'unité de production intégrée de la S.A. « Cimenteries CBR » à Lixhe se poursuive sur le site de la carrière du Romont ;

Considérant que pour ces motifs, la demande rencontre de façon équilibrée une part significative des besoins économiques, sociaux, environnementaux et énergétiques de la collectivité relatifs au secteur de l'extraction et des travaux publics, en tenant compte, sans discrimination, des dynamiques et des spécificités de la région liégeoise et des communes de Bassenge et de Visé, ainsi que de la cohésion sociale ;

Conformité de la révision projetée du plan de secteur au schéma de développement du territoire

Considérant que les principes de mise en œuvre définis par le schéma de développement du territoire en vigueur en matière d'exploitation des ressources du sous-sol prescrivent de faire précéder l'inscription d'une zone d'extraction au plan de secteur d'une étude relative à la nature, au volume et à la rareté du gisement, ainsi qu'aux besoins à moyen terme de la collectivité ; que ces derniers seront évalués par rapport à une durée de 30 ans ;

Considérant que la nature, le volume et la rareté du gisement ont été évalués en 1997 (convention 2) et 1999 (convention 3) dans le cadre de l'inventaire des ressources du sous-sol de la Région wallonne réalisé par le laboratoire d'analyses litho- et zoo-stratigraphiques de l'Université de Liège, dit « étude Poty », et actualisé en 2009 ; qu'en outre la géologie du site est bien connue, suite d'une part aux reconnaissances et études géologiques réalisées dans le cadre des différentes extensions de la carrière et, d'autre part, aux retours d'expériences de l'exploitation passée et actuelle ;

Considérant que les craies et tuffeaux tels qu'ils sont exploités et valorisés sur le site de la carrière du Romont constituent des matériaux indispensables à la filière de fabrication du ciment ;

Considérant que les installations de la S.A. « Cimenteries CBR » à Lixhe disposent d'une capacité de production annuelle s'élevant à 1,4 million de tonnes de clinker et 1,5 million de tonnes de ciment ; que CBR joue un rôle de premier plan dans le marché concurrentiel du ciment ;

Considérant que, d'après le demandeur, les réserves de gisement restant à exploiter sous couvert du permis d'extraction du 25 juin 2004 correspondent à environ 5 ans d'activité au rythme d'exploitation actuel ;

Considérant que la zone d'extraction sollicitée permettra l'extension de la zone d'exploitation du gisement vers le nord (107,55 ha) ; que dans la configuration sollicitée, la carrière du Romont disposera, après exploitation des réserves de gisement encore disponibles, d'une réserve d'exploitation pour une durée approximative de 17 ans ; que cette réserve permettra la poursuite de la production de ciment au sein de l'usine de Lixhe pour la même période ;

Considérant qu'il s'agit de la dernière extension possible de la carrière du Romont en Région wallonne compte tenu de la contiguïté du site à la Région flamande au nord et à l'ouest ;

Considérant que la demande est, pour ces motifs, conforme à l'article D.II.20, du CoDT ;

Description du périmètre sollicité

Considérant qu'il ressort du dossier de base que la demande vise à inscrire, dans le prolongement nord de la carrière actuelle, une zone d'extraction, devenant une zone agricole au terme de l'exploitation, d'une superficie de 107,55 hectares, en lieu et place d'une zone agricole (107,18 ha) et d'une zone naturelle (0,37 ha), en vue d'y poursuivre l'extraction de craies et de tuffeaux destinés à la fabrication de différents types de ciment ;

Considérant que ce périmètre est limité :

- au sud par la zone de dépendances d'extraction au plan de secteur en vigueur ;

- à l'ouest et au nord par la frontière avec la Région flamande ;

- à l'est par la ligne de crête séparant la vallée du Geer et le plateau hesbignon sur lequel s'implante la carrière du Romont ;

Considérant que le demandeur sollicite l'inscription du site du Trou Loulou en zone d'extraction, devenant une zone agricole au terme de l'exploitation, tout en précisant qu'il ne sera pas exploité en raison de sa valeur patrimoniale et biologique ;

Analyse des principaux éléments de la situation existante de droit

Considérant que la carrière actuellement en activité est inscrite en zone de dépendances d'extraction au plan de secteur en vigueur ; que l'extension sollicitée est inscrite majoritairement en zone agricole et minoritairement en zone naturelle au plan de secteur en vigueur ;

Considérant que la carrière actuelle et l'extension sollicitée jouxtent la Région flamande au nord et à l'ouest ;

Considérant que le site du Trou Loulou, ancienne exploitation souterraine de tuffeau comprise dans le périmètre de l'extension sollicitée, ne fait l'objet d'aucun statut de protection particulier ; que ce site appartient actuellement à un propriétaire privé ;

Considérant que six sites Natura 2000 (les sites BE33002 « Basse vallée du Geer », BE33003 « Montagne Saint-Pierre, BE33004 « Basse Meuse et Meuse mitoyenne », BE2200036 « Plateau van Caestert met hellingbossen en mergelgrotten », NL9801025 « Sint Pietersberg en Jekerdal » et NL2018167 « Maas bij Eijsden ») et huit réserves naturelles (les réserves de la Brouhère d'Emael, du Thier à la Tombe, d'Heyhoule, de la Montagne Saint-Pierre, de Lanaye, de Tiendeberg, de Sint-Pietersberg et d'Eijsder-Beemden) sont recensés dans un rayon de 3 kilomètres autour de la carrière du Romont ; que le site Natura 2000 et la réserve naturelle les plus proches du périmètre de révision du plan de secteur sollicité sont le site BE2200036 « Plateau van Caestert met hellingbossen en mergelgrotten » (en Région flamande) et la réserve de la Brouhère d'Emael, tous deux localisés au nord-est des terrains concernés ;

Considérant qu'à l'est de la carrière du Romont et de son extension sollicitée sont localisées trois liaisons écologiques reprises dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mai 2019 adoptant les liaisons écologiques visées à l'article D.II.2, § 2, alinéa 4, du CoDT ; que deux de ces liaisons écologiques sont reprises en tant que « plaines alluviales » (situées au niveau du Geer et de la Basse-Meuse) ; que la troisième liaison écologique est reprise en tant que « pelouses calcaires et milieux associés » (Montagne Saint-Pierre) ;

Considérant que 203 parcelles ou parties de parcelles cadastrales sont concernées par l'extension sollicitée ; que cette extension correspond à une superficie de 107,55 hectares dont environ 10,8 hectares appartiennent à la S.A. « Cimenteries CBR » ;

Considérant que les parcelles exploitées au cours des phases précédentes ont été acquises par l'Etat belge par voie d'expropriation d'extrême urgence pour cause d'utilité publique ; que la SPI (agence de développement économique pour la province de Liège) en est devenue propriétaire et les a louées à la S.A. « Cimenteries CBR » par bail emphytéotique, en échange de la prise en charge, par la S.A. « Cimenteries CBR », des coûts d'expropriation et du réaménagement agricole des parcelles concernées ;

Considérant que les activités d'extraction actuelles et le réaménagement agricole des parcelles exploitées sont couverts par un permis d'extraction délivré le 25 juin 2004, lequel a notamment imposé un comité d'accompagnement qui organise l'échange d'informations entre l'exploitant, les riverains, les autorités locales et les administrations régionales ; que les dépendances associées à l'activité d'extraction sont couvertes par un permis unique délivré le 21 janvier 2008 ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'hydrologie, la demande se situe dans le sous-bassin hydrographique de la Meuse aval et dans la masse d'eau de surface « MV22R - Geer II », de typologie « Rivières limoneuses à pente moyenne » ; que le cours d'eau concerné est le Geer, répertorié au niveau du site comme un cours d'eau non navigable de 1ère catégorie et situé à environ 500 mètres à l'est de la carrière actuelle et de son extension sollicitée ;

Considérant que la zone d'extension sollicitée et la carrière actuelle sont comprises dans la zone vulnérable aux nitrates dénommée « Nord du sillon Sambre et Meuse », désignée par un arrêté ministériel du 22 décembre 2006 (*Moniteur belge* du 6 mars 2007) ;

Considérant qu'un captage, exploité par la Société wallonne des Eaux pour la distribution publique, est situé à quelques centaines de mètres à l'est de la carrière existante ; que les zones de prévention de ce captage ont fait l'objet d'un arrêté ministériel en date du 19 juin 2003 (*Moniteur belge* du 14 juillet 2003) ; qu'elles sont situées en partie au droit de la carrière actuelle mais pas au sein de l'extension sollicitée ;

Considérant qu'une prise d'eau destinée au nettoyage des engins (à raison de maximum 15.000 m³/an) est autorisée sur le site actuellement exploité ; que plusieurs ouvrages appartenant à des privés sont également recensés dans un rayon de quelques kilomètres autour de la carrière ;

Considérant que la majeure partie des dépendances de la carrière du Romont sont reprises dans la banque de données de l'état des sols en tant que parcelles pour lesquelles des démarches de gestion des sols ont été réalisées ou sont à prévoir, sur base de l'article 12 § 2 et 3, du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ; qu'aucune parcelle de l'extension sollicitée n'est reprise dans la banque de données de l'état des sols ;

Analyse des principaux éléments de la situation existante de fait

Considérant que, d'après l'avis du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, l'extension sollicitée ne présente pas de grand intérêt biologique (majorité de terrains agricoles), à l'exception du site du Trou Loulou, vaste réseau de galeries souterraines d'origine anthropique ayant autrefois servi à l'extraction de pierres de construction et parfois transformées en champignonnières ; que ce réseau s'étend sur une superficie d'environ 2,5 hectares et présente une hauteur moyenne de vide de 7 mètres ;

Considérant que le Trou Loulou peut être qualifié de site majeur pour la conservation des chiroptères en Région wallonne ; que l'inventaire annuel réalisé par le DEMNA (Département de l'Etude du Milieu Naturel et Agricole) et Natagora signale la présence de 744 individus en janvier 2021 ; que 14 espèces de chiroptères y ont été dénombrées, dont plusieurs espèces d'intérêt communautaire (le Grand murin, le Vespertilion de Bechstein, le Vespertilion à oreilles échancrées, le Vespertilion des marais) ;

Considérant que la cavité du Trou Loulou fait partie d'un vaste réseau de sites patrimoniaux dans la région de la Basse-Meuse (Montagne Saint-Pierre...) ;

Considérant que le demandeur prévoit l'inclusion du site du Trou Loulou dans la zone d'extraction sollicitée ; que le demandeur signale toutefois que ce site ne sera pas exploité ;

Considérant que divers éléments biologiques favorables notamment aux chiroptères et aux oiseaux, tels des bosquets et des arbustes, sont également présents au sein du périmètre de la demande de révision, à proximité du Trou Loulou ;

Considérant que la réserve de la Brouhère d'Emael se situe au nord-est de la zone d'extension sollicitée ;

Considérant que 15 Sites de Grand Intérêt Biologique (SGIB) sont recensés dans la partie wallonne d'un rayon de 3 kilomètres autour de la carrière du Romont ; que parmi ceux-ci, le SGIB n°3527 « Flanc est de la Carrière CBR du Romont » est présent dans la partie sud de la carrière actuelle ;

Considérant que le site de la carrière du Romont présente une grande diversité de milieux semi-naturels distincts (zone d'exploitation, zone réaménagée, zone en cours de réaménagement) ; que, d'après le dossier de base, un boisement composé d'une plage de hêtre et d'une petite zone assimilée à de la chênaie-charmaie est également présent dans l'est de la carrière ;

Considérant que des espèces protégées ou rares sont présentes dans la carrière actuelle, notamment plusieurs espèces d'orchidées présentes sur les pelouses à caractère calcicole se développant sur les dépôts de stériles, l'hirondelle de rivage et le hibou grand-duc vivant sur les falaises de tuffeau, le petit gravelot qui nidifie sur les plages de craie nue en fond de carrière, plusieurs espèces de libellules, dont l'agrion nain, et le crapaud calamite qui profitent des plans d'eau temporaires et permanents, l'alouette des champs et le vanneau huppé présents sur les terres agricoles réaménagées, ainsi que plusieurs espèces de chauves-souris ;

Considérant qu'un plan de gestion a été mis en place par la S.A. « Cimenteries CBR » en 2012 et revu en 2017 ; qu'il vise à assurer la protection et le développement d'espèces et de milieux de grand intérêt, à lutter contre les espèces invasives et à sensibiliser le personnel ;

Considérant que la carrière du Romont et l'extension sollicitée sont implantés dans le paysage d'openfield de la Hesbaye caractérisé par une dominance de vastes cultures implantées sur un relief légèrement ondulant ; que certains éléments paysagers tels des prairies, vergers, bosquets, haies bocagères et vignes sont également présents ;

Considérant que le site est entouré du village de Zussen à l'ouest et des villages d'Eben et d'Emael à l'est ; que la carrière du Romont et l'extension sollicitée sont localisées, à l'instar du village de Zussen, sur le plateau hesbignon dont l'altitude varie entre 100 et 140 mètres sur la commune de Bassenge ; que les villages d'Eben et d'Emael sont localisés sur le versant nord de la vallée du Geer située à une altitude moyenne de 70 mètres ;

Considérant que le périmètre objet de la demande se trouve à une altitude moyenne variant entre 100 et 115 mètres, soit 30 à 45 mètres plus haut que le fond de la vallée du Geer ;

Considérant que des vues larges sont possibles vers l'extension sollicitée ainsi que vers la carrière actuelle depuis des chemins agricoles situés au nord du projet ; que des vues ponctuelles sont possibles vers l'extension sollicitée depuis les villages de Zichen-Zussen-Bolder et d'Eben et Emael ainsi que depuis le plateau de la Montagne Saint-Pierre ; que les plantations réalisées aux abords de la carrière actuelle et la butte du Romont limitent néanmoins les vues vers cette partie du site ;

Considérant que l'extension sollicitée est reprise en partie dans une zone sensible du point de vue archéologique ; que l'Agence Wallonne du Patrimoine indique en son avis du 26 janvier 2021 qu'il est dès lors nécessaire de procéder à des investigations archéologiques surfaciques et en profondeur ;

Considérant que, hormis quelques câbles de télécommunication appartenant à la société Proximus, l'extension sollicitée n'est traversée par aucun impétran majeur ;

Considérant que la carrière existante et l'extension sollicitée sont situées en rive gauche du Canal Albert et de la Meuse, à une distance approximative de 1.500 mètres ;

Considérant que le site de la carrière est entièrement compris dans le bassin versant du Geer ; que ce cours d'eau traverse les villages d'Eben et d'Emael et contourne le site actuel et l'extension sollicitée par l'est, à une distance d'environ 500 mètres ;

Considérant qu'un cours d'eau non classé (la Berwinne Rigole) servant à l'évacuation des eaux de l'entité de Zichen-Zussen-Bolder est localisé au sud de la carrière du Romont ; qu'il forme une rupture dans le plateau hesbignon et rejoint la vallée du Geer dont il est un affluent ; qu'il est en partie canalisé mais n'est pas drainant ; qu'aucun cours d'eau ne traverse l'extension sollicitée ;

Considérant que, d'un point de vue hydrogéologique, le site de la carrière actuelle et de l'extension sollicitée est caractérisé par la présence d'une nappe aquifère dénommée « Nappe des craies de Hesbaye » (RWM040) ; que cette nappe est une nappe libre à perméabilité double (pores et fissures) ;

Considérant qu'il ressort des différents forages et études hydrogéologiques réalisés que l'écoulement principal se fait vers l'est où la nappe des craies est drainée par le Geer ; que le Geer peut être drainant ou alimentant sur certains tronçons de son parcours en fonction du contexte hydrogéologique local ;

Considérant que le rabattement naturel de la nappe dû à l'excavation de la carrière est fortement accentué par l'augmentation de perméabilité provoquée par la couche de silex placée dans le fond de la carrière ; que la présence de la carrière induit un plat de la nappe vers la cote de +65 mètres au droit du site actuel ; qu'il devrait en être de même pour l'extension sollicitée ;

Considérant que le plancher d'exploitation se situe à la cote de +67 mètres ; que l'exploitation actuelle s'effectue donc sans exhaure, au-dessus de la zone de battement de la nappe phréatique ;

Considérant que le gisement présente une légère pente vers le nord/nord-ouest ; que, par conséquent, l'épaisseur du gisement exploitable diminue progressivement en direction du nord, alors que l'épaisseur de la découverte augmente ;

Considérant qu'une partie de la carrière existante et une partie de l'extension sollicitée sont concernées par un risque de présence de phénomènes karstiques ; que ceux-ci sont rencontrés à proximité du site et sur les fronts de taille de la carrière ; qu'ils se traduisent par la présence de poches de dissolution pouvant atteindre 20 mètres de profondeur, remplies de stériles ;

Considérant que les dépendances d'exploitation sont localisées dans la partie sud de la carrière du Romont ; que la distance entre les fronts d'exploitation et les dépendances de carrière augmente progressivement au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation ; que, par conséquent, la longueur des pistes augmente également ;

Considérant que, d'après le dossier de base, les pistes internes à la carrière sont régulièrement arrosées en période sèche afin de prévenir l'envol de poussières ; que, de plus, les opérations de traitement des roches ont lieu dans des bâtiments fermés ;

Considérant qu'une bande transporteuse souterraine achemine les matériaux calcaires vers l'usine de Lixhe sur une distance d'environ 2,2 kilomètres ; qu'environ 90 % des produits extraits de la carrière sont acheminés de la sorte vers l'usine de Lixhe ; que cette bande transporteuse sera utilisée lors de l'exploitation de la zone sollicitée ; que, par conséquent, l'acheminement des matériaux calcaires vers l'usine de Lixhe ne génère pas de charroi poids-lourds hors de la carrière ;

Considérant que deux voiries locales (ruelle aux Loups/chemin d'Emael et rue Joseph Mélotte) permettant l'accès aux parcelles agricoles sont situées au sein de l'extension sollicitée ; que la rue Joseph Mélotte se divise en deux branches, l'une localisée au nord-est et l'autre au sud-ouest du Trou Loulou ; que ces voiries seront interrompues lors de l'extension de la carrière ; que d'après le dossier de base, l'accès aux terrains agricoles sera toutefois maintenu via l'aménagement de pistes ;

Considérant que l'accès à la carrière se fait via la RN671 qui longe le site et permet un accès direct à la vallée de la Meuse et à l'E25, située à environ 5 kilomètres à l'est du site ; que l'accès principal permettant d'accéder aux installations et dépendances de la carrière se trouve au sud-est de la carrière ; qu'un second accès pour le charroi agricole existe au sud-ouest ;

Considérant que, d'après le dossier de base, le charroi lié à la valorisation de sous-produits extraits dans la carrière est de l'ordre de 51 camions/jour (ou 102 passages) ; que le charroi lié à l'apport de terres exogènes pour le remblayage du site est de l'ordre de 27 camions/jour (ou 54 passages) ;

Considérant que le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement indique, en son avis du 5 février 2021, que 25 exploitations agricoles seraient directement impactées à des degrés divers par le projet ;

Considérant que les vignes de la coopérative « Vin de Liège » ont été plantées en 2012 sur la parcelle cadastrée sur Bassenge, 6ème division, section A, n°587A ; que cette parcelle est incluse dans le périmètre à réviser ; qu'elle possède une superficie d'environ 3 hectares ce qui, d'après le demandeur, représente plus ou moins 11 mois de réserves de gisement ;

Considérant que les travaux de réaménagement agricole ont permis la reconstitution d'une surface d'approximativement 51,4 hectares dont 7,5 hectares ont été remis en location aux agriculteurs (situation fin 2019) ;

Considérant que, d'après le dossier de base, l'environnement sonore du site est actuellement caractérisé par le bruit généré par le trafic routier, les activités agricoles et l'exploitation de la carrière, à savoir le bruit des engins d'exploitation et de transport et le bruit des installations de traitement de la roche extraite ;

Considérant qu'il ressort d'études acoustiques réalisées en 2003 et 2007, ainsi que de l'étude d'incidences relative au permis unique du 21 janvier 2008, que les normes fixées par les conditions sectorielles relatives aux carrières et à leurs dépendances sont respectées ; que dès lors l'activité de la carrière n'influence pas de manière significative le niveau sonore des alentours de la carrière ; que celui-ci est davantage impacté par les trafics automobile et aérien ;

Considérant que l'utilisation de tirs de mines a été définitivement abandonnée en 2005 au sein de la carrière du Romont ;

Rapport justificatif des alternatives examinées et non retenues

Considérant qu'il ressort du dossier de base que le demandeur n'a pu identifier aucune alternative de localisation compte tenu des caractéristiques très spécifiques du gisement exploité au droit de la carrière du Romont, du lien entre cette carrière et l'usine de Lixhe et des exigences « géologiques » (humidité, proportion tuffeau/craie...) liées à la fabrication de clinker et de ciment dans l'usine de Lixhe ;

Considérant que le dossier de base expose une alternative technique visant à exploiter le site du Trou Loulou ; qu'elle a cependant été écartée par le demandeur en raison de la valeur patrimoniale et environnementale de ce site ;

Proposition d'avant-projet établie au 1/10.000^e

Considérant qu'une proposition d'avant-projet est jointe au dossier de base ;

Inscription de prescriptions supplémentaires au plan de secteur

Considérant que le demandeur ne sollicite pas l'inscription de prescriptions supplémentaires ;

Proposition de décision

Considérant qu'il ressort de l'analyse de la demande, de l'avis la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité, de la délibération du conseil communal et des avis recueillis que la demande se justifie d'un point de vue géologique, économique, social et environnemental et concourt à une utilisation rationnelle du territoire en optimisant l'exploitation et la mise en œuvre de ses ressources tout en préservant ses caractéristiques paysagères et environnementales ;

Considérant que l'inscription au plan de secteur d'une zone d'extraction se justifie compte tenu du fait que seule l'activité d'extraction s'y développera, à l'exclusion de toute installation de dépendances d'extraction qui ne serait pas indispensable à l'extraction ;

Considérant qu'il est opportun que la zone d'extraction devienne une zone agricole au terme de l'exploitation compte tenu du type de réaménagement à finalité agricole qui est proposé ; que ce type de réaménagement est actuellement mis en œuvre au niveau des parcelles exploitées sous couvert du permis d'extraction du 25 juin 2004 ;

Considérant que le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, en son avis du 5 février 2021, et la Commission Wallonne d'Etude et de Protection des Sites Souterrains, en son avis du 25 juin 2021, recommandent de ne pas inscrire le site du Trou Loulou en zone d'extraction afin d'éviter tout risque d'excavation de ce site d'importance patrimoniale et environnementale ; qu'il convient donc d'exclure du périmètre de révision le site du Trou Loulou ainsi qu'une zone de protection de minimum 30 mètres autour de celui-ci ;

Considérant qu'il convient également d'exclure du projet de révision le périmètre inscrit en zone naturelle au plan de secteur en vigueur ainsi que la zone bocagère située au nord-est du Trou Loulou, composée de nombreux bosquets, en raison du rôle que jouent ces zones dans le maillage écologique ; qu'en effet, la zone située au nord-est du Trou Loulou constitue un corridor biologique reliant le site du Trou Loulou tant à la zone naturelle inscrite au plan de secteur en vigueur qu'à la réserve naturelle de la Brouhère d'Emael, tout en formant une séparation entre la future fosse d'extraction et les villages d'Eben et d'Emael ; que le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et la Commission Wallonne d'Etude et de Protection des Sites Souterrains recommandent de conserver une telle connexion biologique ; qu'il est par conséquent opportun d'inscrire un périmètre de liaison écologique en surimpression de cette zone afin de garantir aux espèces animales et végétales les espaces de transition entre leurs biotopes ;

Considérant que les limites des zones à inscrire au plan de secteur doivent être définies par rapport à des éléments fixes aisément repérables afin de ne pas être contestées dans l'avenir ; qu'il y a lieu d'adapter le périmètre de la zone telle que sollicitée dans le dossier de base ; que les limites de la zone d'extraction devenant une zone agricole au terme de l'exploitation projetée correspondent aux repères suivants :

- à l'ouest et au nord : à la frontière entre la Région wallonne et la Région flamande ;
- à l'est (du nord vers le sud) :
 - o à la limite ouest de la zone naturelle inscrite au plan de secteur en vigueur ;
 - o à la bordure ouest des bosquets situés sur le versant ouest de la vallée du Geer, jusqu'à un point situé à 30 mètres au nord-est de la bordure nord-est de la portion de la rue Joseph Mélotte située au nord-est du Trou Loulou ;
 - o à une courbe située à 30 mètres au nord-est de la bordure nord-est de la portion de la rue Joseph Mélotte située au nord-est du Trou Loulou, jusqu'à un point distant de 330 mètres (selon un axe nord-sud) de la frontière nord entre la Région wallonne et la Région flamande ;
 - o à un segment de droite d'orientation est-ouest partant de ce point et long de 308 mètres ;
 - o à un segment de droite d'orientation nord-sud jusqu'à un point situé à 30 mètres au nord-est de la bordure nord-est de la portion de la rue Joseph Mélotte située au sud-ouest du Trou Loulou ;
 - o à une courbe située à 30 mètres au nord-est de la bordure nord-est de la portion de la rue Joseph Mélotte située au sud-ouest du Trou Loulou, jusqu'à un point correspondant au prolongement vers le nord-est de la limite entre les parcelles cadastrales 590E et 588B ;
 - o à un segment de droite partant de ce point et se prolongeant vers le sud-ouest au niveau de la limite entre les parcelles cadastrales 590E et 588B, jusqu'à atteindre le chemin agricole situé au nord-est de la zone de dépendances d'extraction en vigueur ;

- au sud : au prolongement vers l'ouest, à partir de ce point, de ce chemin agricole et à la limite nord de la zone de dépendances d'extraction inscrite au plan de secteur en vigueur ;

Considérant que le périmètre de liaison écologique relie la zone naturelle située au nord-est du périmètre du projet de révision du plan de secteur à la zone boisée où se situe l'entrée du site du Trou Loulou ; que ce périmètre englobe les différentes zones de bosquets présentes sur le versant ouest de la vallée du Geer ; qu'il borde en partie la zone d'extraction projetée à inscrire au plan de secteur ;

Considérant en conclusion que le projet de révision du plan de secteur de Liège doit porter sur l'inscription :

- d'une zone d'extraction, devenant une zone agricole au terme de l'exploitation, d'une superficie de 92,32 hectares en lieu et place d'une zone agricole ;
- d'un périmètre de liaison écologique, en surimpression de la zone agricole inscrite au plan de secteur en vigueur, d'une superficie de 3,94 hectares reliant le site du Trou Loulou à la zone naturelle inscrite au nord-est de la zone à réviser ;

Respect des principes applicables aux révisions du plan de secteur, y compris le choix des compensations (article D.II.45, § 1^{er}, 2 et 3)

Considérant que la proposition de décision ne projette pas l'inscription au plan de secteur de nouvelles zones destinées à l'urbanisation en lieu et place de zones non destinées à l'urbanisation ; que les principes applicables aux révisions du plan de secteur visés à l'article D.II.45, § 1^{er}, 2 et 3, du CoDT ne s'y appliquent donc pas ;

Evaluation des incidences du projet de plan

Considérant que le projet de plan ainsi décrit est susceptible d'avoir des incidences non négligeables sur l'environnement en raison des caractéristiques du plan de secteur, des incidences et des zones susceptibles d'être touchées ;

Considérant qu'afin de poursuivre l'instruction de la demande, il y a dès lors lieu de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et de déterminer les informations qu'il contient ;

Considérant que l'article D.VIII.33, § 3, du CoDT fixe le contenu minimum du rapport sur les incidences environnementales ; que l'ampleur et la précision des informations à fournir doivent être déterminées de manière à prendre en compte les spécificités du projet de plan ;

Ampleur des informations à fournir

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan analysera l'impact de l'inscription des composantes du projet de plan au plan de secteur de Liège ; que l'analyse se limitera aux composantes du projet de plan susceptibles d'avoir une incidence non négligeable sur l'environnement ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales suivra le principe d'une démarche « en entonnoir », c'est-à-dire que, suivant la nature des aspects abordés, l'analyse des composantes du projet de plan se fera depuis l'échelle la plus large jusqu'à l'échelle locale du périmètre des zones à réviser ;

Considérant qu'il appartiendra à l'auteur du rapport d'incidences environnementales de vérifier l'ensemble des données économiques et techniques avancées dans le dossier de base ;

Considérant que l'analyse des besoins justifiant l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction au plan de secteur de Liège devra être circonscrite au marché du tuffeau et de la craie, de ses co-produits et de ses substituts, en tant que roches destinées à la production de clinker et de ciment ; qu'elle devra positionner et évaluer la demande dans le contexte de la Belgique, de la Province de Liège et d'une aire de chalandise fixée à 100 kilomètres autour de la carrière existante ;

Considérant qu'il conviendra en outre d'évaluer la superficie qui devrait être dédiée à la zone d'extraction au sens de l'article D.II.41, du CoDT au regard de l'offre actuelle et en cours d'instruction ainsi que des besoins futurs de l'activité et des projets de réaménagement ;

Considérant que l'analyse de la pertinence de la localisation du projet de plan ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites au territoire où le tuffeau et la craie peuvent être extraits ;

Considérant que l'analyse de la délimitation et des conditions de mise en œuvre des composantes du projet de plan, ainsi que la recherche des variantes, devront être circonscrites au périmètre d'étude jugé le plus pertinent compte tenu de la nature du milieu et des contraintes à l'implantation considérées ; qu'il conviendra en particulier d'analyser la proposition d'avant-projet de plan figurant dans le dossier de base au titre de variante ;

Précision des informations à fournir

Considérant qu'il ressort de l'analyse de la demande, des observations et suggestions du public et des avis transmis, que le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan doit réserver une attention particulière à l'analyse de ses effets sur :

1. La population ;
2. Les paysages ;
3. L'activité agricole (y compris la mobilité compte tenu de la suppression de deux chemins agricoles) et viticole ;
4. Les modes de circulation douce entre Zussen et Eben-Emael (modifications de voiries) ;
5. Le réseau routier compte tenu du charroi lié à la carrière du Romont et à l'usine de Lixhe ;
6. Le site du Trou Loulou (tant du point de vue environnemental que patrimonial) ;
7. Les sites Natura 2000, les réserves naturelles, les habitats naturels d'intérêt communautaire, les espèces protégées au sens de la Loi sur la conservation de la nature et les liaisons écologiques, en particulier régionales ;
8. Les eaux de surface et les eaux souterraines ;
9. Le potentiel archéologique du site ;
10. Les Régions et Etats voisins ;

Considérant qu'il sera spécifiquement tenu compte :

- de la présence du site du Trou Loulou à proximité directe de la zone d'extraction ;
- de la présence de nombreux sites Natura 2000, réserves naturelles et sites de grand intérêt biologique aux alentours de la carrière ;
- de la gestion des stériles d'exploitation et de la constitution des dispositifs d'isolement ;
- du réaménagement agricole mis en œuvre après l'exploitation des parcelles (y compris l'apport de terres exogènes) et de la qualité des terres remises en culture notamment compte tenu de la situation issue des précédentes phases de réaménagement et des constats opérés par les agriculteurs dans ce cadre ;
- de la nécessité de préserver l'activité viticole sur un terrain présentant les caractéristiques requises ;
- de la présence de la nappe phréatique à faible profondeur ;
- de l'interdépendance de l'usine de Lixhe et des carrières du Romont et de Loën ;

Considérant qu'il convient que le rapport sur les incidences environnementales analyse les affectations à fixer à la zone d'extraction au terme de l'exploitation en tenant compte des caractéristiques du projet du demandeur, des nécessités de l'exploitation et des potentialités du site à long terme ;

Considérant qu'il convient également de vérifier que l'affectation au plan de secteur en vigueur de la zone dans laquelle est localisé le site du Trou Loulou est conforme à la situation de fait et d'évaluer si la situation existante de droit permet une protection adéquate du site du Trou Loulou ; qu'il convient aussi d'analyser la pertinence de la localisation du périmètre de liaison écologique proposé dans le présent arrêté ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales devra valider le volume de gisement exploitable au sein du périmètre du projet de révision du plan de secteur proposé dans le présent arrêté ;

Considérant que le rapport sur les incidences environnementales devra évaluer la distance de sécurité à conserver entre les futurs fronts d'exploitation et les galeries du Trou Loulou afin de préserver la stabilité et les caractéristiques propres de ce site ; que les limites du périmètre du projet de révision du plan de secteur telles que proposées dans le présent arrêté (y compris le périmètre de liaison écologique) devront aussi être analysées et discutées ;

Considérant que, compte tenu de l'avis du fonctionnaire délégué du 4 février 2021, le rapport sur les incidences environnementales devra en outre analyser l'opportunité de supprimer le tracé de liaison régionale en projet et son périmètre de réservation inscrits au plan de secteur en vigueur, ainsi que l'opportunité d'inscrire un tracé de route de liaison régionale correspondant à la situation réelle de la RN671 et, par conséquent, de rectifier légèrement la limite sud-ouest de la zone de dépendances d'extraction au plan de secteur ; qu'il conviendra aussi d'analyser les incidences environnementales de la désinscription/inscription de ces différents éléments ;

Considérant que l'évaluation des incidences réalisées devra également comporter les éléments requis pour la demande de permis (article D.II.54, § 2, alinéa 2, du CoDT) ;

Avis à solliciter

Considérant que le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales ainsi que le projet de plan doivent être soumis à l'avis du pôle « Aménagement du territoire » et du pôle « Environnement » en application de l'article D.VIII.33, § 4, du CoDT ;

Considérant que, s'agissant d'une procédure visée à l'article D.II.54 du CoDT, il s'impose que les avis du fonctionnaire délégué et du fonctionnaire technique soient également sollicités à ce stade de la procédure ;

Considérant, en outre, qu'une attention particulière doit être réservée à l'analyse des incidences du projet de plan sur le site du Trou Loulou, sur la faune et la flore sauvages, sur les liaisons écologiques régionales, sur les eaux de surface et souterraines, sur l'activité agricole ainsi que sur le choix des affectations à fixer pour la zone d'extraction au terme de son exploitation ; qu'il est dès lors utile de soumettre le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales à l'avis du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement et de la Commission Wallonne d'Etude et de Protection des Sites Souterrains ; que le rapport sur les incidences environnementales doit analyser l'opportunité de supprimer le tracé de liaison régionale en projet et son périmètre de réservation inscrits au plan de secteur en vigueur, ainsi que l'opportunité d'inscrire un tracé de route de liaison régionale correspondant à la situation réelle de la RN671 ; qu'il est par conséquent pertinent d'interroger le SPW Mobilité et Infrastructures sur ce point ; qu'il faut aussi tenir compte de la sensibilité du site d'un point de vue patrimonial et archéologique ; qu'il convient dès lors de solliciter l'avis de l'Agence Wallonne du Patrimoine ;

Considérant que le site jouxte la Région flamande et est proche de la frontière des Pays-Bas ; que le projet de révision du plan de secteur est susceptible d'avoir des incidences transfrontalières non négligeables sur ces territoires ; qu'il est donc pertinent d'interroger les autorités compétentes de la Région flamande et des Pays-Bas ;

Conclusions

Considérant qu'il convient, pour les motifs exposés ci-avant, de décider la révision du plan de secteur de Liège, d'adopter le projet de plan et de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales de ce dernier ;

Considérant que le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales annexé au présent arrêté explicite la portée de l'article D.VIII.33, § 2, du CoDT en déterminant l'ampleur et la précision des informations qu'il doit comporter au regard des spécificités du projet de plan,

Arrête :

Article 1^{er}. Il y a lieu de réviser le plan de secteur de Liège (planche 34/6) en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction au lieu-dit « carrière du Romont » à Bassenge (Eben-Emael).

Art. 2. Le projet de révision du plan de secteur de Liège relatif à l'inscription :

- d'une zone d'extraction devenant une zone agricole au terme de l'exploitation ;
 - d'un périmètre de liaison écologique, en surimpression de la zone agricole inscrite au plan de secteur en vigueur ;
- sur le territoire de la commune de Bassenge, au lieu-dit « carrière du Romont », est adopté conformément au plan ci-annexé.

Art. 3. Il y a lieu de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan.

Art. 4. Le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales du projet de plan est adopté.

Art. 5. En complément du pôle « Aménagement du territoire » et du pôle « Environnement », le projet de contenu du rapport sur les incidences environnementales sera soumis au fonctionnaire délégué, au fonctionnaire technique, au SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, au SPW Mobilité et Infrastructures, à la Commission Wallonne d'Etude et de Protection des Sites Souterrains, à l'Agence Wallonne du Patrimoine ainsi qu'aux autorités compétentes de la Région flamande et des Pays-Bas.

Art. 6. Le SPW Territoire, Logement, Patrimoine, Énergie est chargé du suivi du présent arrêté.

Namur, le 8 décembre 2021.

Le Ministre de l'Aménagement du territoire,
W. BORSUS

Annexe à l'arrêté ministériel du 8 décembre 2021 décidant :

- de réviser le plan de secteur de Liège (planche 34/6) ;
- d'adopter le projet de plan visant à inscrire une zone d'extraction devenant une zone agricole au terme de l'exploitation et un périmètre de liaison écologique sur le territoire de la commune de Bassenge (Eben-Emael) au lieu-dit « carrière du Romont », en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction ;
- de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et d'en fixer le projet de contenu

PROJET DE CONTENU DU RAPPORT SUR LES INCIDENCES ENVIRONNEMENTALES

Le projet de révision de la planche 34/6 du plan de secteur de Liège porte sur l'inscription au plan de secteur :

- d'une zone d'extraction, devenant une zone agricole au terme de l'exploitation, d'une superficie de 92,32 ha en lieu et place d'une zone agricole ;
- d'un périmètre de liaison écologique, en surimpression de la zone agricole inscrite au plan de secteur en vigueur, d'une superficie de 3,94 ha reliant le site du Trou Loulou à la zone naturelle inscrite au nord-est de la zone à réviser.

A. Ampleur

Aucune composante du projet de plan n'est dispensée du rapport sur les incidences environnementales (RIE).

Le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan analysera l'impact de l'inscription des composantes du projet de plan au plan de secteur de Liège. L'analyse se limitera aux composantes du projet de plan susceptibles d'avoir une incidence non négligeable sur l'environnement.

Le rapport sur les incidences environnementales suivra le principe d'une démarche « en entonnoir », c'est-à-dire que, suivant la nature des aspects abordés, l'analyse des composantes du projet de plan se fera depuis l'échelle la plus large jusqu'à l'échelle locale du périmètre des zones à réviser.

Il appartiendra à l'auteur du rapport d'incidences environnementales de vérifier l'ensemble des données économiques et techniques avancées dans le dossier de base.

L'analyse des besoins justifiant l'inscription d'une nouvelle zone d'extraction au plan de secteur de Liège devra être circonscrite au marché du tuffeau et de la craie, de ses co-produits et de ses substituts, en tant que roches destinées à la production de clinker et de ciment. Elle devra positionner et évaluer la demande dans le contexte de la Belgique, de la Province de Liège et d'une aire de chalandise fixée à 100 km autour de la carrière existante.

Il conviendra en particulier d'évaluer la superficie qui devrait être dédiée à la zone d'extraction au sens de l'articles D.II.41, du CoDT au regard de l'offre actuelle et en cours d'instruction ainsi que des besoins futurs de l'activité et des projets de réaménagement.

L'analyse de la pertinence de la localisation du projet de plan ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites au territoire où la craie et le tuffeau peuvent être extraits.

L'analyse de la délimitation et des conditions de mise en œuvre des composantes du projet de plan ainsi que la recherche des variantes devront être circonscrites au périmètre d'étude jugé le plus pertinent compte tenu de la nature du milieu et des contraintes à l'implantation considérées. Il conviendra en particulier d'analyser la proposition d'avant-projet de plan figurant dans le dossier de base au titre de variante.

B. Précision des informations

Le contenu du rapport sur les incidences environnementales du projet de plan retenu ci-après constitue un document-type dont les éléments sont considérés comme suffisants au regard des articles D.VIII.29 à 37, du Code du développement territorial (CoDT).

En particulier, le rapport tiendra compte :

- des spécificités économiques, techniques et environnementales de la demande ;
- des avis émis par :
- le pôle « Aménagement du territoire » ;
- le pôle « Environnement » ;

- le fonctionnaire délégué ;
- le fonctionnaire technique ;
- le SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ;
- le SPW Mobilité et Infrastructures ;
- l'Agence Wallonne du Patrimoine ;
- la Commission Wallonne d'Etude et de Protection des Sites Souterrains ;
- les autorités compétentes de la Région flamande et des Pays-Bas ;

sur le dossier de base et/ou le contenu du rapport ;

- des observations formulées par le public lors de la réunion d'information préalable organisée le 10 septembre 2020, de l'avis de la Commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité et de la délibération du conseil communal de Bassenge.

Sans préjudice de la qualité et du soin à apporter à l'ensemble du rapport, une attention particulière sera réservée à l'analyse des effets du projet de plan sur :

1. La population ;
2. Les paysages ;
3. L'activité agricole (y compris la mobilité compte tenu de la suppression de deux chemins agricoles) et viticole ;
4. Les modes de circulation douce entre Zussen et Eben-Emael (modifications de voiries) ;
5. Le réseau routier compte tenu du charroi lié à la carrière du Romont et à l'usine de Lixhe ;
6. Le site du Trou Loulou (tant du point de vue environnemental que patrimonial) ;
7. Les sites Natura 2000, les réserves naturelles, les habitats naturels d'intérêt communautaire, les espèces protégées au sens de la Loi sur la conservation de la nature et les liaisons écologiques, en particulier régionales ;
8. Les eaux de surfaces et les eaux souterraines ;
9. Le potentiel archéologique du site ;
10. Les Régions et Etats voisins.

Il sera spécifiquement tenu compte :

- de la présence du site du Trou Loulou à proximité directe de la zone d'extraction ;
- de la présence de nombreux sites Natura 2000, réserves naturelles et sites de grand intérêt biologique aux alentours de la carrière ;
- de la gestion des stériles d'exploitation et de la constitution des dispositifs d'isolement ;
- du réaménagement agricole mis en œuvre après l'exploitation des parcelles (y compris l'apport de terres exogènes) et de la qualité des terres remises en culture notamment compte tenu de la situation issue des précédentes phases de réaménagement et des constats opérés par les agriculteurs dans ce cadre ;
- de la nécessité de préserver l'activité viticole sur un terrain présentant les caractéristiques requises ;
- de la présence de la nappe phréatique à faible profondeur ;
- de l'interdépendance de l'usine de Lixhe et des carrières du Romont et de Loën.

Le rapport devra analyser les affectations à fixer à la zone d'extraction au terme de l'exploitation en tenant compte des caractéristiques du projet du demandeur, des nécessités de l'exploitation et des potentialités du site à long terme.

L'évaluation des incidences devra vérifier que l'affectation au plan de secteur en vigueur de la zone dans laquelle est localisé le site du Trou Loulou est conforme à la situation de fait et évaluer si la situation existante de droit permet une protection adéquate du site du Trou Loulou. La pertinence de la localisation du périmètre de liaison écologique proposé dans l'arrêté ministériel devra aussi être analysée.

Le rapport sur les incidences environnementales devra valider le volume de gisement exploitable au sein du périmètre du projet de révision du plan de secteur proposé dans l'arrêté ministériel.

Les limites du périmètre du projet de révision du plan de secteur telles que proposées dans l'arrêté ministériel (y compris le périmètre de liaison écologique) devront être analysées et discutées. Le rapport sur les incidences environnementales évaluera la distance de sécurité à conserver entre les futurs fronts d'extraction et le site du Trou Loulou afin de préserver la stabilité et les caractéristiques propres de ce site.

Le rapport sur les incidences environnementales devra en outre analyser l'opportunité de supprimer le tracé de liaison régionale en projet et son périmètre de réservation inscrits au plan de secteur en vigueur, ainsi que l'opportunité d'inscrire un tracé de route de liaison régionale correspondant à la situation réelle de la RN671. Les incidences environnementales de la désinscription/inscription de ces différents éléments devront également être analysées dans le rapport sur les incidences environnementales.

L'évaluation des incidences réalisée devra également comporter les éléments requis pour la demande de permis (article D.II.54, § 2, alinéa 2, du CoDT).

PHASE I

Introduction

L'introduction a pour but de replacer le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan dans son contexte et vise notamment à clarifier la procédure pour le public.

1. Rappel de la procédure de révision d'un plan de secteur - articles D.II.48 à 50 (procédure) et livre VIII (participation du public et évaluation des incidences), du CoDT.

2. Présentation du projet de plan adopté par le Gouvernement wallon y compris les mesures d'atténuation relatives à la mise en œuvre du projet (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 1°).

3. Acteurs de la révision du plan de secteur

3.1. Décideur : *Gouvernement wallon représenté par le Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions.*

3.2. Initiateur de la demande : *promoteur du projet, société ou personne physique exploitant le site carrier. Organigramme de la société (notamment quand il y a plusieurs filiales, ou plusieurs sociétés dans un groupe). Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.*

3.3. Auteur du rapport sur les incidences environnementales : *bureau d'étude agréé : préciser les catégories et la durée des agréments, les différentes personnes qui ont collaboré au rapport en spécifiant leurs compétences. Préciser la (les) personne(s) de contact et ses (leurs) coordonnées.*

4. Contraintes potentielles relevées par l'arrêté adoptant le projet de plan

Il s'agit des contraintes relevées par l'arrêté adoptant le projet de plan sur la base de l'analyse de la situation de droit et de fait, ainsi que sur la base des différents avis réceptionnés à ce stade de la procédure (conseil communal, commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité, fonctionnaire délégué, pôle « Aménagement du territoire », pôle « Environnement », et autres personnes ou instances que le Gouvernement a jugé utile de consulter).

CHAPITRE 1^{er}. — Description du projet de plan

1. Objet de la révision de plan de secteur (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 1^o)

Localisation et superficie de la (des) zone(s) de dépendances d'extraction et/ou d'extraction (ou autres zones et/ou périmètre(s) de protection et prescriptions supplémentaires prévu(s) à l'article D.II.21, du CoDT) inscrite(s)/supprimé(s) au projet de plan.

1.1. Localisation exacte : province, commune(s), lieu-dit, rue, n° de planche IGN, coordonnées Lambert et illustration sur cartes routière et topographique (1/50 000ème et 1/10 000ème) + orthophotoplan au 1/10 000ème ;

1.2. Parcelles cadastrales concernées par la révision de plan de secteur reportées sur fond IGN au 1/10 000ème et 1/25 000ème, préciser la superficie totale propriété du demandeur, copie des accords de mise à disposition des terrains, etc. ;

1.3. Affectations au plan de secteur actuelles et projetées (cartes 1/10 000ème et 1/25 000ème), préciser les superficies des zones dont l'affectation change. Le cas échéant, préciser les prescriptions supplémentaires prévues (cf. article D.II.21, § 3, du CoDT).

1.4. Description géologique du gisement visé par la révision du plan de secteur :

- situation régionale (bassin ou massif structural) ;
- gisement (lithologie, âge, formation, membre, puissance totale et puissance valorisée, structure des couches (pendage et direction), nature et épaisseur de la couverture, etc.) ;
- contraintes géotechniques (karst, accidents tectoniques (fractures et failles), hydrogéologie, anciens travaux miniers) ;
- réserves de gisement (détailler les méthodes de calcul) : décrire les réserves disponibles au sein de la future zone d'extraction, délais d'épuisement au rythme actuel d'exploitation et en cas de d'augmentation.
- Joindre un extrait de la carte géologique la plus récente avec au moins :
 - une coupe géologique au droit de la future exploitation ;
 - les résultats de forages et/ou de prospection géophysique, les résultats d'analyses physico-chimiques ou tout autre élément relatif à la qualité du gisement à exploiter.

1.5. Projet d'exploitation envisagé :

- production (détailler les produits de la carrière et préciser les quantités (en tonnes ou mètres cubes), une éventuelle croissance prévue, préciser les valorisations actuelles et/ou projetées (nouveaux produits) y compris pour les stériles (expliquer les utilisations, les applications, les volumes stockés) ;
- techniques d'extraction et de traitement de la roche (flow-sheet de l'exploitation) ;
- phasage de l'occupation (en ce compris la gestion des stériles, des eaux d'exhaure, les dépendances et le réaménagement), en spécifiant ce qui nécessite de la zone de dépendances d'extraction ou de la zone d'extraction ;
- infrastructures projetées (dans le périmètre du projet et en-dehors) ;
- accessibilité du site, gestion de la mobilité et transport des produits.

2. Identification et explicitation des objectifs de la révision de plan de secteur (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 1^o)

Le rapport sur les incidences environnementales mettra en évidence et analysera les objectifs poursuivis par le Gouvernement wallon tels qu'ils figurent dans l'arrêté adoptant le projet de plan. Il ne s'agit pas d'un recopiage, ni d'une interprétation.

Il précisera les arguments qui justifient la nécessité de réviser le plan de secteur pour mettre en œuvre le projet sous-tendu par la révision.

3. Analyse critique de la compatibilité des objectifs du projet de plan au regard des plans et programmes pertinents (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 1^o)

Cette analyse doit comporter, entre autres, la vérification de la compatibilité des objectifs du projet de plan avec les enjeux présentés dans les documents régionaux réglementaires et d'orientation, à savoir le CoDT, ainsi que les différents plans et programmes (tels que le schéma de développement du territoire (SDT), le plan d'environnement pour le développement durable, etc.).

Il ne s'agit pas ici de résumer les objectifs desdits documents régionaux mais bien d'analyser les objectifs du projet de plan au regard de ces documents.

CHAPITRE 2. — Justification socio-économique de l'inscription d'une zone de dépendances d'extraction et/ou d'une zone d'extraction au plan de secteur

Ce chapitre vise à vérifier si les terrains inscrits en zone de dépendances d'extraction et en zone d'extraction au plan de secteur au sein d'un territoire pertinent (à identifier) permettent de répondre à la demande et à identifier les aspects pertinents de la situation socio-économique (les principales incidences socio-économiques de la révision du plan de secteur) ainsi que son évolution probable si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.I.1 et D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 2^o).

1. Evaluation du besoin

1.1. Caractéristiques du produit : spécificités, valeur ajoutée et usages du produit, identification des produits concurrents ou de substitution et des avantages et inconvénients comparatifs du produit considéré par rapport aux produits concurrents, type de transport utilisé et part des transports dans le coût du produit.

1.2. Évaluation de la demande : il s'agit ici d'évaluer les perspectives de production de l'exploitant en fonction des perspectives du marché du matériau extrait.

1.2.1. Marché global du matériau, situation actuelle et perspectives de développement :

- Evaluer les débouchés actuels (effectifs et potentiels) du matériau extrait en fonction de ses divers usages (préciser le cas échéant l'intérêt patrimonial de la roche extraite) et de l'échelle du marché (l'aire de chalandise), du local à l'international. Citer et localiser sur une carte les principales entreprises actuellement clientes (effectives et potentielles) et l'intérêt qu'elles peuvent tirer de la mise en exploitation du site. Cartographier et caractériser l'aire de chalandise.
- Evolution du marché dans les 30 prochaines années : on prendra notamment en considération l'évolution des usages du produit, le développement des produits de substitution et l'évolution prévisible des coûts de transport.
- Analyser d'autres pistes de valorisation et d'utilisation du gisement.

1.2.2. Position occupée par l'entreprise sur le marché (actuel et futur) :

- Identification de la concurrence tant régionale qu'internationale extrayant le même matériau et s'adressant à la même aire de chalandise (localiser chacun des sites concurrents sur une carte).
- Estimation de la part relative de l'entreprise dans le marché défini ci-dessus.
- Perspectives de croissance de l'entreprise en fonction de l'évolution du marché et des perspectives de production des entreprises concurrentes (prendre également en considération les autres demandes de révision de plan de secteur).

1.2.3. Conclusion

- sur les perspectives de production de l'entreprise à 30 ans ;
- sur les besoins planologiques qui en découlent, tant en zone de dépendances d'extraction qu'en zone d'extraction.

1.3. Évaluation des potentialités du plan de secteur

Il s'agira ici d'évaluer les potentialités qu'offre le plan de secteur en vigueur pour répondre tant quantitativement que qualitativement à la demande évaluée au point 1.2.3.

Cette évaluation se fera en deux temps :

- dans un premier temps, on examinera la zone de dépendances d'extraction actuellement exploitée (et la possibilité de désaffecter certaines parties de la zone de dépendances d'extraction existante) ;
- dans un second temps, on examinera les zones de dépendances d'extraction et d'extraction correspondant à un gisement de même nature, inscrites au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise déterminée précédemment, ne correspondant pas aux perspectives de développement des entreprises concurrentes identifiées au point 1.2.2.

Pour chacun de ces sites, qui seront localisés sur une carte, il y aura lieu de préciser les caractéristiques du gisement : qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.

Il y aura également lieu de vérifier l'accessibilité du site et la présence des infrastructures nécessaires, la possibilité d'exploiter en fonction des principales occupations du sol (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines) ainsi que la localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.

1.4. Conclusion sur l'évaluation des besoins

Il s'agit ici de conclure sur la nécessité d'étendre ou de créer une zone de dépendances d'extraction et/ou une zone d'extraction au plan de secteur au sein de l'aire de chalandise identifiée. Les besoins en zone de dépendances d'extraction seront distingués des besoins en zone d'extraction.

2. Incidences socio-économiques

Il s'agit ici d'estimer l'activité économique induite (tant en amont qu'en aval) par l'exploitation, l'emploi direct et indirect actuel et créé, les retombées financières générées (taxes, redevances, etc.) sur l'activité économique nationale et régionale, la valeur ajoutée produite, l'impact sur les activités économiques existantes, etc.

Ce point estimera aussi les incidences socio-économiques, à court, moyen et long terme, des autres activités qui pourraient se développer sur ce site, indépendamment du projet du demandeur, selon le prescrit des articles D.II.28 et 33.

3. Evolution probable de la situation économique si le plan n'est pas mis en œuvre

Il s'agit de préciser l'évolution probable des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable si le plan n'est pas mis en œuvre.

CHAPITRE 3. — *Justification de la localisation du projet de plan. Identification et analyse des variantes de localisation*

Il s'agit ici, à l'échelle de l'aire de chalandise de justifier ou non la localisation du projet de plan :

- au regard des options régionales qui s'appliquent à ce territoire ;
- en fonction des critères de localisation identifiés au point 1.3 du chapitre II ;
- et, s'il échet, de présenter des alternatives possibles de localisation au sein de ce territoire (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 10°).

1. Transcription spatiale des grandes options régionales

Il s'agit de transcrire, sur le territoire constituant l'aire de chalandise, les options prévues par les documents régionaux d'orientation, notamment le SDT.

2. Explication des principaux critères de localisation répondant aux objectifs du projet de plan tels qu'identifiés et explicités au point 2 du chapitre I

L'on examinera en tous cas les éléments suivants :

- 2.1. Caractéristiques du gisement :** qualité des roches (analyses physico-chimiques disponibles ou labels de qualité), réserves estimées (expliquer les méthodes de calcul) et exploitabilité.
- 2.2. Localisation du site par rapport à l'exploitation existante et aux entreprises clientes actuelles et futures.**
- 2.3. Accessibilité et gestion de la mobilité.**
- 2.4. Présence d'infrastructures nécessaires.**
- 2.5. Possibilités d'exploitation en fonction des principales occupations du sol** (effets d'incompatibilité de l'activité extractive avec les autres occupations du sol et les activités humaines).

3. Justification de la localisation du projet de plan et de la pertinence du choix des zones à inscrire

Il s'agit ici de vérifier que la localisation du projet de plan et le choix des zones (zone de dépendances d'extraction et/ou zone d'extraction) n'entrent pas en contradiction avec les options régionales identifiées au point 1, respectent les critères de localisation explicités au point 2 et tiennent compte des caractéristiques du projet du demandeur, des nécessités de l'exploitation du gisement et des potentialités du site, en particulier au terme de l'exploitation.

4. Recherche et présentation d'alternatives de localisation au projet de plan

Il s'agit ici de rechercher des alternatives de localisation au projet de plan en appliquant au territoire de l'aire de chalandise les critères de localisation dégagés au point 2 en tenant compte des options régionales identifiées au point 1.

Ces variantes de localisation seront brièvement présentées.

5. Sélection d'alternatives de localisation

Il s'agit ici de comparer le projet de plan et les variantes de localisation au regard :

- des options régionales,
 - des critères de localisation,
 - des potentialités et contraintes humaines, socio-économiques et environnementales du territoire de l'aire de chalandise,
 - des coûts de mise en œuvre à charge de la collectivité,
- et de sélectionner une ou plusieurs variantes de localisation.

Si aucune alternative de localisation ne répond mieux aux critères de localisation que le projet de plan, il n'y a pas lieu de sélectionner d'alternative.

CHAPITRE 4. — *Examen des compensations*
(art. D.VIII.33, § 3, al.1^{er}, 9^o et D.II.45, § 3, du CoDT)

Ce chapitre vise à vérifier l'application du principe repris à l'article D.II.45, § 3 et l'opportunité de choisir l'une ou l'autre forme de compensation.

(VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 9^o).

En ce qui concerne les compensations planologiques, il lui revient :

- de justifier leur localisation et leur délimitation au regard des besoins économiques, sociaux, environnementaux et patrimoniaux ainsi que de la situation existante de fait et de droit ;
- de vérifier leur cohérence en fonction de la géologie locale, des caractéristiques des sites et des affectations des zones voisines ;
- au besoin, de suggérer des alternatives.

PHASE II

CHAPITRE 5. — *Identification et analyse des contraintes et potentialités des composantes du projet de plan et des variantes de localisation*

1. Description du cadre réglementaire**1.1. Zones et périmètres d'aménagement réglementaires :**

1.1.1. Niveau régional : plan de secteur, guide régional d'urbanisme, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique, Plans d'assainissement (PASH), etc.

1.1.2. Niveau communal : schéma de développement communal, guide communal d'urbanisme, schéma d'orientation local, plan communal d'environnement pour le développement durable, plan communal de développement de la nature, etc.

1.2. Biens soumis à une réglementation particulière :

1.2.1. Faune et flore : statut juridique des bois et forêts, parc naturel, réserves naturelles, périmètres Natura 2000, sites d'intérêt communautaire (ZSC), habitats naturels (Décret du 06/12/2001) et espèces d'intérêt communautaire, etc.

1.2.2. Activités humaines : statut juridique des voiries et voies de communication, chemins, sentiers, réseau RAVeL, industries et équipements à risque majeur SEVESO, etc. (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 4^o).

1.2.3. Sol : données éventuelles relatives aux terrains concernés dans la banque de données de l'état des sols visée aux articles 11 et 12 du décret relatif à la gestion des sols ou à défaut les meilleures données disponibles auprès du Service public de Wallonie ou d'autres organismes (SPAQUE – Walsols, etc.).

1.2.4. Eau : schéma régional des ressources en eau, captages, zones de prévention et de surveillance des captages, plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH), cours d'eau non navigables (catégories), zones vulnérables, waterings, etc.

1.2.5. Activités économiques : périmètres de remembrement légal des biens ruraux, périmètres de reconnaissance économique, zones franches urbaines et rurales.

1.2.6. Mobilité : plans communaux et inter-communaux de mobilité.

1.2.7. Risques naturels : zones d'aléa d'inondation, axes de ruissellement, plan de gestion des risques d'inondation (PGRI), karst, etc.

1.3. Périmètres d'autorisation à restriction de droits civils (permis d'urbanisation existants, périmètres ayant fait l'objet d'une intervention du Fonds des calamités, biens immobiliers soumis au droit de préemption, biens immobiliers soumis à l'expropriation pour cause d'utilité publique, etc.).

1.4. Périmètres inhérents aux politiques d'aménagement opérationnel : périmètres de remembrement ruraux ou urbains, de revitalisation urbaine, de rénovation urbaine, zones d'initiatives privilégiées, sites à réaménager, sites de réhabilitation paysagère et environnementale, etc.

1.5. Sites patrimoniaux et archéologiques : monuments et sites classés, y compris les fouilles archéologiques, sites et ensembles architecturaux classés, zones de protection de classement, carte archéologique, biens repris à l'inventaire du patrimoine régional, patrimoine monumental de Belgique, biens repris à l'inventaire communal, listes de sauvegarde, patrimoine exceptionnel, patrimoine mondial, liste des arbres et haies remarquables, etc.

1.6. Ressources environnementales : *cavités souterraines d'intérêt scientifique, zones humides d'intérêt biologique, contrats de rivière, zones naturelles sensibles, sites de grand intérêt biologique, zones de protection spéciale de l'avifaune, périmètres d'intérêt paysager, périmètres de prévention rapprochée, éloignée et de surveillance des captages, zones vulnérables des principaux aquifères, liaisons écologiques, en particulier régionales, etc.*

1.7. Situation réglementaire de l'exploitation : *permis et autorisations couvrant l'activité actuelle, demandes en cours, éventuelles infractions au plan de secteur et/ou au(x) permis, etc.*

2. Description des caractéristiques humaines et environnementales du territoire concerné et évolution probable si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 2^o et 3^o)

L'étendue de ce territoire sera adaptée suivant les caractéristiques envisagées. Elle sera spécifiée et argumentée point par point par l'auteur d'étude.

2.1. Caractéristiques humaines :

2.1.1. Cadre bâti - Biens matériels et patrimoniaux : *structure urbanistique et morphologie architecturale du bâti et des espaces publics, patrimoine culturel (sites et biens classés, zones protégées, ...), sites archéologiques, carte des densités et pôles de développement, présence de biens immobiliers sur le site, etc.*

2.1.2. Infrastructures, accessibilité et équipements publics aériens et souterrains : *les voiries (réseau, gabarit, capacité, situation actuelle du trafic sur les voies d'accès), les voies ferrées (lignes, point d'arrêt, fréquence), les voies lentes, TEC, les voies navigables (gabarits, quais aménagés), les lignes électriques HT et THT, les lignes téléphoniques, les impétrants, les canalisations souterraines (y compris la collecte et le traitement des eaux usées), etc. + cartographie et évolution des capacités.*

2.1.3. Activités humaines : *nature et caractéristiques des activités actuelles et potentielles dont l'agriculture et la sylviculture (superficie, exploitants, productions, situation des exploitants), les activités économiques mixtes et/ou industrielles sensibles (SEVESO), les activités touristiques, les équipements socio-culturels sensibles tels que home, école, crèche, hôpital, autres occupations humaines, etc.*

2.1.4. Activités passées et pollutions : *gîtes de minières exploitées, décharge communale, déchets industriels, etc.*

2.2. Caractéristiques environnementales :

2.2.1. Géologie : *étude géologique approfondie au sein de la zone occupée actuellement par l'exploitation – en particulier si le gisement n'est pas valorisable – et/ou dans la zone demandée. Joindre les résultats des forages et/ou des prospections géophysiques, caractéristiques physiques et chimiques de la roche, résultats d'analyses physico-chimiques ou tout autre élément relatif à la qualité du gisement à exploiter... Insister sur la qualité et/ou la quantité de roche à exploiter, décrire les accidents tectoniques connus ou les cavités souterraines présentes.*

2.2.2. Pédologie : *caractérisation du type de sol, qualité et rareté, joindre un extrait de la carte pédologique, etc.*

2.2.3. Hydrologie et hydrogéologie : *bassin versant, sous-bassin, catégories de cours d'eau, plans d'eau, carte hydrogéologique, nappe aquifère (préciser le type), piézométrie, captages, zones vulnérables, zones de protection et de surveillance, zones de contrainte environnementale, etc.*

2.2.4. Topographie et paysages : *géomorphologie et périmètres d'intérêt paysager, point ou ligne de vue ADESA, vision du paysage à partir du site et du site à partir des alentours + photographies, atlas du paysage de Wallonie, etc.*

2.2.5. Air et climat – ambiance sonore et olfactive – qualité de l'air et poussières : *données disponibles sur la qualité de l'air au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches, pose de jauges Owen, données climatiques, direction des vents dominants, sur base des relevés de la station météorologique la plus proche, prélèvements et analyses d'air, écrans naturels, vallées encaissées, situations particulières, etc.*

2.2.6. Bruits et vibrations : *sources et niveaux actuels (étude acoustique) au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, données existantes ou mesurées, préciser les lieux de mesures, les dates et les heures, etc.*

2.2.7. Faune et flore : *inventaire et description des espèces et des habitats, biotopes particuliers, biotopes aquatiques et palustres, présence éventuelle d'espèces et/ou de milieux protégés, liaisons écologiques, en particulier régionales, etc.*

2.2.8. Risques naturels et contraintes géotechniques : *inondations, axe de ruissellement, phénomènes karstiques, risques miniers, éboulements, glissements de terrain, risques sismiques, etc.*

2.3. Evolution probable des caractéristiques environnementales si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 2^o)

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable en cas d'absence de révision du plan de secteur.

3. Le cas échéant, les incidences non négligeables probables spécifiques lorsqu'est prévue l'inscription d'une zone dans laquelle pourrait s'implanter des établissements présentant un risque majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement (au sens de la directive 96/82 CE) ou lorsqu'est prévue l'inscription de zones destinées à l'habitat ainsi que des zones ou des infrastructures fréquentées par le public à proximité de tels établissements (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 4^o)

4. Conclusion sur l'analyse des contraintes et potentialités des sites

La conclusion décrit dans quelle mesure chaque thématique de la situation existante constitue, ou non, un atout, une faiblesse, une opportunité ou une menace (tableau AFOM) en cas de mise en œuvre de la révision du plan de secteur. Les éléments qui n'ont pas de relation avec le projet de plan ne sont pas développés.

CHAPITRE 6. — *Identification des effets probables de la mise en œuvre du projet de plan sur l'homme et l'environnement*

Il s'agit de mettre en évidence les contraintes et les incidences non négligeables probables (effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs) des composantes du projet de plan sur l'homme et l'environnement (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 6^o)

Les effets doivent être distingués selon qu'il s'agit d'inscrire une zone de dépendances d'extraction ou une zone d'extraction, en tenant compte de toutes les destinations possibles de ces zones.

Lorsque la mise en œuvre de la (des) zone(s) de dépendances d'extraction et/ou d'extraction est phasée, les effets doivent être déterminés aux différents stades de cette mise en œuvre.

Cette analyse des effets doit être menée en distinguant les effets sur les sites du projet de plan et de la/des variante(s) de localisation (définie(s) au point 4 du chapitre III) ainsi que sur leurs zones voisines respectives.

1. Effets sur la qualité de vie (santé, sécurité, hygiène, ...)

1.1. Cadre bâti : relation du projet avec l'agglomération existante et les propriétés riveraines, compatibilité avec les schémas de développement éventuels, avec les équipements et l'infrastructure existants.

1.2. Effets sur les biens matériels et le patrimoine culturel : monuments et sites classés et fouilles archéologiques, fissures dans les bâtiments, atteintes à la stabilité des bâtiments, disparition ou dégradation de chemins communaux et voiries (servitudes publiques et chemins vicinaux), canalisations souterraines (eau, électricité, gaz, téléphone, ...), lignes électriques, etc.

1.3. Charroi : direct et indirect - nombre de camions par jour, itinéraire (origine-destination), charge utile, véhicules fournisseurs, visiteurs, personnels, véhicules liés à l'aménagement du site, transports exceptionnels, effets sur le réseau autoroutier, les infrastructures et les flux de mobilité, transport par rail, transport fluvial, charroi agricole, les modes actifs, etc.

1.4. Tirs de mines : vibrations au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, et des zones de risque technologique les plus proches, effets de site, etc.

1.5. Bruit : au droit des habitations et des zones d'habitat, de loisirs, des zones sensibles telles que home, école, crèche, les plus proches.

1.6. Air et climat : poussières - installation de jauges Owen, formation de brouillards, odeurs, etc.

1.7. Topographie et paysages : pendant et après l'activité extractive, établir des photos de synthèse.

2. Effets sur les activités humaines : activités touristiques, activités SEVESO, activités agricoles, forestières, etc. (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 7°).

3. Effets sur le sol et le sous-sol : karst, travaux miniers, glissement de terrain, érosion, ou autres contraintes géotechniques, pollution, etc.

4. Effets sur l'hydrogéologie et l'hydrologie

4.1. Modification du régime hydrogéologique : rabattement de nappe, tassement du sol, influence sur les captages et le réseau hydrographique, valorisation des eaux d'exhaure, etc.

4.2. Modification du régime hydrologique : débit et charge des cours d'eau, inondations à la suite du rejet d'eaux d'exhaure, disparition/apparition de zones humides, etc.

4.3. Mobilisation des ressources en eau potabilisable

5. Effets sur la faune, la flore, la biodiversité

Pendant et après la mise en œuvre du projet de plan, altérations et pertes d'habitats faunistiques et d'écosystèmes, effets potentiels sur les espèces et habitats d'espèces d'intérêt communautaire, périmètres Natura 2000, liaisons écologiques, en particulier régionales, etc. (législation sur la conservation de la nature et directives européennes 79/409/CEE et 92/43/CEE).

6. Interaction entre ces divers facteurs**7. Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable** (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 3°)

Il s'agit d'identifier, au regard des points 1 à 6 précédents, les zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable, de préciser les caractéristiques environnementales de ces zones et d'indiquer comment ces caractéristiques risquent d'être modifiées par le projet de plan.

CHAPITRE 7. — Examen des mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les incidences négatives et pour renforcer ou augmenter les incidences positives de la mise en œuvre du projet de plan ou des variantes de localisation

1. Présentation des variantes de délimitation et de mise en œuvre (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 10°)

Les variantes de délimitation sont des variations du contour des zones.

Il s'agit de vérifier l'adéquation des contours de sorte que les limites correspondent à des limites géographiques « de fait », soit des limites visibles sur le terrain : bord de route, lisières, cours d'eau, haie vive, alignement d'arbres, talus importants, etc. : des limites visibles sur la carte IGN (idem – le fait qu'elles soient reportées sur la carte atteste de leur importance pour les haies, cours d'eau, etc.) ; des alignements droits entre 2 points visibles sur la carte IGN ; une courbe de niveau de la carte IGN ou une parallèle à X mètres d'une limite visible ; des limites cadastrales.

Les variantes de mise en œuvre correspondent par exemple à :

- une précision des affectations des zones ;
- un phasage de l'occupation ;
- des équipements techniques ou des aménagements particuliers.

A l'échelle du périmètre d'influence, les fondements pour l'identification des variantes de délimitation et des variantes de mise en œuvre sont de :

- répondre aux objectifs du projet ;
- répondre au prescrit du CoDT (article D.I.1) et des autres documents régionaux réglementaires ou d'orientation ;
- utiliser au mieux les potentialités et contraintes du territoire : minimiser les incidences négatives et favoriser les incidences positives sur le plan social, économique et environnemental.

Compte tenu des caractéristiques des lieux, il convient de vérifier si l'obligation d'inclure en bordure intérieure de l'ensemble formé par les zones de dépendances d'extraction et d'extraction un périmètre ou dispositif d'isolement suffisant pourra être remplie.

2. Mesures à mettre en œuvre (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 8°)

Pour chacune des variantes, sont identifiées les mesures à mettre en œuvre pour éviter, réduire ou compenser les incidences négatives sur l'environnement et renforcer ou augmenter les incidences positives.

Si de telles mesures sont présentes dans le projet de plan, il s'agit de vérifier leur adéquation avec les objectifs de la révision et avec les particularités du milieu. Au besoin, de nouvelles prescriptions peuvent être ajoutées.

2.1. Ajustement du zonage réglementaire (y compris les périmètres de protection prévus à l'article D.II.21, du CoDT).

2.2. Etablissement de prescriptions supplémentaires

Les prescriptions supplémentaires éventuelles sont les suivantes (article D.II.21, § 3, du CoDT) :

- 1° la précision ou la spécialisation de l'affectation des zones ;
- 2° le phasage de leur occupation ;
- 3° la réversibilité des affectations ;

4° l'obligation d'élaborer un schéma d'orientation local préalablement à leur mise en œuvre.

Les prescriptions supplémentaires ne peuvent déroger aux définitions des zones.

2.3. Détermination d'équipements techniques et d'aménagements particuliers

2.4. Efficacité estimée de ces mesures et impacts résiduels non réductibles

3. Vérification de la prise en compte des objectifs pertinents de la protection de l'environnement humain et naturel dans le cadre de la révision du plan de secteur (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 5°)

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte couvrent au moins les thèmes suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs.

Il s'agit des objectifs de protection de l'environnement « pertinents » pour le plan en question. La pertinence d'un objectif s'apprécie en fonction des incidences non négligeables probables du plan sur l'environnement tel que défini ci-dessus.

Les objectifs de protection de l'environnement à prendre en compte sont ceux qui ont été établis au niveau international, communautaire ou des Etats membres de l'Union européenne.

En ce qui concerne le niveau communautaire, ces objectifs pourront être dégagés notamment du sixième programme d'action communautaire pour l'environnement, mais également des différentes directives européennes telle que la directive-cadre eau.

Toutefois, dans l'hypothèse où les objectifs établis sur le plan international ou européen ont été incorporés dans des objectifs fixés au niveau national, régional ou local, la prise en compte de ces derniers suffit.

4. Evolution probable de la situation environnementale si le plan n'est pas mis en œuvre (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 2°)

Il s'agit de préciser l'évolution probable des caractéristiques environnementales des zones susceptibles d'être touchées de manière non négligeable (voir chapitre VI, point 7) si le projet de plan n'est pas mis en œuvre.

CHAPITRE 8. — Examen des compensations

Seuls doivent être analysés les éléments des chapitres précédents jugés pertinents.

Les incidences négatives et positives doivent être identifiées.

L'auteur d'étude peut préconiser des mesures d'atténuation ou une variante de délimitation.

CHAPITRE 9. — Justifications, recommandations et suivi de la mise en œuvre du projet de plan

1. Justification et comparaison du projet de plan et des différentes variantes de délimitation et de mise en œuvre (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 10°)

La justification s'effectue sur base de l'article D.I.1, du CoDT et de l'analyse des précédents chapitres.

Sous forme de tableau, la comparaison se base au minimum sur les éléments ci-dessus : incidences (tant positives que négatives) sur l'environnement, mesures envisagées pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser toute incidence négative non négligeable du projet de plan sur l'environnement, impacts résiduels.

Rappeler quelles sont les principales potentialités et contraintes du projet de plan.

Conclusions sur la demande et le cas échéant, énoncer des recommandations.

2. Mesures envisagées pour assurer le suivi de la mise en œuvre du plan de secteur (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 12°)

Il s'agit de lister les incidences non négligeables, de proposer des indicateurs de suivi de ces incidences, leur mode de calcul ou de constat, les données utilisées et leur source, ainsi que leurs valeurs-seuils.

L'auteur peut donner des conseils sur des points à étayer dans le dossier de demande de permis et dans l'étude d'incidences du projet.

CHAPITRE 10. — Description de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées

1. Présentation de la méthode d'évaluation et des difficultés rencontrées (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 11°)

Il s'agit de décrire les éléments spécifiques de la méthode d'évaluation et de préciser les difficultés rencontrées, notamment dans la collecte des informations et les méthodes d'évaluation des besoins.

2. Limites du rapport (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 11°)

L'auteur du rapport précise les points qui n'ont pas pu être approfondis et qui pourraient éventuellement l'être dans de futures évaluations environnementales.

Bibliographie

Lexique

Annexes

(en ce y compris copie des études réalisées et/ou utilisées dans l'élaboration du rapport sur les incidences environnementales du projet de plan)

Résumé non technique (art. D.VIII.33, § 3, al. 1^{er}, 13°)

Table des matières, suivie de la liste des cartes, figures et photos (avec le numéro de page où elles se trouvent).

Le résumé non technique est un document indépendant qui comporte un maximum de 30 pages de texte. Il est illustré de cartes, de figures et de photos en couleur.

Ce document doit résumer le rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et le traduire dans un langage non technique de façon à le rendre compréhensible pour un public non averti. Il doit favoriser la participation des citoyens à l'enquête publique.

Les incidences positives, négatives et les mesures d'atténuation (recommandations) proposées seront présentées sous forme de tableau synthétique.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 8 décembre 2021 décidant :

- de réviser le plan de secteur de Liège (planche 34/6) ;
- d'adopter le projet de plan visant à inscrire une zone d'extraction devenant une zone agricole au terme de l'exploitation et un périmètre de liaison écologique sur le territoire de la commune de Bassenge (Eben-Emael) au lieu-dit « carrière du Romont », en vue de permettre la poursuite de l'activité d'extraction ;
- de faire réaliser un rapport sur les incidences environnementales du projet de plan et d'en fixer le projet de contenu

Namur, le 8 décembre 2021.

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/30799]

8 DECEMBER 2021. — Ministerieel besluit tot herziening van het gewestplan Luik (blad 34/6), tot aanneming van het ontwerp-plan met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied dat na afloop van de ontginning een landbouwgebied wordt, en van een omtrek van ecologische doorgangsgebieden op het grondgebied van de gemeente Bitsingen (Eben-Emael) in het gehucht "Carrière du Romont" teneinde de voortzetting van de ontginningsactiviteit mogelijk te maken, tot opstelling van een milieueffectrapport van het ontwerp-plan te laten en tot vaststelling van de ontwerp-inhoud ervan

De Minister,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 oktober 2020;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 tot regeling van de werking van de Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 oktober 2021;

Gelet op de gewestelijke beleidsverklaring 2019-2024, goedgekeurd door het Waals Parlement op diens zitting van 13 september 2019;

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, artikel D.II.54;

Gelet op het ruimtelijk ontwikkelingsplan aangenomen door de Waalse Regering op 27 mei 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 november 1987 (*Belgisch Staatsblad* van 19 april 1989) tot aanneming van het gewestplan Luik en de latere herzieningen ervan ;

Uiteenzetting van de aanvraag

Overwegende dat de N.V. "Cimenteries CBR" een aanvraag tot herziening van het gewestplan Luik bij de Waalse Regering heeft ingediend met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied dat na afloop van de ontginning een landbouwgebied wordt, op het grondgebied van de gemeente Bitsingen (Eben-Emael) als uitbreiding van een gebied van aanhorigheden van een ontginning in het gehucht "Carrière du Romont" ; dat het noodzakelijk is voor de toekenning van de globale vergunning waarvan aanvraag gezamenlijk wordt ingediend, om de voortzetting van de bestaande ontginningsactiviteit mogelijk te maken;

Overwegende dat de aanvraag op 3 november 2020 is ingediend bij de Minister van Ruimtelijke Ordening, overeenkomstig artikel D.II.54 (Gezamenlijke procedure plan-vergunningen) en dat zij vergezeld gaat van:

1. een basisdossier met:
 - de verantwoordings van de overwogen herziening van het gewestplan ten opzichte van artikel D.I.1 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;
 - de betrokken omtrek;
 - de bestaande feitelijke en wettelijke situatie;
 - een verslag ter verantwoording van de onderzochte en niet in aanmerking genomen alternatieve projecten, rekening houdend met name met de behoeften waarop de overwogen herziening van het plan moet inspelen, de beschikbaarheden inzake grond in de bebouwingsgebieden en de bereikbaarheid van de gekozen locaties;
 - één voorontwerpvoorstel op schaal 1/10 000e;
2. elementen betreffende de procedure inzake de informatie van het publiek;
3. het advies van de Gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit;
4. de beraadslaging van de gemeenteraad van Bitsingen;

Ligging en doel van de aanvraag tot de herziening van het gewestplan

Overwegende dat de steengroeve van Romont gelegen is in het noorden van de provincie Luik, op het grondgebied van de gemeente Bassenge (Eben-Emael), meer bepaald op een plateau ten westen van de vallei van de Jeker;

Overwegende dat de omtrek van de gevraagde herziening van het gewestplan, die zich uitstrekt over een plateau ten noorden van het gebied van aanhorigheden van ontginningen dat thans door de N.V. "Cimenteries CBR" wordt geëxploiteerd, bestaat uit grond die hoofdzakelijk voor landbouwdoeleinden wordt gebruikt en begrensd wordt :

- in het noorden en het westen, door landbouwgronden gelegen in het Vlaams Gewest;
- in het zuiden, door de noordelijke grens van het in het huidige gewestplan aangegeven gebied van aanhorigheden van ontginningen;
- in het oosten, door bossen, landbouwgronden en de dorpen Eben en Emael;
- Overwegende dat deze omtrek ten noordwesten van de "Montagne Saint-Pierre" ligt, op de linkeroever van het Albertkanaal en de Maas;
- Overwegende dat de dorpen en gehuchten die het dichtst bij de gevraagde omtrek liggen, de volgende zijn :
 - in het zuidoosten, het dorp Emael (Waals Gewest), waarvan het centrum op ongeveer 0,4 kilometer afstand ligt;
 - in het zuidwesten, het dorp Zussen (Vlaams Gewest), waarvan het centrum op ongeveer 1 kilometer afstand ligt;

- in het noordoosten, het dorp Kanne (Vlaams Gewest), waarvan het centrum op ongeveer 1,1 kilometer afstand ligt;

- in het zuidoosten, het dorp Eben (Waals Gewest), waarvan het centrum op ongeveer 1,3 kilometer afstand ligt;

Overwegende dat het Vlaamse Gewest grenst aan de noordelijke en westelijke grenzen van de omtrek van de aangevraagde herziening van het gewestplan en dat de grens met Nederland iets meer dan een kilometer ten noorden en ten oosten van diezelfde omtrek is gelegen;

Overwegende dat het zuidwestelijke en zuidelijke deel van het in het vigerende gewestplan opgenomen gebied van aanhorigheden van ontginningen respectievelijk wordt doorsneden en begrensd door de regionale weg RN671; dat de oostelijke begrenzing van het in het vigerende gewestplan opgenomen gebied van aanhorigheden van ontginningen op een afstand van ongeveer 200 tot 350 meter wordt begrensd door de regionale weg RN619, die de Vallei van de Jeker langs een ongeveer noord-zuidas volgt;

Overwegende dat de N.V. "Cimenteries CBR", een dochteronderneming van de groep HeidelbergCement, cement voor de bouwsector, openbare werken en infrastructuur produceert en op de markt brengt; dat zij in België vier productielocaties heeft, waarvan één in Lixhe (de andere bevinden zich in Gent (2) en Antoing);

Aangezien de productielocatie van Lixhe een geïntegreerde eenheid is die bestaat uit twee steengroeven (de steengroeven van Loën en Romont), de klinkerfabriek en de cementfabriek;

Overwegende dat de N.V. "Cimenteries CBR" in de steengroeve van Romont en tufsteen exploiteert om de fabriek van Lixhe (productieproces met behulp van een droge oven) te voorzien van kalksteengrondstoffen, tot 2,1 miljoen ton per jaar, terwijl slechts 150.000 ton krijgt per jaar uit de steengroeve van Loën afkomstig is;

Overwegende dat de aanvraag ertoe strekt de uitbreiding van de steengroeve van Romont en de voortzetting van de bestaande activiteit gedurende nog eens 17 jaar mogelijk te maken bij een ongewijzigd exploitatietempo van 1,2 miljoen kubieke meter carbonaatgesteente per jaar, hetgeen overeenkomt met 2,1 miljoen ton per jaar;

Overwegende dat de aanvraag betrekking heeft op de opnemings van een ontginningsgebied na afloop van de ontginning een landbouwgebied wordt (107,55 ha) in de plaats van een landbouwgebied (107,18 ha) en een natuurgebied (0,37 ha);

Voorafgaandelijke informatievergadering

Overwegende dat de voorafgaandelijke informatievergadering op 10 september 2020 in de zaal "La Passerelle", chemin du Tram n°2 te 4690 Bitsingen werd georganiseerd, na aangekondigd te zijn volgens de opgelegde vormen en informatiekanaalen, overeenkomstig de bepalingen van artikel D.VIII.5 van het Wetboek;

Overwegende dat er tijdens de voorafgaande informatievergadering vragen, opmerkingen of mondelinge opmerkingen zijn ingediend, die betrekking hebben op de volgende punten:

- de agronomische waarde van de grond die na de ontginning opnieuw in landbouw wordt gebruikt;
- de herverdeling van de heringerichte landbouwgronden na de ontginning;
- de uitvoer van slib uit de deklaag naar steenfabrieken in Vlaanderen;
- de afschaffing van twee gemeentelijke wegen (de "ruelle aux Loups"/"chemin d'Emael" en de "rue Joseph Mélotte"), die binnen de omtrek van de aanvraag liggen en toegang geven tot de landbouwpercelen;
- de eventuele exploitatie van de locatie die bekend staat als "Trou Loulou" en het belang daarvan vanuit milieu- en erfgoedopspunt;
- de toekomst van de "Trou Loulou" wat betreft toegang, bescherming en eigendom;
- de diepte van de steengroeve;
- de visie op lange termijn van de HeidelbergCement-groep met betrekking tot de Lixhe-fabriek;
- de rol die de fabriek in Lixhe zal spelen na de sluiting van de fabriek in Maastricht, die eveneens gespecialiseerd is in de cementproductie;
- het Belgische karakter van de N.V. "Cimenteries CBR";
- de voorgestelde alternatieven voor het project;
- de procedure voor onteigening in het algemeen belang van de gronden betrokken bij de aanvraag tot herziening van het gewestplan;
- de voorwaarden verbonden aan het protocol van akkoord van 13 april 1977 tussen de Belgische Staat en de N.V. "Cimenteries CBR";

- de mogelijkheid om de specifieke procedures van het Vlaamse Gewest in te leiden om de nodige vergunningen te verkrijgen voor de voortzetting van de ontginning van de steengroeve buiten de gewestgrens wanneer de in het Waalse Gewest gelegen afzettingsvoorraden zijn geëxploiteerd;

- de gevolgen van de activiteit van de steengroeve voor de omwonenden, met name in termen van geluidsoverlast, stofemissies en vrachtoverlast;

- de gevolgen van het project voor de wijngaarden van de maatschappij "Vin de Liège";

- de mogelijkheid voor de omwonenden van het Vlaamse Gewest om hun eventuele opmerkingen, suggesties en voorstellen in het Nederlands te schrijven;

Overwegende dat het college van Bitsingen de notulen van de vergadering heeft opgesteld;

Overwegende dat binnen vijftien dagen na de vergadering 244 brieven (met in totaal 1467 reacties), waaronder persoonlijke brieven, verzoekschriften, diverse standaardbrieven, enz., aan het gemeentecollege zijn toegezonden, waarin opmerkingen en suggesties met betrekking tot het ontwerp van herziening van het gewestplan worden gedaan, bijzondere punten worden belicht en alternatieven worden voorgesteld die de aanvrager redelijkerwijs in overweging zou kunnen nemen, zodat daarmee rekening kan worden gehouden bij de opstelling van het milieueffectrapport;

Overwegende dat in de meeste brieven wordt verzocht om een afwijzend antwoord op de aanvraag tot herziening van het huidige gewestplan; dat bovendien wordt gehoopt dat op zijn minst bepaalde aspecten van de aanvraag vooraf beter worden geanalyseerd;

Overwegende dat de opmerkingen en suggesties van het publiek voornamelijk betrekking hebben op de volgende punten:

- opmerkingen over overlast in verband met :
 - het verlies van landbouwgrond voor plaatselijke landbouwers en veetelers;
 - de aanwezigheid, binnen de omtrek van de aangevraagde herziening van het gewestplan, van een perceel van 3 hectare waarop wijnstokken van de coöperatie "Vin de Liège" worden geteeld;
 - de landbouwkwiteit van de na ontginning heringerichte gronden;
 - de procedure voor de teruggave van de heringerichte landbouwgronden, die niet voldoende rekening houdt met de plaatselijke landbouwers;

- de uitvoer en verkoop door "CBR" van slib en klei uit de deklaag aan baksteenfabrieken in Vlaanderen, waardoor de invoer van exogene grond voor de herinrichting van landbouwpercelen noodzakelijk werd;
- niet-naleving door "CBR" van de clausules van fase 2 van het memorandum van overeenstemming van 1977;
- de nabijheid van de steengroeve ten opzichte van naburige woningen;
- de door de uitgraving veroorzaakte trillingen, die negatieve gevolgen hebben voor de onstabiele ondergrond van het gebied rond Zussen;
- de financiële devaluatie van het onroerend goed in de omgeving van de steengroeve;
- het gebrek aan veiligheid aan de rand van de steengroeve;
- afvalstortingen in de omgeving van de site;
- het stof en de stank die door de ontginningsactiviteit en de cementfabriek van Lixhe worden uitgestoten;
- door de ontginningsactiviteit veroorzaakt lawaai (vrachtwagens, machines, graafmachines, enz.); ;
- het risico van verontreiniging van het grondwater en het oppervlaktewater;
- de aantasting van het landschap door de huidige steengroeve en de toekomstige uitbreiding ervan;
- het verlies van natuurgebieden (bosjes, kalksteenweiden, enz.) en biodiversiteit ten gevolge van de uitbreiding van de steengroeve;
- het verdwijnen van ecologische corridors die voor de biodiversiteit gunstige gebieden met elkaar verbinden;
- het risico dat de ontginningsactiviteit inhoudt voor de "Trou Loulou" en de vleermuizen die daar leven;
- de zwakte of afwezigheid van bufferzones aan de rand van de bestaande steengroeve;
- het verlies van het landelijke karakter van het gebied en de rust van de omliggende dorpen;
- het risico van een daling van het toerisme in de Maasvallei, met name in Zuid-Limburg in Nederland;
- de vermindering van de aantrekkelijkheid van de regio voor wandelaars en fietsers;
- de verwachte toename van het landbouwverkeer in de dorpen rond de steengroeve als gevolg van de verwijdering van landbouwwegen binnen de omtrek van de aangevraagde herziening van het gewestplan;
- de onmogelijkheid om infrastructuur voor de productie van hernieuwbare energie, zoals windturbines, te installeren ten gevolge van het project tot herziening van het gewestplan;
 - verzoeken om informatie betreffende:
 - de aanwezigheid van bepaalde soorten op het projectterrein en in de omgeving (das, enz.) ; ;
 - de gevolgen van de ontginningsactiviteit voor Natura 2000-gebieden en natuurreservaten in de nabijheid van de steengroeve (met inbegrip van die in het Vlaamse Gewest en Nederland) en voor diverse beschermde habitats en soorten;
 - de mogelijke interferentie tussen bestaande soortenbeschermingsprogramma's in Vlaanderen en de ontginningsactiviteit zoals gepland in het uitbreidingsproject;
 - het belang om de "Trou Loulou" op te nemen in de omtrek van de herziening van het gewestplan, ook al zal deze niet worden geëxploiteerd;
 - de gevolgen van de ontginningsactiviteit in verband met het project tot herziening van het gewestplan voor de ondergrondse holten van de "Trou Loulou" en in het bijzonder voor de daarin aanwezige vleermuispopulaties;
 - de instandhouding van de historische, culturele, natuurlijke en landschappelijke waarde van de "Trou Loulou" en de aangrenzende natuurreservaten (voornamelijk het reservaat van Brouhère d'Emael);
 - de toekomst van de "Trou Loulou" wat betreft toegang, bescherming en beheer;
 - de maatregelen die zijn gepland om de gevolgen voor het natuurlijke milieu te compenseren en te verzachten;
 - de aanleg en het beheer van huidige en toekomstige niet-agrarische gronden (bufferzones, enz.); ;
 - de referentiesituatie waarmee rekening zal worden gehouden in het milieueffectrapport;
 - de gevolgen van toekomstige uitgravingen voor het grondwaterpeil en de plaatselijke hydrologie (niveau, debiet en kwaliteit van het grondwater, vochtigheid van natuurlijke en agrarische milieus);
 - emissies (stikstof, fijne deeltjes, CO₂, uitlaatgassen, enz.) in verband met de ontginningsactiviteit en de effecten daarvan op het milieu (natuurgebieden, klimaat, menselijke gezondheid, enz.);
- ;
 - de maatregelen die zullen worden genomen om verontreiniging door deeltjes (stof), zowel binnen als buiten de steengroeve, te voorkomen;
 - de maatregelen die zullen worden genomen om het door de steengroeve veroorzaakte lawaai te bestrijden;
 - de gevolgen van het project voor nabijgelegen beschermde landschapsgebieden, waaronder de Gallo-Romeinse grafheuvel tussen Kanne en Emael;
 - de gevolgen van de herinrichting voor het landschap;
 - het effect van door de ontginningsactiviteit veroorzaakte trillingen op de stabiliteit van nabijgelegen gebouwen;
 - de gevolgen van het project voor de mobiliteit, met name door het verdwijnen van landbouwwegen, alsmede de gevolgen van het verkeer dat wordt gegenereerd door de activiteiten van de steengroeve en de cementfabriek in Lixhe voor de wegen in de omgeving van de locatie;
 - de inachtneming van de Vlaamse, Nederlandse en Europese regelgeving bij de analyse van de milieueffecten van het project
 - de grensoverschrijdende effecten van het project;
 - de voorgenomen maatregelen ter compensatie van de financiële waardevermindering van de onroerende goederen die zich in de nabijheid van de steengroeve bevinden en van de schade die aan woningen wordt toegebracht (scheuren, enz.); ;
 - de procedure voor onteigening ten algemenen nutte en de relevantie daarvan voor het project; de rol van de "SPI" in deze procedure;
 - de voorziene compensatie voor het verlies van landbouwgronden door de landbouwers;
 - de geringe hoeveelheid landbouwgronden die tot dusver zijn heringericht;
 - de garanties voor de uitvoering van de herinrichtingmaatregelen en het beheer van de aan de biodiversiteit gewijde gebieden na afloop van de ontginning;
 - de naleving door "CBR" van het memorandum van overeenstemming van 1977 en van de clausules in de in 2004 en 2008 verleende vergunningen;
 - de methoden voor het toezicht op de naleving door "CBR" van de voorwaarden voor de exploitatie van steengroeven en de mogelijke sancties in geval van niet-naleving;

- de wenselijkheid van de uitbreiding van de steengroeve van Romont op een ogenblik dat de ENCI-steengroeve in Nederland gesloten is om het milieu te beschermen;
- de toekomst van de steengroeve van Romont na de ontginning (risico van begraving van afval, enz.); ;
- de langetermijnvisie van "CBR" met betrekking tot de ontginningsactiviteit in de steengroeve van Romont (mogelijkheid om de ontginningsactiviteit in het Vlaams Gewest na 2043 voort te zetten);
- de gevolgen van de sluiting van ENCI Maastricht en de strategie van de HeidelbergCement-groep voor de ontwikkeling van CBR Lixhe en de evolutie van de steengroeve van Romont;
- de economische rentabiliteit van de steengroeveactiviteiten van Romont;
- de werkgelegenheidsprognoses voor het complex "steengroeve Romont-Lixhe-installatie";
- de relatie tussen "CBR" en de gemeente Bitsingen (door het CBR betaalde belastingen, enz.);
- ;
- de onafhankelijkheid van het adviesbureau dat de milieueffectbeoordeling zal uitvoeren;
- suggesties:
- het comité van bewoners van Eben-Emael het adviesbureau te laten kiezen dat de milieueffectbeoordeling zal uitvoeren;
- de milieueffecten van het project (met inbegrip van de gevolgen voor de volksgezondheid) beoordelen in termen van geluidshinder, verontreiniging door de uitstoot van deeltjes en stof, trillingen, veranderingen in de plaatselijke hydrologie (opdroging van de bodem en van de ondergrondse tunnels van Trou Loulou en Avergat,)
- ;
- via de vergunningverlenende instantie een onafhankelijk bewakingsprogramma uit te voeren om te beoordelen of toekomstige steengroeve-exploitatie aan de emissievoorschriften (NOX, enz.) voldoet; ;
- de cumulatieve effecten analyseren van de ontginningsactiviteit in de steengroeve van Romont, de cementproductie in de fabriek van Lixhe en de bouw van de biomassacentrale van Lixhe-Wezet;
- gezien het feit dat de aangevraagde ontginningsactiviteit langs Nederlands grondgebied is gepland, de milieueffecten van het project op Nederlands grondgebied analyseren en het publiek en de Nederlandse autoriteiten bij de milieueffectbeoordelingsprocedure betrekken;
- aan de voor de uitvoering van het project vereiste vergunningen voorwaarden te verbinden om grensoverschrijdende milieueffecten te voorkomen of te verminderen, met name in geval van wind en droogte;
- de significante effecten analyseren die de uitbreiding van de steengroeve zal hebben op nabijgelegen Natura 2000-gebieden, waaronder die in Nederland;
- de mogelijke effecten op vleermuizen analyseren en alle nodige maatregelen plannen om deze effecten te beperken;
- een beschermingsomtrek instellen om de "Trou Loulou" en het natuurreserveaat van Brouhère d'Emael beschermen en de ecologische verbindingen tussen deze twee gebieden in stand houden; de hoogstammige boomgaard zou de grens van deze beschermingszone vormen;
- deze beschermingsomtrek bestemmen als natuurgebied en niet als ontginningsgebied;
- de cumulatieve effecten van de huidige en toekomstige ontginningsactiviteit op de ondergrondse holten van "Trou Loulou" en "Avergat" en de daarin aanwezige vleermuispopulaties analyseren;
- de omtrek van de aanvraag tot herziening van het gewestplan aanpassen door de Trou Loulou-site en het gebied onmiddellijk ten noorden daarvan uitsluiten;
- slechts aan één kant (in het westen) van de Trou Loulou-site graven om het behoud van het ondergrondse tunnelsysteem te garanderen en zo de bufferzone naar de dorpen Eben en Emael te vergroten;
- de minimumafstand onderzoeken die moet worden aangehouden tussen de steengroeve en de ondergrondse holten van de Trou Loulou om negatieve effecten op de stabiliteit van de Trou Loulou en de daar levende vleermuispopulaties te voorkomen;
- een regelmatige controle uitvoeren van de stabiliteit van de Trou Loulou tijdens de ontginning;
- regelmatige inventarisatie van de vleermuispopulaties op de Trou Loulou-site gedurende de winningsperiode;
- aangeven hoe de Trou Loulou-site zal worden beschermd;
- de historische geografie onderzoeken van de ondergrondse mergelgroeve van de "Trou Loulou" en de bovengrondse gebieden om de vroegere landschapkenmerken van het gebied te documenteren; hetzelfde doen voor tunnels en holten die verband houden met voormalige mergelgroeven die bij de ontginning zouden worden aangetroffen;
- samenwerken met plaatselijke natuurbeschermings- en erfgoedorganisaties om de "Trou Loulou" te behouden;
- de "Trou Loulou" teruggeven aan de gemeente Bitsingen na de afgraving om een goed beheer en een goede ontwikkeling te waarborgen;
- het effect analyseren van de toekomstige ontginningsactiviteit op de ondergrondse mergelgroeve van Avergat, die op 130 m van het toekomstige afgravingsgebied ligt;
- de bufferzone tijdig inrichten zodat zij op het ogenblik van de uitgraving volgroeid is en haar functie als geluids- en stofilter kan vervullen; bijgevolg de percelen die door de toekomstige bufferzone worden getroffen, in een vroeg stadium ontegenen;
- de semi-natuurlijke elementen met een hoge landschappelijke en ecologische waarde (hagen, oude eiken, enz.) behouden, die aanwezig zijn binnen de omtrek van de aangevraagde herziening van het gewestplan;
- de biodiversiteit bij de herontwikkeling versterken door de aanplant van open hagen, bosjes, gegroepeerde of geïsoleerde bomen, enz. tussen de heringerichte gewassen;
- ervoor zorgen dat het reliëf van de site tijdens de herinrichting wordt geanimeerd om het uitzicht op het nieuwe landschap te verrijken;
- een alternatieve herinrichting van het oostelijke deel van de in fase 3 geplande afgraving bestuderen, met hellingen die de veiligheid (bescherming tegen erosie van de muur) en de natuurwaarde (kalkgrasvelden) garanderen;
- alternatieve manieren bestuderen om de gronden na de ontginning opnieuw in te richten, waarbij landbouw, recreatie en natuurlijk gebruik worden gecombineerd (ontwikkeling van biodiversiteit, watermassa's, grenzonen, enz.); ;
- een aanzienlijk deel van de na de ontginning opnieuw in te richten grond bestemmen voor het behoud en herstel van karakteristieke culturele en natuurlijke landschapselementen (weiden, boomgaarden, extensieve begrazing, enz.); ;
- in overleg met de bevolking de levensvatbaarheid van de plaatselijke landbouwactiviteit en de toegankelijkheid van landbouwgronden bestuderen;

- een onafhankelijke analyse laten maken van de reeds heringerichte landbouwgrond en deze vergelijken met de voor fase 3 geplande grond;
- onderzoeken van alternatieve routes voor het landbouwverkeer en fietsers, gezien de verwijdering van landbouwpaden binnen de aangevraagde omtrek;
- de ruilverkavelingsweg ten oosten van "Trou Loulou" behouden en laten samenvallen met de grens van het toekomstige bedrijf;
- nieuwe verbindingen tot stand brengen tussen de toekomstige landbouwvlakte en de omliggende dorpen;
- een alternatief bestuderen voor de omtrek van de herziening van het aangevraagde gewestplan, waardoor het perceel waarop de wijnstokken van de coöperatie "Vin de Liège" worden geteeld, in zijn huidige staat kan worden gehandhaafd;
- het gebied van de aangevraagde omtrek verkleinen, gezien de nabijheid van de dichtstbijzijnde woningen bij de steengroeve;
- de gevolgen van het project voor het plaatselijke toerisme analyseren en tot een minimum beperken;
- alternatieve liggingen bestuderen voor de omtrek van de herziening van het vigerende gewestplan;
- Overwegende dat het gemeentecollege van de gemeente Riemst (Vlaams Gewest), buurgemeente van de site, zijn opmerkingen, vaststellingen en suggesties heeft overgemaakt aan het gemeentecollege van Bitsingen; dat deze hoofdzakelijk betrekking hebben op de volgende punten:
 - de visie van CBR en mogelijke uitbreidingsprojecten op het Vlaamse grondgebied;
 - de uitsluiting van de "Trou Loulou" en het gebied ten noorden daarvan uit de omtrek van de herziening van het gewestplan;
 - de uitvoering van een aanvullende studie om de bescherming van de "Trou Loulou", de vleermuizen die er overwinteren en het historisch erfgoed dat ermee verbonden is, te garanderen;
 - de noodzaak om slechts aan één zijde (westzijde) van de "Trou Loulou" af te graven;
 - de aanleg van bufferzones, die tijdig moeten worden voltooid, opdat zij doeltreffend zouden zijn;
 - de overlast in verband met lawaai, fijne deeltjes, trillingen en uitdroging van de bodem;
 - het verwijderen van verschillende landbouwwegen;
 - de gevolgen van de sluiting van ENCI Maastricht en de strategie van de HeidelbergCement-groep voor de ontwikkeling van CBR Lixhe en de evolutie van de steengroeve van Romont;
 - de alternatieven voor de herinrichting van de site;
 - Overwegende dat de gemeentecolleges van Maastricht en Eijsden-Margraten (Nederland) hun bemerkingen, opmerkingen en suggesties respectievelijk op 21 september 2020 en 23 september 2020 aan het gemeentecollege van Bitsingen hebben doen toekomen; dat deze hoofdzakelijk betrekking hebben op de volgende punten:
 - de noodzaak van een analyse van de cumulatieve effecten (in termen van NOX-opslagen, emissies van fijne deeltjes, luchtkwaliteit, bodemuitdroging, grondwaterpeil, enz.) veroorzaakt door de uitbreiding van de ontginningsactiviteit in de steengroeve van Romont, de daarmee samenhangende cementproductie in de fabriek van Lixhe en de bouw van de biomassacentrale van Lixhe-Wezet;
 - de gevolgen van emissies van stikstof en fijne deeltjes voor Natura 2000-gebieden en de menselijke gezondheid
 - de gevolgen van het project op het gebied van rook en stank, met name in geval van ongunstige weersomstandigheden;
 - de noodzaak om voorwaarden te verbinden aan de vergunningen die vereist zijn voor de uitvoering van het project, teneinde grensoverschrijdende gevolgen voor het milieu te voorkomen of te beperken, en de uitvoering van passende maatregelen in geval van wind en droogte;;
 - de uitvoering van een bewakingsprogramma om te beoordelen of toekomstige steengroeve-exploitatie aan de emissievoorschriften voldoet;

Advies van de Gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit van Bitsingen

Overwegende dat de gemeentelijke commissie op 16 oktober 2020 een voorwaardelijk gunstig advies heeft uitgebracht; dat dit advies op 23 oktober 2020 aan de aanvrager is toegezonden, hetgeen binnen de in artikel D.II.48, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling gestelde termijn is ;

Overwegende dat de voorwaarden die de gemeentelijke commissie in haar advies heeft gesteld voornamelijk betrekking hebben op :

- de nodige garanties voor het behoud van de "Trou Loulou" en de grondige analyse van de gevolgen van het project tot herziening van het gewestplan voor dit gebied (stabiliteit, stof, biodiversiteit, enz.); ;
- het opzetten van een samenwerking tussen het studiebureau en biologen die gespecialiseerd zijn in de fauna die in de "Trou Loulou" leeft;
- het rekening houden bij de milieueffectbeoordeling met de biodiversiteit van het niet geëxploiteerde gebied (landbouwvlakten) en het geëxploiteerde gebied (steengroeve); in de analyse moet ook het effect van het einde van de ontginningsactiviteit op de in de steengroeve levende soorten worden geëvalueerd;
- het behoud van een perceel wijnstokken van de coöperatie "Vin de Liège" dat binnen de onteigeningsperimeter ligt;
- het behoud en de teruggave van akkerland;
- de totstandbrenging van een beter partnerschap met de plaatselijke landbouwers;
- de verbetering van de kwaliteit van de heringerichte bodems;
- De wijziging van het systeem voor herverdeling van land ten gunste van plaatselijke landbouwers;
- het fixeren van stof door water te geven;
- het rekening houden bij de milieueffectbeoordeling met alle geluidsbronnen en het bestaande verkeer;
- het verbod op het gebruik van dynamiet;
- de analyse van de gevolgen van het project tot herziening van het gewestplan voor de werkgelegenheid en de opstelling van een werkgelegenheidsstrategie voor 2043;

Beraadslaging van de gemeenteraad

Overwegende dat de gemeenteraad van Bitsingen op 22 oktober 2020 een voorwaardelijk gunstig advies over het verzoek heeft uitgebracht; dat zijn beraadslaging op 23 oktober 2020, d.w.z. binnen de in artikel D.II.48, lid 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling gestelde termijn, aan de verzoeker is toegezonden;

Overwegende dat de gemeenteraad de door de plaatselijke commissie uitgevaardigde voorwaarden onderschrijft; dat de door de gemeenteraad uitgevaardigde aanvullende voorwaarden betrekking hebben op :

- de uitvoering van een onderzoek van de onteigende landbouwgronden door de landbouwer en de eigenaar ;

- de bestudering van de mogelijkheid om de heringerichte gronden opnieuw toe te wijzen aan de onteigende landbouwers;
- de opstelling van een verslag over de kwaliteit van de herinrichting van het terrein, dat moet worden voorgelegd aan het begeleidingscomité;

Adviezen van de beleidsgroepen, de afgevaardigde ambtenaar en de personen of instanties die de Waalse Regering nuttig heeft geacht te raadplegen

Overwegende dat het volledige dossier op 7 december 2020 voor advies werd voorgelegd aan de Beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening", de Beleidsgroep "Leefmilieu", de afgevaardigde ambtenaar, de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur, de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu en het "Agence wallonne du Patrimoine" (Waals Agentschap voor het patrimonium), alsook op 17 mei 2021 aan de "Commission Wallonne d'Etude et de Protection des Sites Souterrains";

Overwegende dat de adviezen respectievelijk uiterlijk op 5 februari 2021 en 16 juli 2021 moesten worden uitgebracht; dat zij, bij gebreke daarvan, geacht worden gunstig te zijn;

Overwegende dat de Beleidsgroep "Leefmilieu" op 25 januari 2021 advies heeft uitgebracht; dat bedoelde beleidsgroep positief staat tegenover de voortzetting van de procedure op voorwaarde dat de alternatieve gebruiksmogelijkheden voor het gebied "Trou Loulou" en voor de definitieve herinrichtingen worden onderzocht; dat hij een reeks aanbevelingen doet met betrekking tot de elementen die in de milieueffectbeoordeling moeten worden geanalyseerd;

verwegende dat het "Agence Wallonne du Patrimoine" op 26 januari 2021 advies heeft uitgebracht; dat daarin wordt gepreciseerd dat het project zich bevindt in een uit archeologisch oogpunt kwetsbaar gebied; dat daarin wordt aangegeven dat er oppervlakte- en diepte-archeologisch onderzoek moet worden verricht; dat daarin aanbevelingen worden gedaan met het oog op de instandhouding van het netwerk van ondergrondse galerijen in verband met de "Trou Loulou";

Overwegende dat de Beleidsgroep "Ruimtelijke ordening" op 29 januari 2021 advies heeft uitgebracht; dat bedoelde Beleidsgroep positief staat tegenover de voortzetting van de procedure, aangezien "het ontwerp van herziening beantwoordt aan een aangetoonde behoefte, gelet op de limiet van de huidige stortplaats" en dat "het de voortzetting mogelijk maakt van een activiteit die, door de ligging van de installatie in de nabijheid van de steengroeve, deelneemt aan de circulaire economie binnen de regio"; dat hij de aandacht vestigt op verschillende elementen die in het kader van de milieueffectbeoordeling grondig zullen moeten worden geanalyseerd, met name de gevolgen van het project voor de site Trou Loulou, de analyse van alternatieve gebruiksmogelijkheden en grenzen, en de kwaliteit van de grond die weer in landbouw wordt omgezet;

Overwegende dat de afgevaardigde ambtenaar zijn advies op 4 februari 2021 heeft toegezonden; dat zijn advies gunstig is; dat de afgevaardigde ambtenaar niettemin aangeeft dat het dienstig zou zijn om enerzijds het geplande tracé van regionale verbindingsweg en zijn reserveringsomtrek ten zuiden van het gebied van aanhorigheden van ontginningen in het gewestplan te schrappen en anderzijds een tracé van regionale verbindingsweg op te nemen dat overeenkomt met de feitelijke situatie van de RN671; dat het derhalve nodig zou zijn de zuidelijke en zuidwestelijke grenzen van het gebied van aanhorigheden van ontginningen in het gewestplan enigszins aan te passen in het licht van deze situatie;

Overwegende dat de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu op 5 februari 2021 advies heeft uitgebracht; dat dit advies gunstig is op voorwaarde dat de ondergrondse holte van de Trou Loulou behouden blijft en dat de omtrek die de Trou Loulou en een niet-geëxploiteerd massief van 30 tot 60 meter breed eromheen omvat, opnieuw als natuurgebied wordt bestemd; dat hij het noodzakelijk acht de toekomstige indeling van de Trou Loulou als beschermd gebied in overweging te nemen en een biologische verbinding in stand te houden tussen de Trou Loulou en de natuurgebieden ten noordoosten van de omtrek van de aanvraag; dat hij een reeks aanbevelingen doet, met name op het gebied van fauna en flora, landbouwactiviteiten, waterbeheer, landwinning en geluidsemissies, waarvan sommige meer relevant zijn voor de vergunningsaanvraag;

Overwegende dat de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur zijn advies op 22 februari 2021, d.w.z. na het verstrijken van de voorgeschreven termijn, heeft toegezonden; dat het advies derhalve gunstig wordt geacht;

Overwegende dat de "Commission Wallonne d'Etude et de Protection des Sites Souterrains" op 25 juni 2021 advies heeft uitgebracht; dat haar advies voornamelijk betrekking heeft op het belang en de voorwaarden van het samengaan van de ondergrondse galerijen van de Trou Loulou met de exploitatie van de steengroeve; dat zijn advies voornamelijk betrekking heeft op het belang en de voorwaarden van het samengaan van de ondergrondse galerijen van de Trou Loulou met de exploitatie van de steengroeve; dat zij voorstelt het gebied van de Trou Loulou uit te sluiten van de omtrek van de herziening van het gewestplan om elke afgraving aldaar te voorkomen en dit gebied op te nemen als "Cavité Souterraine d'Intérêt Scientifique" (ondergrondse holte van wetenschappelijk belang); dat het voorstelt de bodem van de groeve op te hogen en ten minste 5 meter onontgonnen rots boven het niveau van de waterhoudende grondlaag te houden; dat het nuttig zou zijn een bocagecorridor in het noorden te handhaven om de verplaatsing van chiroptera te vergemakkelijken en de verbinding met andere biologisch belangrijke sites in stand te houden; dat de chiropterologische inventaris van de Trou Loulou moet worden voltooid door de holte te monitoren teneinde de microklimatologische omstandigheden en de stabiliteit van de galerijen te volgen (scheuren, instortingen en risico's op instorting);

Verantwoording van de overwogen herziening van het gewestplan ten opzichte van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling en noodzaak om het gewestplan te herzien

Inleiding

Overwegende dat de opnemings in het gewestplan van een ontginningsgebied ten noorden van de steengroeve van Romont, dat na afloop van de ontginning een landbouwgebied zal worden, om economische, sociale en milieuredenen gerechtvaardigd is; dat het hoofddoel ervan erin bestaat de verdere ontginning mogelijk te maken van een kalk- en tufsteenaafzetting die wordt gebruikt voor de bevoorrading van de cementfabriek van Lixhe; dat het geproduceerde cement bestemd is voor de bouwsector en de sector openbare werken en infrastructuur;

Beschrijving van de afzetting in de steengroeve van Romont

Overwegende dat de steengroeve van Romont gelegen is aan de zuidelijke rand van de Brabantse anticlinal, in de buurt van het synclorium van Namen, ten noordoosten van het bekken van Luik; dat de geologie van de site goed bekend is, enerzijds door de verkenningen en de geologische studies die zijn uitgevoerd in het kader van de verschillende uitbreidingen van de steengroeve, en anderzijds door de feedback van vroegere en huidige uitbating;

Overwegende dat de uitbating gericht is op de afzettingen van secundaire ouderdom van het Boven-Krijt (Campanien en Maastrichtien), en meer in het bijzonder de tufsteenlagen van de Formatie van Maastricht en de grove krijtlagen met talrijke vuursteenbanken van de Formatie van Gulpen; dat deze zich enerzijds onderscheiden door hun watergehalte (gemiddeld ongeveer 9% voor de tufsteen van de Formatie van Maastricht en 19% voor het krijt van de

Formatie van Gulpen), dat een bepalende parameter is voor hun geschiktheid om in een droogoven te worden gebakken, en anderzijds door hun gemiddeld gehalte aan vuursteen (gemiddeld ongeveer 3% voor de tuf van de Formatie van Maastricht en 17% voor het krijt van de Formatie van Gulpen); dat zij liggen boven de krijtlaag en onder de zanden van het tertiair (Heersiaans tot Tongriaans) en de slib- en grindlagen van de oude Maasterrassen, van quartaire ouderdom;

Overwegende dat de litho-stratigrafische opeenvolging die in het werkvlak van de steengroeve van Romont is waargenomen, er als volgt uitziet (van boven naar beneden):

- kwartaire slib met een dikte van ongeveer 5 meter;
- tongaans tertiair zand tot 20 meter dik (opvulling van karstische oplossingszakken);
- Maastrichtse tufstenen tot een dikte van ongeveer 20 meter;
- Gulpen krijt tot een maximale dikte van 20 meter boven de grondwaterspiegel;

Beschrijving van de uitbating van de afzetting in de steengroeve van Romont

Overwegende dat de cementfabriek van Lixhe moet worden voorzien van een mengsel van kalk en tufsteen van constante gemiddelde kwaliteit, ten einde cement van voldoende en constante kwaliteit te kunnen produceren; dat daartoe de ontginning van deze materialen gelijktijdig op verschillende niveaus van de afzetting wordt uitgevoerd;

Overwegende dat volgens het basisbestand de tufsteen over een hoogte van ongeveer twintig meter wordt geëxploiteerd, terwijl de grove krijtsteen gemiddeld over ongeveer tien meter wordt geëxploiteerd, tot het niveau van de waterspiegel; dat het nuttig vermogen van de afzetting dus in de orde van grootte van dertig meter ligt; dat de steengroeve in drie niveaus wordt geëxploiteerd (Maastrichtse tufsteen, overgang, Gulpense krijtsteen);

Overwegende dat nadat ongeveer 50 centimeter akkerland en los gesteente (tussen 2 en 25 meter slib, grind en zand) is blootgelegd, de tufsteen en het krijt gewonnen worden met behulp van hydraulische schoppen (zonder gebruik van explosieven), vervolgens met "dumpers" naar de breek- en zeefinstallatie in het zuidelijke deel van de steengroeve vervoerd, waar zij worden gebroken en van hun vuurstenen ontdaan, alvorens via een transportband van ongeveer 2,2 km, die over het grootste deel van zijn lengte ondergronds loopt, naar de cementfabriek van Lixhe te worden vervoerd;

Overwegende dat het huidige exploitatietempo volgens het basisdossier ongeveer 1,2 miljoen kubieke meter carbonaatgesteente per jaar bedraagt, hetgeen overeenkomt met 2,1 miljoen ton per jaar; dat dit niet zal worden gewijzigd na de geplande herziening van het gewestplan;

Overwegende dat 88 à 90 % van de in de steengroeve van Romont gewonnen materialen wordt gebruikt voor de bevoorrading van de cementfabriek van Lixhe;

Overwegende dat het afvalgesteente wordt opgeslagen in het gedeelte dat is vrijgemaakt door het voorschrijven van het ontginningsfront; dat de steengroeve niet tot haar volledige diepte is opgevuld; dat volgens de verzoeker slechts 5 tot 10 meter afvalgesteente op de bodem van de steengroeve wordt teruggeplaatst om ruimte te bieden voor de herinrichting van landbouwgronden;

Overwegende dat het op te slaan afvalgesteente hoofdzakelijk bestaat uit deklaag (Tongrisch zand, slib en grind van de oude Maasterrassen); dat uit het aanvraagdossier blijkt dat een deel van het gewonnen slib (30.000 à 50.000 ton/jaar) niettemin wordt gebruikt voor de vervaardiging van klinkers;

Overwegende dat een deel van het afvalgesteente wordt teruggewonnen; dat deze terugwinning volgens het basisdossier ongeveer 100.000 ton/jaar aan deklei bestemd voor de productie van bakstenen en dakpannen, ongeveer 60.000 ton/jaar aan zand en 120 bedraagt. Dat de dekleien, volgens de verzoeker, worden verkocht aan de steenfabriek van Riemst, die op ongeveer tien kilometer van de steengroeve Romont is gelegen; dat de vuurstenen ook gebruikt worden voor de aanleg van binnenwegen;

Beschrijving van de afzetting binnen de voorgestelde herzieningsomtrek en de toekomstige exploitatie ervan

Overwegende dat een beschrijvende studie van de afzetting van het resterende te exploiteren gebied, waarvoor naar behoren toestemming is verleend bij de ontginningsvergunning van 25 juni 2004, en van het aangevraagde uitbreidingsgebied is verricht door middel van geofysische prospectie (met behulp van elektrische tomografie) en een boorcampagne;

Overwegende dat uit deze studie blijkt dat de afzetting in het aangevraagde uitbreidingsgebied minder carbonaatgesteente bevat (ongeveer 54%) dan de afzetting in het gebied dat binnen de thans toegestane grenzen nog zal worden ontgonnen (ongeveer 62%); dat deze kleinere hoeveelheid carbonaatgesteente in het aangevraagde uitbreidingsgebied te wijten is aan de aanzienlijke aanwezigheid van Tongaans zand en de aanwezigheid van twee zwakke zones (karstverschijnselen en/of breuken);

Overwegende dat de helling van de geologische lagen (in de orde van 1 à 2 %) enigszins naar het noorden is gericht, d.w.z. in de richting van het gevraagde uitbreidingsgebied; dat als gevolg daarvan de exploiteerbare krijt- en tufsteenlagen zinken naarmate de mijnfronten naar het noorden opschuiven; aangezien de bodem van de groeve wordt bepaald door het bovenste niveau van de grondwaterspiegel (tussen 64 en 67 meter), neemt de exploiteerbare dikte van deze lagen naar het noorden toe af;

Overwegende dat de steengroeve van Romont volgens het basisdossier over ongeveer 5 jaar reserves beschikt binnen de thans toegestane exploitatiegrenzen (d.w.z. ongeveer tot 2026); dat de geplande uitbreiding het mogelijk zal maken 17 jaar extra reserves aan te leggen;

Overwegende dat de uitbatingsfase van het gebied waarop het onderhavige verzoek om herziening van het gewestplan betrekking heeft, in het basisdossier als volgt is omschreven:

- een eerste fase van ongeveer 5 jaar, met een oppervlakte van ongeveer 22,72 hectare, die ongeveer 3 miljoen kubieke meter deklaag en 6,7 miljoen kubieke meter afzetting vertegenwoordigt, wat overeenkomt met een rendement van ongeveer 69%; het op te vullen volume wordt geraamd op 3,7 miljoen kubieke meter;

- een tweede fase van ongeveer 5 jaar, die een gebied van ongeveer 49 hectare bestrijkt (met inbegrip van een deel van het gebied van de Trou Loulou dat niet zal worden ontgonnen, maar als bufferzone wordt voorgesteld) en ongeveer 4,1 miljoen kubieke meter deklaag en 6,4 miljoen kubieke meter ertslaag vertegenwoordigt, wat overeenkomt met een rendement van ongeveer 61%; het volume dat zal worden opgevuld, wordt geraamd op 4,8 miljoen kubieke meter;

- een derde en laatste fase van ongeveer 7 jaar, die een gebied van ongeveer 35,74 hectare bestrijkt (met inbegrip van een deel van het Trou Loulou-gebied dat niet zal worden ontgonnen, maar dat als bufferzone wordt voorgesteld) en ongeveer 6,8 miljoen kubieke meter deklaag en 8,8 miljoen kubieke meter ertslaag vertegenwoordigt, hetgeen overeenkomt met een rendement van ongeveer 56%; het volume dat zal worden opgevuld wordt geraamd op 7,5 miljoen kubieke meter;

Herinrichting van de steengroeve van Romont

Overwegende dat S.A. "Cimenteries CBR" op grond van de verleende vergunningen verplicht is zorg te dragen voor de agrarische herinrichting van de geëxploiteerde percelen naarmate het mijnbouwfront vordert; dat de kosten en lasten die voortvloeien uit de herinrichting van de percelen volledig ten laste komen van S.A. "Cimenteries CBR"; dat

volgens het basisdossier uiteindelijk bijna 230 hectare opnieuw voor de landbouw zal worden bestemd, d.w.z. bijna 72% van de oppervlakte. A. "Cimenteries CBR"; dat volgens het basisdossier uiteindelijk bijna 230 hectare opnieuw kan worden bestemd voor landbouw, d.w.z. bijna 72% van de totale onteigende oppervlakte (met inbegrip van de uitbreidingsfase die het voorwerp uitmaakt van het verzoek);

Overwegende dat de opvulling van de steengroeve als basis dient voor de heringerichte oppervlakten die opnieuw als landbouwgebieden worden bestemd; dat deze opvulling bestaat uit een minstens 1 meter dikke afzetting van grind en vuursteen op de bodem van de groeve, vervolgens bedekt met opvulgrond, met een dikte tussen 5 en 10 meter, afkomstig van de Romont-heuvel (350.000 m³/jaar), van de deklaag van de mijnfronten (850.000 m³/jaar) en exogene aarde (100.000 m³/jaar; overeenkomstig de ontginningsvergunning van 25 juni 2004), gevolgd door een sliblaag of een laag exogene aarde van 1 à 2 meter dik;

Overwegende dat in het basisdossier is bepaald dat de gebieden die heringericht moeten worden, na te zijn opgevuld, worden bedekt met minimaal 30 centimeter akkerland afkomstig van het afgraven van de mijnfronten en exogene grond;

Overwegende dat na de topografische nivellering van de heraan te leggen gronden agronomische herstelwerkzaamheden worden uitgevoerd om de agronomische waarde van de bodem te optimaliseren in partnerschap met de vzw "Centre indépendant de Promotion fourragère (CIPF) de Louvain"; dat de aldus uitgevoerde sanering ook gunstig is voor de ontwikkeling van de biodiversiteit (aanleg van kalkgraslanden, vergroening van bufferzones, aanplant van heggen, enz.);

Cementindustrie in België

Overwegende dat de cementindustrie een vitale rol speelt in de bouwsector, of het nu gaat om de bouw van woningen, infrastructuur, wegen of kunstwerken; dat de cementindustrie derhalve bijdraagt tot de groei van de Belgische economie;

Overwegende dat volgens het jaarverslag van Febelcem (Federatie van de Belgische cementindustrie) van 2020 het gemiddelde cementverbruik in 2019 in België 576 kilogram per inwoner bedroeg, waarmee België bovenaan de ranglijst van Europese landen staat; dat het totale cementverbruik in België in 2019 de waarde van 6.610.123 ton bereikte, waarvan 72% Belgisch cement was;

Overwegende dat de overstromingen die het Waalse Gewest van 14 tot 16 juli 2021 hebben getroffen, veel schade hebben toegebracht aan onroerende en roerende goederen; dat de behoefte aan cement op het grondgebied van het Waalse Gewest, en meer bepaald in de provincie Luik, bijgevolg zal toenemen met het oog op de wederopbouw van de getroffen woningen en infrastructuren;

Overwegende dat de cementproductie in België relatief stabiel is op ongeveer 6 miljoen ton per jaar; dat volgens het jaarverslag 2020 van Febelcem de totale Belgische cementleveringen die door haar leden in 2019 werden verscheept, 6.772.530 ton bedroegen;

Overwegende dat de cementmarkt in België hoofdzakelijk in handen is van drie ondernemingen, namelijk CBR (HeidelbergCement-groep), Holcim Belgium (Holcim-Lafarge-groep) en CCB (Cementir-groep); dat de cementfabrieken van Holcim Belgium en CCB respectievelijk in Obourg en Gaurain-Ramecroix zijn gevestigd;

N.V. « Cimenteries CBR » : omschrijving

Overwegende dat de N.V. "Cimenteries CBR", die de steengroeve van Romont exploiteert, een dochteronderneming is van de HeidelbergCement-groep, 's werelds grootste producent van aggregaten en eveneens actief in de sectoren cement en stortklaar beton; dat de HeidelbergCement-groep in België aanwezig is via de vennootschappen CBR (cementproductie), Inter-Beton (betonproductie) en Sagrex (productie van aggregaten); dat de N.V. "Cimenteries CBR" in België vier productie-eenheden heeft, namelijk twee in het Waalse Gewest (Lixhe en Antoing) en twee in het Vlaamse Gewest (Gent I en II);

Overwegende dat de N.V. "Cimenteries CBR" in België een theoretische jaarlijkse cementproductiecapaciteit heeft van 3,8 miljoen ton; dat gemiddeld 84 % van de cementproductie van de N.V. "Cimenteries CBR" bestemd is voor de Belgische markt; dat het saldo hoofdzakelijk naar Frankrijk en Nederland wordt uitgevoerd;

Overwegende dat er drie geïntegreerde cementproductie-eenheden in België (d.w.z. met inbegrip van de toegang tot steengroeves, de klinkerproductie-installatie en de cementmaalinstallatie) te Lixhe (CBR), Obourg (Holcim) en Gaurain-Ramecroix (CCB) zijn; dat de site van CBR Lixhe de enige geïntegreerde cementproductie-eenheid van de HeidelbergCement-groep in België;

Overwegende dat de installaties van de N.V. "Cimenteries CBR" te Lixhe de cementfabriek van Lixhe (gelegen op het grondgebied van de gemeente Wezet) omvatten, alsmede de steengroeven van Romont en Loën (deze laatste bevindt zich 3 kilometer ten zuiden van de steengroeve van Romont en minder dan 2 kilometer ten zuidwesten van de cementfabriek van Lixhe, op het grondgebied van de gemeenten Bassenge en Wezet); dat deze drie sites de geïntegreerde cementproductie-eenheid van CBR te Lixhe vormen;

Overwegende dat de Lixhe-fabriek uit drie geïntegreerde industriële eenheden bestaat, namelijk de klinkerfabriek (draaioven die de productie van klinker door decarbonering van CaCO₃ mogelijk maakt), de cementfabriek (omzetting van klinker in cement door vermaling) en de cementverpakkings- en -verzendingseenheid;

Overwegende dat de fabriek in Lixhe aanvankelijk drie ovens voor natte processen voor de productie van klinkers had; dat de laatste oven voor natte processen in 2001 werd gesloten ten gunste van één enkele oven voor droge processen, die minder energie verbruikt;

Overwegende dat de steengroeven van Romont en Loën de cementfabriek van Lixhe van kalkgrondstoffen voorzien; dat de kalk uit de steengroeve van Loën echter 22% water bevat en derhalve slechts in kleine percentages in het productieproces van droge klinker kan worden gebruikt; dat de oven van de cementfabriek van Lixhe bijgevolg, wegens de kenmerken van de gewonnen materialen, hoofdzakelijk wordt bevoorrad door de steengroeve van Romont (2,1 miljoen ton/jaar tegenover 150 ton/jaar); dat de kalk uit de steengroeve van Loën echter 22% water bevat en derhalve slechts in kleine percentages in het productieproces van droge klinker kan worden gebruikt. dat, wegens de kenmerken van de gewonnen materialen, de oven van de cementfabriek van Lixhe hoofdzakelijk wordt bevoorrad door de steengroeve van Romont (tot 2,1 miljoen ton/jaar tegen 150.000 ton/jaar voor de steengroeve van Loën);

Overwegende dat, volgens het basisdossier, de N.V. "Cimenteries CBR" bij ontstentenis van een herziening van het vigerende gewestplan een nieuwe aanvoer van grondstoffen of halffabricaten voor de Lixhe-fabriek zal moeten vinden, of de Lixhe-fabriek moeten sluiten na de exploitatie van de resterende afzettingsreserves; dat uit de studie van de sociaal-economische gevolgen van de gevraagde herziening van het gewestplan blijkt dat het eerste alternatief uit economisch, logistiek en milieuoogpunt niet levensvatbaar is; dat de stopzetting van de ontginningsactiviteit in de steengroeve van Romont derhalve synoniem zou zijn met de stopzetting van alle activiteiten van CBR Lixhe (groeves en fabriek);

Overwegende dat de cementfabriek van Lixhe de enige is in het oosten van België; dat zij gelegen is in de nabijheid van een belangrijk spoorweg- en autowegennet en van het Albertkanaal; dat deze situatie haar een bevoorrechte positie verschafft ten opzichte van de nationale en internationale markten;

N.V. "Cimenteries CBR": antwoord op economische behoeften

Overwegende dat de jaarlijkse productiecapaciteit van de fabriek van Lixhe 1,4 miljoen ton klinker en 1,5 miljoen ton cement van alle soorten bedraagt; dat deze hoeveelheid cement ongeveer 25% van de in België geproduceerde hoeveelheid cement vertegenwoordigt; dat het productietempo niet zal worden gewijzigd ingevolge de gevraagde herziening van het gewestplan;

Overwegende dat het grootste deel van de in Lixhe geproduceerde klinker (ongeveer 1 miljoen ton/jaar) ter plaatse tot cement wordt verwerkt en dat de rest (ongeveer 400.000 ton/jaar) naar de fabriek van Ijmuiden (in Nederland; ongeveer 90% van het saldo) en de fabriek Gent I (ongeveer 10% van het saldo) wordt gezonden om daar tot cement te worden verwerkt; dat de klinker alleen per schip wordt vervoerd binnen een verzorgingsgebied van 250 kilometer;

Overwegende dat het in de fabriek van Lixhe geproduceerde cement in bulk (ongeveer 1,3 miljoen ton/jaar) en in zakken (ongeveer 0,2 miljoen ton/jaar) wordt verkocht; dat ongeveer 80% van het cement in België wordt verkocht en de rest hoofdzakelijk naar Nederland, Duitsland en Frankrijk wordt uitgevoerd; dat het cement per vrachtwagen (ongeveer 83% van het geproduceerde cement) en per schip (ongeveer 17% van het geproduceerde cement) binnen een straal van gemiddeld ongeveer 100 km wordt vervoerd, waardoor kan worden voldaan aan de behoeften van de in deze omtrek gevestigde ondernemingen;

Overwegende dat cement gekenmerkt wordt door een lage waarde/gewichtsverhouding; dat het derhalve van belang is een zo kort mogelijke waardeketen te handhaven; dat het handhaven van een zekere afstand tussen steengroeven, cementfabrieken en eindgebruikers een belangrijke uitdaging voor de Belgische cementindustrie is, zodat zij haar productiekosten in de hand kan houden en de markt op concurrerende wijze kan bevoorraden;

Overwegende dat CBR Lixhe zeer dicht bij haar verschillende winnings-, cementproductie- en leveringsplaatsen ligt; dat CBR Lixhe aldus bijdraagt tot een concurrerende levering van Belgisch cement aan de bouwsector; dat de sluiting van de geïntegreerde eenheid te Lixhe het concurrentievermogen van de Belgische cementsector in dit deel van het land zou verminderen;

Overwegende dat in geval van sluiting van CBR Lixhe de vraag naar cement vergelijkbaar zal blijven met de huidige vraag; dat dit de invoer van cement uit de buurlanden zal bevorderen, hetgeen zal leiden tot een stijging van de inkoopkosten als gevolg van de grotere leveringsafstanden;

Overwegende dat, volgens de studie van de sociaaleconomische gevolgen van de gevraagde herziening van het gewestplan, CBR Lixhe in 2019 een omzet van 135 miljoen euro heeft behaald; dat dit bedrag 26,7% vertegenwoordigt van de omzet die de hele cementsector in 2019 op de Belgische markt heeft behaald;

Overwegende dat de investeringen van CBR Lixhe volgens dezelfde studie in 2019 3,2 miljoen euro bedroegen, exclusief de opening van een afzetting; dat dit bedrag 9,5% vertegenwoordigt van de investeringen die de hele Belgische cementsector in 2019 heeft gedaan;

Overwegende dat volgens de studie van de sociaaleconomische gevolgen van de gevraagde herziening van het gewestplan, de voortzetting van de ontginningsactiviteiten van de steengroeve van Romont het mogelijk zal maken de totale activiteit van de site in stand te houden, wat een toegevoegde waarde - d.w.z. de in de economie geproduceerde rijkdom - vertegenwoordigt van 62,5 miljoen euro (volgens de situatie in 2019); dat de voortzetting van de activiteiten het indirect mogelijk zal maken een extra toegevoegde waarde van 23,3 miljoen euro te creëren dankzij de voortzetting van de activiteit van de leveranciers van CBR Lixhe;

N.V. "Cimenteries CBR": antwoord op maatschappelijke behoeften

Overwegende dat uit het basisdossier blijkt dat de cementfabriek van Lixhe, die verbonden is met de steengroeven van Romont en Loën, 180 directe arbeidsplaatsen genereert, die hoofdzakelijk worden bezet door personen die in de gemeente Bitsingen en in de aangrenzende gemeenten wonen, en ongeveer 410 indirecte voltijdsequivalenten; dat de voortzetting van de activiteiten op het terrein van de steengroeve van Romont het mogelijk moet maken deze werkgelegenheid in stand te houden;

Overwegende dat de stopzetting van de ontginning in de steengroeve van Romont uiteindelijk gevolgen zou hebben voor de kleine en middelgrote ondernemingen (KMO's) die de bijproducten van de steengroeve van Romont op de markt brengen;

N.V. "Cimenteries CBR": antwoord op energie- en leefmilieubehoeften

Overwegende dat de productie van klinker en cement een activiteit is met een aanzienlijke invloed op het milieu; dat zij volgens de studie van de sociaal-economische gevolgen van de gevraagde herziening van het gewestplan iets minder dan 10% van de totale Waalse CO₂-emissies vertegenwoordigt, voornamelijk ten gevolge van het klinkerisatieproces (ongeveer 74% van de emissies van de fabriek van Lixhe) en het verbrandingsproces dat nodig is voor het klinkerisatieproces (ongeveer 25% van de emissies van de fabriek van Lixhe);

Overwegende dat volgens de sociaal-economische effectbeoordeling het droge klinkerproces, zoals dat op de site van Lixhe wordt toegepast, het mogelijk maakt de CO₂-uitstoot met 20% te verminderen ten opzichte van het natte proces;

Overwegende dat de oven van Lixhe volgens dezelfde studie een van de meest efficiënte in Europa is in termen van CO₂-uitstoot per ton geproduceerde klinker; dat de cementfabriek van Lixhe derhalve bijzonder efficiënt is in vergelijking met buitenlandse cementfabrieken (cementfabriek van Lixhe: 0,47 ton CO₂/ton geproduceerde cement; Europees gemiddelde: 0,65 ton CO₂/ton geproduceerde cement);

Overwegende dat uit de studie in kwestie blijkt dat de Lixhe-fabriek een hoge energie-efficiëntie-index heeft; dat deze index in 2019 de waarde van 8,12% bereikte, terwijl de doelstelling die Febelcem voor de Waalse cementbedrijven in 2020 had vastgesteld, 2,94% was;

Overwegende dat de nabijheid tussen de steengroeven van Romont en Loën enerzijds en de fabriek van Lixhe anderzijds het mogelijk maakt de afstanden tussen de winnings- en de verwerkingslocaties van de kalkgrondstoffen tot een minimum te beperken; dat deze situatie derhalve optimaal is wat de energiekosten en de CO₂-uitstoot betreft, in vergelijking met wat het vervoer van de grondstoffen zou genereren indien deze locaties verder weg zouden liggen;

Overwegende dat in geval van sluiting van de Lixhe-fabriek het cement dat uit buurlanden zou worden ingevoerd een veel grotere koolstofvoetafdruk zal hebben dan het cement dat in de Lixhe-fabriek wordt geproduceerd; dat deze grotere koolstofvoetafdruk enerzijds het gevolg zou zijn van de lagere milieu- en energie-efficiëntie van het cementproductieproces in de buurlanden en anderzijds van de toename van de emissies ten gevolge van de grotere leveringsafstanden ;

Conclusie

Overwegende dat over de exploitatie van de Eben-Emael-afzetting reeds vele jaren wereldwijd wordt nagedacht en dat het belang ervan met name wordt erkend in het akkoordprotocol van 13 april 1977 tussen de Belgische Staat en de N.V. "Cimenteries CBR" betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van de krijtlagen van Eben-Emael, Kanne en Lanaye; dat dit akkoordprotocol, ook al moet het slechts worden beschouwd als een oriënterend document waarin een gedragslijn wordt uitgestippeld, het belang van de afzetting en de noodzaak om de continuïteit van de exploitatie ervan te waarborgen, illustreert; dat de grenzen van het aangevraagde ontginningsgebied overeenkomen met de derde fase van dit akkoordprotocol;

Overwegende dat de kalk- en tufsteenafzettingen van de steengroeve van Romont een ideale grondstof vormen voor de cementfabricage zoals die in de fabriek van Lixhe (droog proces) plaatsvindt; dat de fabriek van Lixhe en de steengroeven van Romont en Loën een onderling afhankelijke functionele eenheid vormen;

Overwegende dat de gevraagde uitbreiding de voortzetting mogelijk zal maken van de cementproductie, de opslag van afvalgesteente met het oog op de agrarische herinrichting van de geëxploiteerde percelen, alsmede de bouw van isolatievoorzieningen;

Overwegende dat het inderdaad in het belang van de regio is dat de ontginning van carbonaatgesteenten bestemd voor de vervaardiging van cement binnen de geïntegreerde productie-eenheid van de N.V. "Cimenteries CBR" te Lixhe wordt voortgezet op de site van de steengroeve van Romont;

Overwegende dat het verzoek om deze redenen op evenwichtige wijze beantwoordt aan een belangrijk deel van de economische, sociale, milieu- en energiebehoeften van de gemeenschap in verband met de ontginning en de uitvoering van openbare werken, waarbij zonder onderscheid rekening wordt gehouden met de dynamiek en de specifieke kenmerken van de regio Luik en van de gemeenten Bitsingen en Wezet, alsmede met de sociale samenhang;

Overeenstemming van de geplande herziening van het gewestplan met het ruimtelijk ontwikkelingsplan

Overwegende dat de uitvoeringsbeginselen van het vigerende ruimtelijk ontwikkelingsplan inzake de exploitatie van ondergrondse rijkdommen voorschrijven dat de registratie van een ontginningsgebied in het gewestplan moet worden voorafgegaan door een studie betreffende de aard, de omvang en de schaarste van de afzetting, alsmede de behoeften van de gemeenschap op middellange termijn; dat deze laatste zullen worden geëvalueerd met betrekking tot een periode van 30 jaar;

Overwegende dat de aard, het volume en de schaarste van de afzetting in 1997 (overeenkomst 2) en 1999 (overeenkomst 3) zijn geëvalueerd in het kader van de inventaris van de ondergrondse rijkdommen in het Waalse Gewest, uitgevoerd door het litho- en zoö-stratigrafisch analyselaboratorium van de Universiteit van Luik, bekend onder de naam "Poty-studie", en bijgewerkt in 2009; dat de geologie van de locatie bovendien goed bekend is, dankzij enerzijds verkenningen en geologische studies die zijn uitgevoerd in het kader van de verschillende uitbreidingen van de steengroeve, en anderzijds de feedback van vroegere en huidige activiteiten;

Overwegende dat het krijt en de tufstenen zoals die in de steengroeve van Romont worden geëxploiteerd en gevaloriseerd, essentiële materialen voor de cementindustrie vormen;

Overwegende dat de installaties van N.V. "Cimenteries CBR" in Lixhe een jaarlijkse productiecapaciteit hebben van 1,4 miljoen ton klinker en 1,5 miljoen ton cement; dat CBR een leidende rol speelt op de concurrerende cementmarkt;

Overwegende dat volgens de verzoeker, de reserves van de afzetting die nog moeten worden geëxploiteerd krachtens de mijnbouwvergunning van 25 juni 2004, overeenkomen met ongeveer vijf jaar activiteit in het huidige exploitatietempo;

Overwegende dat het aangevraagde ontginningsgebied de uitbreiding van het exploitatiegebied van de afzetting naar het noorden (107,55 ha) mogelijk zal maken; dat de steengroeve van Romont in de aangevraagde configuratie, na exploitatie van de nog beschikbare reserves van de afzetting, over een exploitatiereserve voor een geschatte duur van 17 jaar zal beschikken; dat deze reserve de voortzetting van de cementproductie in de fabriek van Lixhe voor dezelfde periode mogelijk zal maken ;

Overwegende dat dit de laatste mogelijke uitbreiding van de steengroeve van Romont in het Waalse Gewest is, gezien de aaneengeslotenheid van het terrein met het Vlaamse Gewest in het noorden en het westen;

Overwegende dat het verzoek om deze redenen in overeenstemming is met artikel D.II.20 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Omschrijving van de aangevraagde omtrek

Overwegende dat uit het basisdossier blijkt dat het verzoek strekt tot de opneming, in de noordelijke uitbreiding van de huidige steengroeve, van een ontginningsgebied, dat aan na afloop van de ontginning een landbouwgebied zal worden, met een oppervlakte van 107,55 ha, in de plaats van een landbouwgebied (107,18 ha) en een natuurgebied (0,37 ha), met het oog op de voortzetting van de ontginning van krijt en tufsteen bestemd voor de vervaardiging van verschillende soorten cement;

Overwegende dat deze omtrek beperkt is:

- in het zuiden, door het in het huidige gewestplan aangegeven gebied van aanhorigheden van ontginningen;
- in het westen en noorden door de grens met het Vlaams Gewest;
- in het oosten door de bergkam die het dal van de Geer scheidt van het plateau van Hesbion waarop de steengroeve van Romont zich bevindt;

Overwegende dat de verzoeker verzoekt om de opneming van het gebied Trou Loulou als ontginningsgebied, dat na afloop van de ontginning een landbouwgebied wordt, met de precisering dat het niet zal worden geëxploiteerd vanwege zijn patrimoniale en biologische waarde;

Analyse van de belangrijkste elementen van de bestaande rechtssituatie

Overwegende dat de steengroeve die thans in bedrijf is, in het vigerende gewestplan is opgenomen als gebied van aanhorigheden van ontginningen; dat de aangevraagde uitbreiding in het vigerende gewestplan hoofdzakelijk is opgenomen als landbouwgebied en in een minderheid als natuurgebied;

Overwegende dat de huidige steengroeve en de aangevraagde uitbreiding in het noorden en het westen grenzen aan het Vlaamse Gewest;

Overwegende dat de site Trou Loulou, een voormalige ondergrondse tufsteengroeve die deel uitmaakt van de omtrek van de aangevraagde uitbreiding, geen bijzondere beschermingsstatus heeft; dat deze site momenteel aan een particuliere eigenaar toebehoort;

Overwegende dat zes Natura 2000-sites (BE33002 « Basse vallée du Geer », BE33003 « Montagne Saint-Pierre, BE33004 « Basse Meuse et Meuse mitoyenne », BE2200036 « Plateau van Caestert met hellingbossen en mergelgrotten », NL9801025 « Sint Pietersberg en Jekerdal » et NL2018167 « Maas bij Eijsden ») en acht natuurreservaten (Brouhère d'Emael, Thier à la Tombe, Heyhoule, Montagne Saint-Pierre, Lanaye, Tiendeberg, Sint-Pietersberg en Eijsder-Beemden) zich bevinden binnen een straal van 3 kilometer rond de steengroeve Romont; dat de Natura 2000-site en het natuurreservaat die het dichtst bij de omtrek van de gevraagde herziening van het gewestplan liggen, de site BE2200036 "Plateau van Caestert met hellingbossen en mergelgrotten" (in het Vlaams Gewest) en het reservaat van Brouhère d'Emael zijn, die beide ten noordoosten van het betrokken gebied liggen;

Overwegende dat ten oosten van de steengroeve van Romont en de gevraagde uitbreiding ervan drie ecologische verbindingen zijn gelegen , die zijn opgenomen in het besluit van de Waalse Regering van 9 mei 2019 tot aanneming van de ecologische doorgangsgebieden bedoeld in artikel D.II.2, § 2, vierde lid, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling; dat twee van deze ecologische verbindingen zijn opgenomen in de lijst van "alluviale vlakten" (gelegen ter hoogte van de rivieren de Geer en de Basse-Meuse); dat de derde ecologische verbinding is opgenomen in de lijst van "kalkgraslanden en bijbehorende milieus" (Montagne Saint-Pierre);

Overwegende dat de gevraagde uitbreiding betrekking heeft op 203 percelen of delen van percelen; dat deze uitbreiding overeenkomt met een oppervlakte van 107,55 hectare, waarvan ongeveer 10,8 hectare eigendom is van de N.V. "Cimenteries CBR";

Overwegende dat de percelen die in de vorige fasen werden geëxploiteerd, door de Belgische Staat zijn verworven bij wijze van onteigening ten algemene nutte; dat de SPI (economisch ontwikkelingsagentschap van de provincie Luik) eigenaar is geworden en ze aan de N.V. "Cimenteries CBR" heeft verhuurd in erfpacht, in ruil voor de N.V. "Cimenteries CBR" die de onteigeningskosten en de agrarische herinrichting van de betrokken percelen op zich heeft genomen ;

Overwegende dat voor de huidige ontginningsactiviteiten en de agrarische herinrichting van de geëxploiteerde percelen een ontginningsvergunning is afgegeven op 25 juni 2004, waarbij onder meer een begeleidingscomité is ingesteld dat de informatie-uitwisseling tussen de exploitant, de omwonenden, de plaatselijke autoriteiten en de regionale overheden organiseert; dat voor de bij de ontginningsactiviteit horende bijgebouwen een gecombineerde vergunning is afgegeven op 21 januari 2008;

Overwegende dat het verzoek, wat de hydrologie betreft, is gelegen in het stroomafwaartse deelstroomgebied van de Maas en in het oppervlaktewaterlichaam "MV22R - Geer II", van de typologie "middelmatig hellende slibrivieren"; dat de betrokken waterloop de Jeker is, die ter plaatse is vermeld als niet-bevaarbare waterloop van de 1e categorie en zich ongeveer 500 meter ten oosten van de huidige steengroeve en van de gevraagde uitbreiding ervan bevindt;

Overwegende dat het aangevraagde uitbreidingsgebied en de huidige steengroeve deel uitmaken van de voor nitraten kwetsbare zone "Nord du sillon Sambre et Meuse", die is aangewezen bij ministerieel besluit van 22 december 2006 (*Belgisch Staatsblad* van 6 maart 2007);

Overwegende dat zich enkele honderden meters ten oosten van de bestaande steengroeve een waterwingebied bevindt dat door de "Société wallonne des Eaux" wordt geëxploiteerd voor openbare distributie; dat de preventiegebieden van dit waterwingebied het voorwerp hebben uitgemaakt van een ministerieel besluit van 19 juni 2003 (*Belgisch Staatsblad* van 14 juli 2003); dat zij zich gedeeltelijk in het verlengde van de huidige steengroeve bevinden, maar niet binnen de gevraagde uitbreiding;

Overwegende dat op het thans geëxploiteerde terrein een vergunning is verleend voor een waterinlaat bestemd voor het reinigen van machines (met een maximumdebiet van 15.000 m³/jaar); dat in een straal van enkele kilometers rond de steengroeve ook verscheidene werken van particulieren zijn vermeld;

Overwegende dat het merendeel van de bijgebouwen van de steengroeve Romont in de bodemtoestandendatabank is opgenomen als percelen waarvoor bodembeheermaatregelen zijn uitgevoerd of zullen worden gepland, op basis van artikel 12, § 2 en 3, van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering; dat geen percelen van de gevraagde uitbreiding in de bodemtoestandendatabank zijn opgenomen;

Analyse van de belangrijkste elementen van de bestaande rechtssituatie

Overwegende dat volgens het advies van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu de gevraagde uitbreiding geen groot biologisch belang vertegenwoordigt (grotendeels landbouwgrond), met uitzondering van de site Trou Loulou, een uitgestrekt netwerk van ondergrondse galerijen van antropische oorsprong die vroeger werden gebruikt voor de winning van bouwstenen en soms werden omgevormd tot champignonbedden; dat dit netwerk zich uitstrekt over een oppervlakte van ongeveer 2,5 hectare en een gemiddelde holtehoogte heeft van 7 meter;

Overwegende dat de Trou Loulou kan worden beschouwd als een belangrijk gebied voor de instandhouding van de chiroptera in het Waals Gewest; dat de jaarlijkse inventarisatie door het DEMNA (Departement voor de Studie van het Natuurlijk en Landbouwmilieu) en Natagora de aanwezigheid van 744 individuen in januari 2021 aangeeft; dat daar 14 soorten chiroptera zijn geteld, waaronder verscheidene soorten van communautair belang (de vale vleermuis, de Bechstein's vleermuis, de ingekorven vleermuis, de meervleermuis);

Overwegende dat de holte van de Trou Loulou deel uitmaakt van een uitgebreid netwerk van erfgoedsites in de streek Basse-Meuse (Montagne Saint-Pierre...);

Overwegende dat de aanvrager van plan is de site Trou Loulou in het aangevraagde ontginningsgebied op te nemen; dat de aanvrager er evenwel op wijst dat deze site niet zal worden geëxploiteerd;

Overwegende dat verschillende voor chiroptera en vogels gunstige biologische elementen, zoals bosjes en struikgewas, ook aanwezig zijn binnen de omtrek van de aanvraag om herziening, in de nabijheid van de Trou Loulou;

Overwegende dat het reservaat van Brouhère d'Emael ten noordoosten van het aangevraagde uitbreidingsgebied is gelegen;

Overwegende dat 15 zeer waardevolle biologische sites ("SGIB") zijn opgenomen in het Waalse deel van een straal van 3 kilometer rond de steengroeve van Romont; dat van deze site, de site nr. 3527 "Flanc est de la Carrière CBR du Romont" aanwezig is in het zuidelijke deel van de huidige steengroeve;

Overwegende dat de site van de steengroeve van Romont een grote verscheidenheid van verschillende halfnatuurlijke milieus vertoont (ontginningsgebied, heringericht gebied, gebied dat heringericht wordt); dat volgens het basisdossier in het oosten van de steengroeve ook een bos aanwezig is dat bestaat uit een beukenbos en een klein gebied dat is gelijkgesteld met eiken-haagbeukenbossen;

Overwegende dat in de huidige steengroeve beschermde of zeldzame soorten voorkomen, met name verscheidene orchideeënsoorten die aanwezig zijn op de kalkgraslanden die zich ontwikkelen op de afzettingen van afvalgesteente, de oeverwaluw en de oehoe die leven op de tufstenen kliffen, de kleine karekiet die nestelt op de kale krijtstranden op de bodem van de steengroeve, verscheidene soorten libellen, waaronder de tengere grasjuffer en de rugstreeppad die profiteren van de tijdelijke en permanente waterpartijen, de veldleeuwierik en de Kievit die aanwezig zijn op de heringerichte landbouwgronden, alsmede verscheidene soorten vleermuizen;

Overwegende dat de nv "Cimenteries CBR" in 2012 een beheersplan heeft opgesteld dat in 2017 is herzien; dat dit plan tot doel heeft de bescherming en ontwikkeling van soorten en zeer waardevolle milieus te waarborgen, invasieve soorten te bestrijden en het personeel bewuster te maken;

Overwegende dat de steengroeve van Romont en de gevraagde uitbreiding gelegen zijn in het open akkerlandschap van Haspengouw, dat wordt gekenmerkt door een overheersing van uitgestrekte gewassen op een licht golvend reliëf; dat bepaalde landschapselementen zoals weiden, boomgaarden, bosjes, hagen en wijngaarden eveneens aanwezig zijn;

Overwegende dat de site wordt omringd door het dorp Zussen in het westen en de dorpen Eben en Emael in het oosten; dat de steengroeve van Romont en de aangevraagde uitbreiding, net als het dorp Zussen, gelegen zijn op het Haspengouwse plateau, waarvan de hoogte varieert tussen 100 en 140 meter in de gemeente Bitsingen; dat de dorpen Eben en Emael gelegen zijn op de noordelijke helling van het dal van de Geer, dat zich op een gemiddelde hoogte van 70 meter bevindt;

Overwegende dat de omtrek waarop de aanvraag betrekking heeft, gelegen is op een gemiddelde hoogte tussen 100 en 115 meter, d.w.z. 30 tot 45 meter hoger dan de bodem van het dal van de Jeker;

Overwegende dat er een wijsd uitzicht mogelijk is op de gevraagde uitbreiding en op de huidige steengroeve vanaf de landbouwwegen ten noorden van het project; dat er een incidenteel uitzicht mogelijk is op de gevraagde uitbreiding vanuit de dorpen Zichen-Zussen-Bolder en Eben en Emael en vanaf het plateau van de Montagne Saint-Pierre; dat de aanplantingen aan de rand van de huidige steengroeve en de heuvel van Romont niettemin het uitzicht op dit deel van het terrein beperken;

Overwegende dat de gevraagde uitbreiding gedeeltelijk in een archeologisch kwetsbaar gebied ligt; dat het "Agence Wallonne du Patrimoine" in zijn advies van 26 januari 2021 aangeeft dat het daarom noodzakelijk is oppervlakte- en diepte-archeologisch onderzoek uit te voeren;

Overwegende dat, afgezien van enkele telecommunicatiekabels van het bedrijf Proximus, de gevraagde uitbreiding door geen enkele belangrijke leiding wordt doorkruist;

Overwegende dat de bestaande groeve en de gevraagde uitbreiding zich bevinden op de linkeroever van het Albertkanaal en de Maas, op een afstand van ongeveer 1.500 meter;

Overwegende dat de site van de steengroeve volledig in het stroomgebied van de Jeker ligt; dat deze waterloop de dorpen Eben en Emael doorkruist en de huidige locatie en de aangevraagde uitbreiding vanuit het oosten over een afstand van ongeveer 500 meter passeert;

Overwegende dat ten zuiden van de steengroeve van Romont een niet-geclassificeerde waterloop (de Berwinne Rigole) ligt die dient voor de afvoer van het water van het geheel Zichen-Zussen-Bolder; dat deze waterloop een breuk vormt in het plateau van Hesbion en uitmondt in het dal van de Jeker waarvan hij een zijrivier is; dat deze waterloop gedeeltelijk gekanaliseerd is maar niet afwatert; dat geen enkele waterloop de gevraagde uitbreiding doorkruist;

Overwegende dat de site van de huidige steengroeve en van de aangevraagde uitbreiding uit hydrogeologisch oogpunt gekenmerkt wordt door de aanwezigheid van een watervoerende laag, de "Nappe des chies de Haspengouw" (RWM040); dat deze watervoerende laag een vrije watervoerende laag is met een dubbele permeabiliteit (poriën en scheuren);

Overwegende dat uit de verschillende boringen en hydrogeologische studies die zijn verricht, blijkt dat de hoofdstroming naar het oosten gaat, waar het kruitwaterpeil door de Jeker wordt gedraineerd; dat de Jeker op bepaalde gedeelten van zijn loop kan draineren of voeden naar gelang van de plaatselijke hydrogeologische context;

Overwegende dat de natuurlijke verlaging van de grondwaterspiegel ten gevolge van het uitgraven van de steengroeve sterk wordt geaccentueerd door de toename van de doorlatendheid ten gevolge van de op de bodem van de steengroeve aangebrachte laag vuursteen; dat de aanwezigheid van de steengroeve een afvlakking van de grondwaterspiegel teweegbrengt in de richting van de hoogte van +65 meter rechts van de huidige locatie; dat hetzelfde moet gelden voor de gevraagde uitbreiding;

Overwegende dat de mijnvloer zich op een hoogte van +67 meter bevindt; dat de huidige mijnbouw derhalve zonder ontwatering wordt uitgevoerd, boven het gebied van de grondwaterslag;

Overwegende dat de afzetting een lichte helling vertoont naar het noorden/noordwesten; dat bijgevolg de dikte van de exploitierbare afzetting geleidelijk afneemt naar het noorden toe, terwijl de dikte van de deklaag toeneemt;

Overwegende dat een deel van de bestaande steengroeve en een deel van de aangevraagde uitbreiding onderhevig zijn aan het risico van de aanwezigheid van karstverschijnselen; dat deze zich voordoen in de nabijheid van het terrein en op de voorzijde van de steengroeve; dat zij resulteren in de aanwezigheid van tot 20 meter diepe, met afvalgesteente gevulde oplossingszakken;

Overwegende dat de bijgebouwen van de mijn zich in het zuidelijke deel van de steengroeve Romont bevinden; dat de afstand tussen de mijnfronten en de bijgebouwen van de steengroeve geleidelijk toeneemt naarmate de ontginning vordert; dat bijgevolg ook de lengte van de sporen toeneemt;

Overwegende dat volgens het basisdossier de interne paden van de steengroeve in droge perioden regelmatig worden besproeid om te voorkomen dat stof wordt weggeblazen; dat bovendien de bewerking van het gesteente plaatsvindt in gesloten gebouwen;

Overwegende dat een ondergrondse transportband het kalksteenmateriaal over een afstand van ongeveer 2,2 kilometer naar de fabriek van Lixhe vervoert; dat ongeveer 90% van de uit de steengroeve gewonnen producten op deze wijze naar de fabriek van Lixhe wordt vervoerd; dat deze transportband tijdens de exploitatie van het aangevraagde gebied zal worden gebruikt; dat het vervoer van het kalksteenmateriaal naar de fabriek van Lixhe bijgevolg geen zware vrachtwagens buiten de groeve genereert;

Overwegende dat twee lokale wegen (ruelle aux Loups/chemin d'Emael en rue Joseph Mélotte) die toegang geven tot de landbouwpercelen, binnen de gevraagde uitbreiding liggen; dat de rue Joseph Mélotte zich in twee takken splitst, de ene in het noordoosten en de andere in het zuidwesten van Trou Loulou; dat deze wegen tijdens de uitbreiding van de steengroeve zullen worden onderbroken; dat volgens het basisdossier de toegang tot de landbouwpercelen evenwel zal worden gehandhaafd via de aanleg van paden;

Overwegende dat de toegang tot de steengroeve loopt via de RN671, die langs de locatie loopt en rechtstreeks toegang geeft tot de Maasvallei en de E25, die ongeveer 5 kilometer ten oosten van de locatie ligt; dat de belangrijkste toegang tot de installaties en bijgebouwen van de steengroeve zich ten zuidoosten van de steengroeve bevindt; dat er ten zuidwesten van de steengroeve een tweede toegang voor het landbouwverkeer bestaat;

Overwegende dat, volgens het basisdossier, het verkeer in verband met de nuttige toepassing van in de steengroeve gewonnen bijproducten ongeveer 51 vrachtwagens/dag (of 102 passages) bedraagt; dat het verkeer in verband met de inbreng van exogene grond voor de opvulling van de site ongeveer 27 vrachtwagens/dag (of 54 passages) bedraagt;

Overwegende dat de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu in zijn advies van 5 februari 2021 aangeeft dat 25 landbouwbedrijven in meer of mindere mate rechtstreeks de gevolgen van het project zouden ondervinden;

Overwegende dat de wijnstokken van de coöperatie "Vin de Liège" in 2012 zijn aangeplant op het perceel dat kadastraal bekend is in Bitsingen, 6e afdeling, sectie A, nr. 587A; dat dit perceel deel uitmaakt van de te herziene omtrek; dat het een oppervlakte heeft van ongeveer 3 hectare, wat volgens de verzoeker overeenkomt met ongeveer 11 maanden aan statiegeldreserves;

Overwegende dat de werken voor de landbouwherichting de reconstitutie van een gebied van ongeveer 51,4 hectare mogelijk hebben gemaakt, waarvan 7,5 hectare opnieuw aan landbouwers is verpacht (situatie eind 2019);

Overwegende dat, volgens het basisdossier, de geluidsomgeving van de locatie momenteel wordt gekenmerkt door het lawaai van het wegverkeer, landbouwactiviteiten en de exploitatie van de steengroeve, namelijk het lawaai van de bedrijfs- en transportmachines en het lawaai van de installaties voor de verwerking van het gewonnen gesteente;

Overwegende dat uit akoestisch onderzoek van 2003 en 2007, alsmede uit het onderzoek naar de gevolgen van de omgevingsvergunning van 21 januari 2008, blijkt dat de normen van de sectorale voorwaarden voor steengroeven en hun bijgebouwen worden nageleefd; dat de activiteit van de steengroeve bijgevolg geen significante invloed heeft op het geluidsniveau in de omgeving van de steengroeve; dat deze laatste meer wordt beïnvloed door het auto- en luchtverkeer;

Overwegende dat in 2005 definitief is afgezien van het gebruik van explosieven in de steengroeve van Romont;

Verslag ter verantwoording van de onderzochte en niet in aanmerking genomen alternatieve projecten

Overwegende dat het basisdossier blijkt dat de aanvrager geen alternatieve ligging heeft kunnen aanwijzen, gelet op de zeer specifieke kenmerken van de afzetting die in de steengroeve van Romont wordt geëxploiteerd, het verband tussen deze steengroeve en de fabriek van Lixhe en de "geologische" vereisten (vochtigheid, verhouding tufsteen/chalk, enz.) in verband met de vervaardiging van klinkers en cement in de fabriek van Lixhe;

Overwegende dat in het basisdossier een technisch alternatief wordt gepresenteerd voor de exploitatie van de site Trou Loulou; dat dit alternatief echter door de aanvrager is afgewezen vanwege de erfgoed- en milieuwaarde van deze site;

Voorontwerpvoorstel op schaal 1/10 000e

Overwegende dat een voorstel van voorontwerp bij het basisdossier is gevoegd;

Opneming van bijkomende voorschriften in het gewestplan

Overwegende dat de aanvrager niet verzoekt om opneming van bijkomende voorschriften;

Voorstel tot beslissing

Overwegende dat uit de analyse van de aanvraag, het advies van de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ontwikkeling en mobiliteit, de beraadslaging van de gemeenteraad en de ingewonnen adviezen blijkt dat de aanvraag vanuit geologisch, economisch, sociaal en milieuoogpunt gerechtvaardigd is en bijdraagt tot een rationeel gebruik van het grondgebied door optimalisering van de exploitatie en aanwending van de hulpbronnen met behoud van de landschappelijke en milieukeurmerken;

Overwegende dat de opneming van een ontginningsgebied in het gewestplan gerechtvaardigd is omdat daar alleen ontginningsactiviteiten zullen worden ontwikkeld, met uitsluiting van de installatie van aanhorigheden van een ontginning die voor de ontginning niet onontbeerlijk zouden zijn;

Overwegende dat het passend is dat het ontginningsgebied na afloop van de exploitatie een landbouwgebied wordt, gezien het type herinrichting voor landbouwdoeleinden dat wordt voorgesteld; dat dit type herinrichting momenteel wordt uitgevoerd op de percelen die worden geëxploiteerd op grond van de ontginningsvergunning van 25 juni 2004;

Overwegende dat de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, in zijn advies van 5 februari 2021, en de "Commission Wallonne d'Etude et de Protection des Sites Souterrains", in haar advies van 25 juni 2021, aanbevelen de site Trou Loulou niet als ontginningsgebied op te nemen, teneinde elk risico van uitgraving van dit gebied van patrimoniaal en ecologisch belang te voorkomen; dat het derhalve passend is de site Trou Loulou, alsmede een beschermingsgebied van ten minste 30 meter daaromheen, uit te sluiten van de herzieningsomtrek;

Overwegende dat het eveneens dienstig is de omtrek die in het vigerende gewestplan als natuurgebied is opgenomen, alsmede het bosrijke gebied ten noordoosten van de Trou Loulou, dat uit talrijke bosjes bestaat, van het ontwerp tot herziening uit te sluiten wegens de rol die deze gebieden in het ecologisch netwerk spelen; dat het gebied ten noordoosten van de Trou Loulou een biologische corridor vormt die de site Trou Loulou verbindt met zowel het in het vigerende gewestplan opgenomen natuurgebied als het natuurreservaat van Brouhîre d'Emael, terwijl het een scheiding vormt tussen de toekomstige ontginningsput en de dorpen Eben en Emael; dat de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu en de "Commission Wallonne d'Etude et de Protection des Sites Souterrains" aanbevelen een dergelijke biologische verbinding in stand te houden; dat het bijgevolg aangewezen is een omtrek van ecologische doorgangsgebieden op te nemen die dit gebied overlapt, teneinde de overgangsruimten tussen de biotopen van dier- en plantensoorten te waarborgen;

Overwegende dat de grenzen van de in het gewestplan op te nemen gebieden moeten worden bepaald ten opzichte van vaste elementen die gemakkelijk identificeerbaar zijn, zodat zij in de toekomst niet kunnen worden aangevochten; dat de omtrek van het gebied zoals gevraagd in het basisdossier moet worden aangepast; dat de grenzen van het ontginningsgebied dat na afloop van de ontginning een landbouwgebied zal worden, overeenstemmen met de volgende oriëntatiepunten:

- in het westen en noorden: de grens tussen het Waals Gewest en het Vlaams Gewest;
- in het oosten (van noord naar zuid) : de westelijke grens van het natuurgebied opgenomen het huidige gewestplan;
 - o de westelijke rand van de bosjes op de westelijke helling van de vallei van de Jeker, tot een punt gelegen op 30 meter ten noordoosten van de noordoostelijke rand van het gedeelte van de Rue Joseph Mélotte dat ten noordoosten van de Trou Loulou ligt;
 - o een bocht gelegen op 30 meter ten noordoosten van de noordoostelijke rand van het gedeelte van de Rue Joseph Mélotte ten noordoosten van de Trou Loulou, tot op een punt op 330 meter afstand (langs een noord-zuidas) van de noordelijke grens tussen het Waalse Gewest en het Vlaamse Gewest;
 - o een recht lijnstuk, oost-west lopend vanuit dit punt en 308 meter lang;
 - o een recht lijnstuk in noord-zuidoostelijke richting tot een punt 30 meter ten noordoosten van de noordoostelijke rand van het gedeelte van de Rue Joseph Mélotte ten zuidwesten van de Trou Loulou;
 - o een bocht gelegen op 30 meter ten noordoosten van de noordoostelijke rand van het gedeelte van de straat Joseph Mélotte ten zuidwesten van de Trou Loulou, tot aan een punt dat overeenkomt met de noordoostelijke verlenging van de grens tussen de kadastrale percelen 590E en 588B;
 - o een recht lijnstuk dat vertrekt vanaf dit punt en zich in zuidwestelijke richting uitstrekt over de grens tussen de kadastrale percelen 590E en 588B, tot aan de landbouwweg die zich ten noordoosten van het huidige gebied van aanhorigheden van een ontginning bevindt;
- in het zuiden: het verlengde in westelijke richting vanaf dit punt van het landbouwpad en tot de noordelijke grens van het op het huidige gewestplan opgenomen gebied van aanhorigheden van een ontginning;

Overwegende dat de omtrek van ecologische doorgangsgebieden het ten noordoosten van de omtrek van het ontwerp tot herziening van het gewestplan gelegen natuurgebied verbindt met het bosgebied waar de ingang van de site Trou Loulou zich bevindt; dat deze omtrek de verschillende bosgebieden omvat die aanwezig zijn op de westelijke helling van het Jeker-dal; dat deze omtrek gedeeltelijk grenst aan het geplande ontginningsgebied dat in het gewestplan zal worden opgenomen;

Overwegende dat het ontwerp tot herziening van het gewestplan Luik concluderend betrekking moet hebben op de opnemings:

- van een ontginningsgebied, dat na afloop van de ontginning een landbouwgebied wordt, met een oppervlakte van 92,32 hectare in plaats van een landbouwgebied;
- van een omtrek van ecologische doorgangsgebieden als overdruk van het landbouwgebied opgenomen in het vigerende gewestplan met een oppervlakte van 3,94 hectare, die de site Trou Loulou verbindt met het natuurgebied dat is opgenomen in het noordoosten van het te herziene gebied;

Naleving van de beginselen die van toepassing zijn op herzieningen van het gewestplan, met inbegrip van de keuze van compensaties (artikel D.II.45, §§ 1, 2 en 3)

Overwegende dat het beslissingsvoorstel niet voorziet in de opnemings in het gewestplan van nieuwe bebouwingsgebieden ter vervanging van gebied die niet voor bebouwing zijn bestemd; dat de beginselen die van toepassing zijn op herzieningen van het gewestplan als bedoeld in artikel D.II.45, §§ 1, 2 en 3, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling derhalve niet daarop van toepassing zijn;

Beoordeling van de gevolgen van het ontwerp-plan

Overwegende dat het aldus beschreven ontwerp-plan aanzienlijke milieueffecten kan hebben vanwege de kenmerken van het gewestplan, de effecten en de gebieden die er waarschijnlijk door zullen worden getroffen;

Overwegende dat om de behandeling van de aanvraag te kunnen voortzetten, een rapport derhalve moet worden opgesteld over de gevolgen van het ontwerp-plan voor het milieu en moet worden bepaald welke informatie het bevat;

Overwegende dat in artikel D.VIII.33, lid 3, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling de minimuminhoud van het milieu-effectrapport wordt vastgesteld; dat de omvang en gedetailleerdheid van de te verstrekken informatie zodanig moeten worden vastgesteld dat rekening wordt gehouden met de specifieke kenmerken van het ontwerp-plan;

Reikwijdte van de te verstrekken informatie

Overwegende dat in het verslag over de gevolgen van het ontwerp-plan voor het leefmilieu een analyse zal worden gemaakt van de gevolgen van de opnemings van de bestanddelen van het ontwerp-plan in het gewestplan Luik; dat de analyse beperkt zal blijven tot de onderdelen van het ontwerp-plan die aanzienlijke gevolgen kunnen hebben voor het leefmilieu;

Overwegende dat het milieueffectrapport volgens het “trechterbeginsel” verloopt waarbij de bestanddelen van het ontwerp-plan, afhankelijk van de aard van de besproken aspecten, geanalyseerd worden van de grootste tot de lokale schaal van de omtrek van de te herziene gebieden;

Overwegende dat het aan de opsteller van het milieueffectrapport is om alle in het basisdossier vermelde economische en technische gegevens te verifiëren;

Overwegende dat de analyse van de behoeften die de opnemings van een nieuw ontginningsgebied in het gewestplan Luik rechtvaardigen, beperkt moet blijven tot de markt voor tufsteen en krijt, de nevenproducten en de substituten daarvan, als gesteenten die bestemd zijn voor de productie van klinkers en cement; dat zij de vraag moet situeren en evalueren in de context van België, de provincie Luik en een stroomgebied dat is vastgesteld op 100 kilometer rond de bestaande steengroeve;

Overwegende dat het ook nodig zal zijn de oppervlakte te evalueren die moet worden bestemd voor het ontginningsgebied in de zin van artikel D.II.41 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling in het licht van het huidige aanbod en in de loop van de instructie alsmede de toekomstige behoeften van de activiteit en de herinrichtingsprojecten;

Overwegende dat de analyse van de relevantie van de ligging van het ontwerp-plan en het zoeken naar varianten beperkt moeten blijven tot het grondgebied waar de tufsteen en het krijt gewonnen kunnen worden;

Overwegende dat de analyse van de afbakening en de voorwaarden voor de uitvoering van de bestanddelen van het ontwerp-plan, alsmede het zoeken naar varianten, beperkt moeten blijven tot de studieomtrek die het meest relevant wordt geacht, gelet op de aard van de omgeving en de in aanmerking genomen beperkingen voor de uitvoering ; dat het met name dienstig zal zijn het voorstel voor een voorontwerp-plan dat in het basisdossier is opgenomen, als variant te analyseren; .

Duidelijkheid van de te verstrekken informatie

Overwegende dat uit de analyse van de aanvraag, de opmerkingen en suggesties van het publiek en de ingediende adviezen blijkt dat in het milieueffectrapport van het ontwerp-plan bijzondere aandacht moet worden besteed aan de analyse van de gevolgen van dat plan voor :

1. Bevolking ;
2. Landschappen;
3. Landbouwactiviteit (met inbegrip van de mobiliteit als gevolg van de opheffing van twee landbouwwegen) en wijnbouw;
4. Zacht verkeer tussen Zussen en Eben-Emael (wegaanpassingen);
5. Het wegennet, rekening houdend met het verkeer in verband met de steengroeve van Romont en de fabriek van Lixhe;
6. De site Trou Loulou (zowel uit milieu- als uit erfgoedpunt);
7. Natura 2000-sites, natuurreservaten, natuurlijke habitats van communautair belang, beschermde soorten in de zin van de wet inzake natuurbehoud en ecologische doorgangsgebieden, met name regionale doorgangsgebieden;
8. Oppervlakte- en grondwater;
9. Het archeologisch potentieel van de site;
10. Naburige Gewesten en Staten;

Overwegende dat specifiek rekening zal worden gehouden met :

- de aanwezigheid van de site Trou Loulou in de directe omgeving van het ontginningsgebied;
- de aanwezigheid van talrijke Natura 2000-sites, natuurreservaten en zeer waardevolle sites in de nabijheid van de steengroeve;
- het beheer van mijnbouwafval en het creëren van afzonderingsmarges;
- de na de ontginning van de percelen uitgevoerde landbouwherinrichting (met inbegrip van de inbreng van exogene grond) en de kwaliteit van de herontgonnen grond, met name gelet op de situatie die is ontstaan na de vorige ontginningsfasen en de in dit verband door de landbouwers gedane vaststellingen;
- de noodzaak om de wijnbouwactiviteit te handhaven op gronden met de vereiste kenmerken;
- de aanwezigheid van de grondwaterspiegel op geringe diepte;
- de onderlinge afhankelijkheid van de fabriek van Lixhe en de steengroeven van Romont en Loën;

Overwegende dat in het milieueffectrapport moet worden geanalyseerd hoe het ontginningsgebied na afloop van de exploitatie zal worden gebruikt, rekening houdend met de kenmerken van het project van de aanvrager, de eisen van de exploitatie en het potentieel van het gebied op lange termijn;

Overwegende dat ook moet worden nagegaan of de bestemming in het huidige gewestplan van het gebied waarin de site Trou Loulou zich bevindt, in overeenstemming is met de feitelijke situatie en dat moet worden geëvalueerd of de bestaande feitelijke situatie een adequate bescherming van de site Trou Loulou mogelijk maakt; dat ook de relevantie van de ligging van de in het onderhavige besluit voorgestelde omtrek van ecologische doorgangsgebieden moet worden geanalyseerd;

Overwegende dat het milieueffectrapport de omvang van de exploitatiebare ertslagen binnen de omtrek van het in dit besluit voorgestelde ontwerp van herziening van het gewestplan moet valideren;

Overwegende dat in het milieueffectrapport de veiligheidsafstand moet worden geëvalueerd die moet worden aangehouden tussen de toekomstige mijnbouwfronten en de galerijen van de Trou Loulou, teneinde de stabiliteit en de specifieke kenmerken van deze locatie te behouden; dat de grenzen van de omtrek van het ontwerp van herziening van het gewestplan, zoals voorgesteld in dit besluit (met inbegrip van de omtrek van ecologische doorgangsgebieden), eveneens moeten worden geanalyseerd en besproken;

Overwegende dat, gelet op het advies van de afgevaardigde ambtenaar van 4 februari 2021, in het milieueffectrapport ook zal moeten worden nagegaan of het wenselijk is de geplande regionale verbindingsweg en de bijbehorende reserveringsomtrek uit het huidige gewestplan te schrappen, en of het wenselijk is een regionale verbindingsweg op te nemen die overeenstemt met de huidige situatie van de RN671, en bijgevolg de zuidwestelijke begrenzing van het gebied van aanhorigheden van ontginning in het gewestplan enigszins aan te passen; dat ook de milieugevolgen van het van de lijst verwijderen/opnemen van deze verschillende elementen moeten worden geanalyseerd;

Overwegende dat de uitgevoerde effectbeoordeling ook de elementen dient te omvatten die vereist zijn voor de vergunningsaanvraag (artikel D.II.54, § 2, lid 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling);

In te winnen adviezen

Overwegende dat de ontwerp-inhoud van het milieueffectrapport en het ontwerpplan voor advies moeten worden voorgelegd aan de Beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening" en de Beleidsgroep "Leefmilieu", overeenkomstig artikel D.VIII.33, § 4, van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat aangezien het gaat om een procedure die valt onder artikel D.II.54 van het Waals Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, het advies van de afgevaardigde ambtenaar en de technische ambtenaar in dit stadium van de procedure ook moet worden ingewonnen;

Overwegende voorts dat bijzondere aandacht moet worden besteed aan de analyse van de gevolgen van het ontwerp-plan voor de site Trou Loulou, voor de wilde fauna en flora, voor de regionale ecologische verbanden, voor het oppervlakte- en grondwater, voor de landbouwactiviteit en voor de keuze van de bestemmingen die aan het eind van de exploitatie voor het ontginningsgebied moeten worden vastgesteld; dat het derhalve dienstig is de ontwerp-inhoud van het milieueffectrapport voor te leggen aan het advies van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu en de "Commission Wallonne d'Etude et de Protection des Sites Souterrains"; dat in het milieueffectrapport moet worden geanalyseerd of het opportuun is de geplande regionale verbindingroute en de in het huidige gewestplan vastgestelde reserveringsomtrek te schrappen, en of het opportuun is een regionale verbindingroute op te nemen die overeenstemt met de huidige situatie van de RN671; dat het daarom aangewezen is de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur op dit punt in vraag te stellen; dat ook rekening moet worden gehouden met de gevoeligheid van de site vanuit erfgoed- en archeologisch oogpunt; dat het advies van het Waals Agentschap voor het Patrimonium daarom moet worden ingewonnen;

Overwegende dat de site grenst aan het Vlaamse Gewest en dicht bij de Nederlandse grens ligt; dat het ontwerp van herziening van het gewestplan waarschijnlijk aanzienlijke grensoverschrijdende gevolgen voor deze gebieden zal hebben; dat het derhalve relevant is de bevoegde overheden van het Vlaamse Gewest en van Nederland te ondervragen;

Conclusies

Overwegende dat het om de hierboven uiteengezette redenen noodzakelijk is te beslissen over de herziening van het gewestplan Luik, het ontwerp-plan goed te keuren en opdracht te geven tot het opstellen van een milieueffectrapport van dit ontwerp-plan;

Overwegende dat het bij dit besluit gevoegde ontwerp van de inhoud van het milieueffectrapport de werkingssfeer van artikel D.VIII.33, § 2, van het CDW verduidelijkt door de omvang en de nauwkeurigheid te bepalen van de informatie die het moet bevatten met betrekking tot de specifieke kenmerken van het ontwerpplan,

Besluit :

Artikel 1.

Art. 2. Het ontwerp tot herziening van het gewestplan Luik betreffende de opnemings van :

- een ontginningsgebied dat na afloop van de ontginning een landbouwgebied wordt;
 - een omtrek van ecologische doorgangsgebieden, als overdruk van het landbouwgebied opgenomen in het vigerende landbouwgebied;
- op het grondgebied van de gemeente Bitsingen, in het gehucht "Carrière du Romont" overeenkomstig bijgaand plan aangenomen.

Art. 3. Een milieueffectrapport van het ontwerp-plan dient te worden opgesteld.

Art. 4. De ontwerp-inhoud van het milieueffectrapport van het ontwerp-plan wordt aangenomen.

Art. 5. Naast de Beleidsgroepen "Ruimtelijke Ordening" en "Leefmilieu" zal de ontwerp-inhoud van het milieueffectrapport worden voorgelegd aan de afgevaardigde ambtenaar, de technisch ambtenaar, de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Leefmilieu, de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur, de "Commission Wallonne d'Etude et de Protection des Sites Souterrains", het "Agence wallonne du Patrimoine" en de bevoegde overheden van het Vlaamse Gewest en van Nederland.

Art. 6. De Waalse Overheidsdienst Gebiedsontwikkeling, Woonbeleid, Erfgoed, Energie is belast met de opvolging van dit besluit.

Namen, 8 december 2021.

De Minister van Ruimtelijke Ordening,
W. BORSUS

Bijlage bij het ministerieel besluit van 8 december 2021 tot :

- herziening van het gewestplan Luik (blad 34/6) ;
- aanneming van het ontwerp van plan met het oog op de opnemings van een ontginningsgebied dat na afloop van de ontginning een landbouwgebied wordt, en van een omtrek van ecologisch doorgangsgebied op het grondgebied van de gemeente Bitsingen (Eben-Emael) in het gehucht "Carrière du Romont" teneinde de voortzetting van de ontginningsactiviteit mogelijk te maken ;
- opstelling van een milieueffectenrapport van het ontwerp-plan en vaststelling van de ontwerp-inhoud ervan

ONTWERP-INHOUD VAN HET MILIEUEFFECTENVERSLAG

De ontwerp-herziening van blad 34/6 van het gewestplan Luik heeft betrekking op de opnemings in het gewestplan :

- van een ontginningsgebied dat na afloop van de ontginning een landbouwgebied wordt, van 92,32 ha in plaats van een landbouwgebied;
- van een omtrek van ecologische doorgangsgebied, als overdruk van het landbouwgebied opgenomen in het vigerende gewestplan, met een oppervlakte van 3,94 ha, die de Trou Loulou-site verbindt met het natuurgebied dat is opgenomen ten noordoosten van het te herziene gebied.

A. Omvang

Geen enkel onderdeel van het ontwerp van plan is vrijgesteld van het milieueffectverslag (RIE).

In het verslag over de milieu-effecten van het ontwerpplan zal een analyse worden gemaakt van de gevolgen van de opnemings van de onderdelen van het ontwerpplan in het gewestplan voor Luik. De analyse zal beperkt blijven tot die onderdelen van het ontwerpplan die een aanzienlijk effect op het milieu kunnen hebben.

Het milieueffectenverslag verloopt volgens het "trechterbeginsel" waarbij de bestanddelen van het ontwerp-plan, afhankelijk van de aard van de besproken aspecten, geanalyseerd worden van de grootste tot de lokale schaal van de te herziene gebieden.

Het is aan de auteur van het milieueffectrapport om alle economische en technische gegevens die in het basisdossier zijn opgenomen, te controleren.

De analyse van de behoeften die de opnemings van een nieuwe ontginningsgebied in het gewestplan voor Luik rechtvaardigen, moet beperkt blijven tot de markt voor tufsteen en krijt, de nevenproducten en de substituten daarvan, als gesteenten voor de productie van klinkers en cement. Zij zal de vraag moeten situeren en evalueren in de context van België, de provincie Luik en een afzetkring van 100 km rond de bestaande steengroeve.

Met name zal moeten worden nagegaan welke oppervlakte moet worden bestemd voor het winningsgebied in de zin van artikel D.II.41 van het Wetboek van ruimtelijke ontwikkeling in het licht van het huidige en toekomstige aanbod en de toekomstige behoeften van bedrijven en herinrichtingsprojecten.

De analyse van de relevantie van de locatie van het ontwerpplan en het zoeken naar varianten moeten worden beperkt tot het grondgebied waar het krijt en de tufsteen kunnen worden gewonnen.

De analyse van de afbakening en van de voorwaarden voor de uitvoering van de onderdelen van het ontwerpplan, evenals het zoeken naar varianten zullen beperkt moeten worden tot de meest relevante onderzoeksomtrek in het licht van de aard van het milieu en de in aanmerking genomen beperkingen voor de uitvoering. Met name het voorgestelde voorontwerp van plan in het basisdossier moet als variant worden geanalyseerd.

B. Nauwkeurigheidsgraad van de gegevens

De inhoud van het hieronder geselecteerde verslag over de milieu-effecten van het ontwerpplan vormt een standaarddocument waarvan de elementen toereikend worden geacht in het licht van de artikelen D.VIII.29 tot en met 37 van het Wetboek van ruimtelijke ontwikkeling (CoDT).

In het verslag zal met name rekening worden gehouden met :

- de economische, technische en milieutechnische bijzonderheden van de aanvraag;
- adviezen uitgebracht door :
 - de beleidsgroep « Ruimtelijke Ordening » ;
 - de Beleidsgroep « Leefmilieu » ;
 - de gemachtigd ambtenaar
 - de technische ambtenaar ;
 - de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu
 - de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur ;
 - het "Agence wallonne du Patrimoine" (Waals Agentschap voor het patrimonium)
 - de "Commission wallonne d'Etude et de Protection des Sites souterrains (CWE PSS)" (Waalse Commissie voor Onderzoek en Bescherming van de Ondergrondse sites)
 - de bevoegde overheden van het Vlaamse Gewest en Nederland;
- op het basisdossier en/of de inhoud van het verslag ;
- de opmerkingen van het publiek tijdens de inleidende informatievergadering van 10 september 2020, het advies van de gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit en de beraadslaging van de gemeenteraad van Bassenge.

Zonder afbreuk te doen aan de kwaliteit en de zorgvuldigheid van het verslag in zijn geheel, zal bijzondere aandacht worden besteed aan de analyse van de gevolgen van het ontwerpplan voor :

1. Bevolking ;
2. Landschappen.
3. Landbouwactiviteiten (met inbegrip van de mobiliteit als gevolg van de opheffing van twee landbouwwegen) en wijnbouw;
4. Zacht verkeer tussen Zussen en Eben-Emael (wegaanpassingen);
5. Het wegennet, rekening houdend met het vrachtverkeer dat verbonden is met de steengroeve van Romont en de fabriek van Lixhe;
6. De Trou Loulou-site (zowel uit milieu- als uit erfgoed oogpunt) ;
7. Natura 2000-gebieden, natuurreservaten, natuurlijke habitats van communautair belang, beschermde soorten in de zin van de Wet op het natuurbehoud en ecologische doorgangsgebieden, met name regionale verbindingen;
8. Oppervlakte- en grondwater;
9. Het archeologisch potentieel van het gebied ;

10. Naburige regio's en staten.

Er zal specifiek rekening worden gehouden met :

- de aanwezigheid van de Trou Loulou-site in de directe omgeving van het ontginningsgebied;
- de aanwezigheid van talrijke Natura 2000-gebieden, natuurreservaten en gebieden van groot biologisch belang in de nabijheid van de steengroeve;
- het beheer van mijnresiduen en de oprichting van isolatievoorzieningen;
- de herinrichting van de landbouw na de exploitatie van de percelen (met inbegrip van de inbreng van exogene grond) en de kwaliteit van de weer in cultuur gebrachte grond, met name gelet op de situatie die is ontstaan tijdens de vorige herinrichtingsfasen en op de opmerkingen die de landbouwers in dat verband hebben gemaakt;
- de noodzaak om de wijnbouwactiviteit te handhaven op gronden met de vereiste kenmerken;
- de aanwezigheid van de grondwaterspiegel op geringe diepte;
- de onderlinge afhankelijkheid van de fabriek van Lixhe en de groeven van Romont en Loën.

In het verslag moet worden geanalyseerd hoe het ontginningsgebied aan het eind van de exploitatie zal worden gebruikt, rekening houdend met de kenmerken van het project van de aanvrager, de behoeften van de exploitatie en het potentieel van het gebied op lange termijn.

Bij de effectbeoordeling zal moeten worden nagegaan of de toewijzing van het gebied waarin het Trou Loulou-gebied zich bevindt in het huidige gewestplan in overeenstemming is met de feitelijke situatie en zal moeten worden beoordeeld of de bestaande juridische situatie een adequate bescherming van het Trou Loulou-gebied mogelijk maakt. Ook de relevantie van de ligging van de in het ministerieel besluit voorgestelde ecologische doorgangsgebied zal moeten worden geanalyseerd.

In het milieueffectrapport zal de omvang van de ontginbare afzetting binnen de omtrek van het voorgestelde project tot herziening van het gewestplan in het ministerieel besluit moeten worden gevalideerd.

De grenzen van de omtrek van het project tot herziening van het gewestplan zoals voorgesteld in het ministerieel besluit (met inbegrip van het ecologisch doorgangsgebied) zullen moeten worden geanalyseerd en besproken. In het milieueffectrapport zal worden nagegaan welke veiligheidsafstand moet worden aangehouden tussen de toekomstige ontginningsfronten en het Trou Loulou-terrein, ten einde de stabiliteit en de specifieke kenmerken van dit gebied in stand te houden.

In het milieueffectrapport moet ook worden nagegaan of de voorgestelde regionale verbindingsweg en de reserveringsomtrek daarvan in het huidige gewestplan moeten worden geschrapt, en of een regionale verbindingsweg moet worden ingetekend die overeenstemt met de werkelijke ligging van de RN671. De milieu-effecten van het schrappen/inschrijven van deze verschillende elementen zullen ook moeten worden geanalyseerd in het milieueffectrapport.

De uitgevoerde effectbeoordeling moet ook de elementen bevatten die vereist zijn voor de vergunningsaanvraag (artikel D.II.54, § 2, lid 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling).

FASE I

Inleiding

De inleiding heeft als doel het milieueffectenrapport van het ontwerp van plan in zijn context te plaatsen en wil met name de procedure voor het publiek duidelijker maken.

1. Verwijzing naar de procedure voor de herziening van een gewestplan – artikelen D.II.48 tot 50 (procedure) en boek VIII (inspraak en evaluatie van de gevolgen), van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling

2. Voorstelling van het ontwerp van plan aangenomen door de Waalse Regering met inbegrip van de verzachtende maatregelen met betrekking tot de uitvoering van het project (art. D.VIII.33, § 3, lid. 1, 1°)

3. Actoren van de herziening van het gewestplan

3.1. Beslissingsmaker *Waalse Regering vertegenwoordigd door de Minister tot wiens bevoegdheden Ruimtelijke Ordening behoort.*

3.2. Initiatiefnemer van het verzoek : *Promotor van het project, vennootschap of natuurlijke persoon die de groeve uitbaat. Organogram van de vennootschap (meer bepaald indien meerdere filialen, of meerdere vennootschappen in een groep). De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.*

3.3. Steller van het milieueffectenverslag : *erkend studiebureau :de categorieën erkenningen en de duur ervan nader omschrijven en de verschillende personen die aan het rapport hebben meegewerkt, vermelden en hun bevoegdheden specificeren. De contactpersoon (-personen) en zijn (hun) personalia vermelden.*

4. Potentiële drukfactoren, door het besluit tot aanneming van het ontwerpplan

Het gaat om de beperkingen die in het besluit tot aanneming van het ontwerpplan zijn vastgesteld op basis van de analyse van de juridische en feitelijke situatie, alsmede op basis van de verschillende adviezen die in deze fase van de procedure zijn ontvangen (gemeenteraad, gemeentelijke adviescommissie voor ruimtelijke ordening en mobiliteit, gemachtigd ambtenaar, beleidsgroep Ruimtelijke Ordening”, beleidsgroep “Leefmilieu”, en andere personen of instanties waarvan de regering het nuttig achtte ze te raadplegen).

HOOFDSTUK 1. — Omschrijving van het ontwerpplan

1. Doel van de herziening van het gewestplan (art. D.VIII.33, § 3, lid 1, 1°)

Ligging en oppervlakte van de zone(s) van aanhorigheden van een ontginning en/of ontginningszone(s) (of andere zones en/of beschermingsomtrek(ken) en bijkomende voorschriften voorzien in artikel D.II.21 van het Wetboek) opgenomen/afgeschaft in het ontwerp van plan.

1.1. exacte lokalisatie (provincie, gemeente(n), plaatsnaam, straat, bladnr. NGI, Lambert-coördinaten) en afbeelding op wegen- en topografische kaarten (1/50 000 en 1/10 000) + orthofotoplan op 1/10 000;

1.2. kadastrale percelen betrokken bij de gewestplanherziening op de NGI-kaart aangebracht met schaal 1/10 000e en 1/25 000e, de totale oppervlakte van de eigendom van de aanvrager opgeven, afschrift van de akkoorden ivm de terbeschikkingstelling van de gronden, ...enz. ;

1.3. (huidige en geplande) bestemmingen in het gewestplan (kaarten 1/10.000e en 1/25.000e), de oppervlakten van de zones waarvan de bestemming verandert, nader bepalen. In voorkomend geval, de voorziene bijkomende voorschriften nader bepalen (cf. artikel D.II.21, § 3, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling).

1.4. Geologische omschrijving van de afzetting bedoeld in de herziening van het gewestplan:

- Regionale toestand (structureel bekken of massief);
- afzetting (lithologie, ouderdom, formatie, lid, totaal en gevaloriseerd vermogen, structuur van de lagen (helling en richting), aard en dikte van de bedekking... ;
- geotechnische drukfactoren (karst, tectonische accidenten (breuken en verschuivingen), hydrogeologie, voormalige ondergrondse mijnwerkzaamheden);
- afzettingsreserves (gedetailleerde berekeningsmethoden): beschrijving van de beschikbare reserves binnen het toekomstige winningsgebied, de uitputtingsperioden bij het huidige exploitatietempo en in het geval van een toename.
- Voeg een uittreksel bij van de meest recente geologische kaart met ten minste :
 - een geologische sectie in het gebied van de toekomstige exploitatie;
 - de resultaten van boor- en/of geofysische prospectie, de resultaten van fysisch-chemische analyses of enig ander element met betrekking tot de kwaliteit van de te exploiteren afzetting.

1.5. Geplande exploitatie :

- Productie (de producten nader omschrijven van de groeve en de hoeveelheden opgeven in ton of kubieke meter, een eventuele voorziene groei, de huidige en/of overwogen valoriserings (nieuwe producten) aangeven, met inbegrip voor de steriele gesteenten (gebruiksvormen, toepassingen opgeslagen volumes uitleggen);
- ontginningstechnieken en behandeling van de rots (flowsheet van de ontginning);
- fasering van de ingebruikneming (met inbegrip van beheer van afvalgesteente, mijnwaterbeheer, bijgebouwen en terugwinning), waarbij wordt gespecificeerd waarvoor de zone voor bijgebouwen bij de ontginning of de zone voor de ontginning nodig is;
- overwogen infrastructures (in de omtrek van het ontwerp en daarbuiten);
- bereikbaarheid van de site, beheer van de mobiliteit en vervoer van de producten.

2. Identificatie en explicatie van de doelstellingen van de herziening van het gewestplan (art. D.VIII.33, § 3, lid 1, 1^o)

Het milieueffectrapport zal de doelstellingen nagestreefd door de Waalse regering, zoals vermeld in het besluit tot aanneming van het ontwerp plan, duidelijk maken en analyseren. Het is geen kopieerwerk en ook geen interpretatie.

De argumenten die de noodzaak rechtvaardigen om het gewestplan te herzien met het oog op de uitvoering van het project dat ten grondslag ligt aan herziening, zullen nader toegelicht worden.

3. Kritische analyse van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het ontwerp van plan ten opzichte van andere relevante plannen en programma's (art. D.VIII.33, § 3, lid 1, 1^o)

Die analyse dient onder andere de controle te bevatten van de verenigbaarheid van de doelstellingen van het ontwerp van plan met de belangen voorgesteld in de gewestelijke regelgeving (het Wetboek) en beleidsteksten, de verschillende plannen en programma's zoals het ruimtelijk ontwikkelingsplan (SDT), het milieubeleidsplan voor de duurzame ontwikkeling, ...)

De doelstellingen van bedoelde gewestelijke documenten moeten niet samengevat worden. Wat wel gedaan moet worden, is de doelstellingen van het ontwerp van plan analyseren ten opzichte van die documenten.

HOOFDSTUK 2. — Sociaal-economische verantwoording van de opneming van een gebied van aanhorigheden van ontginningen en/of van een ontginningsgebied in het gewestplan

In dit hoofdstuk wordt nagegaan of de gronden opgenomen als gebied van aanhorigheden van ontginningen en als ontginningsgebied in het gewestplan binnen een relevant (nader te bepalen) gebied, op de vraag kunnen ingaan en worden de relevante aspecten van de sociaal-economische toestand (de belangrijkste sociaaleconomische gevolgen van de herziening van het sectorplan) en de vermoedelijke evolutie bij niet-uitvoering van het plan aangeduid (art. D.I.1 en D.VIII.33, § 3, lid 1, 2^o).

1. Evaluatie van de behoefte

1.1. Kenmerken van het product : *Specifieke kenmerken, toegevoegde waarde en gebruiksvormen van het product, benoeming van de concurrerende of vervangingsproducten en van de voor- en nadelen in vergelijking met het overwogen product ten opzichte van de concurrerende producten, het soort vervoer dat gebruikt wordt en het aandeel van het vervoer in de kostprijs van het product.*

1.2. Evaluatie van de aanvraag: *Hier worden de perspectieven inzake de productie door de exploitant ten opzichte van de marktperspectieven van de ontgonnen stof geëvalueerd.*

1.2.1. Globale markt van de stof, huidige toestand en ontwikkelingsperspectieven:

- De huidige (daadwerkelijke en potentiële) afzetmogelijkheden van de ontgonnen stof evalueren ten opzichte van de verschillende gebruiksvormen (in voorkomend geval het belang van de ontgonnen rotsgesteenten op erfgoedvlak aangeven), alsook de schaal van de markt (afzetkring), van het lokale naar het internationale vlak. De voornaamste ondernemingen die heden (daadwerkelijk en potentieel) klant zijn, noemen en op een kaart aangeven, alsook aangeven welk belang zij kunnen halen uit de inbedrijfname van de locatie. De afzetkring in kaart brengen en nader omschrijven.

- Evolutie van de markt de volgende 30 jaar : er zal met name rekening worden gehouden met de evolutie van de gebruiksvormen van het product, de ontwikkeling van vervangingsproducten en de vermoedelijke evolutie in de vervoerskosten.

- andere manieren om de valorisering en het gebruik van de afzetting te analyseren.

1.2.2. Plaats die de onderneming bekleedt op de (huidige en toekomstige) markt:

- Omschrijving van de concurrentie, zowel regionaal als internationaal, die dezelfde stof ontgint en dezelfde afzetkring bespeelt (elke concurrerende site op een kaart aanduiden).

- Raming van het relatieve marktaandeel van de onderneming (zie hoger).

- Groeiperspectieven van de onderneming afhankelijk van de marktevolutie en de productieperspectieven van de concurrerende ondernemingen (eveneens de andere verzoeken om herziening van gewestplannen in overweging nemen).

1.2.3. Conclusies

- over de productieperspectieven van de onderneming over dertig jaar ;

- op de daaruit voortvloeiende planologische eisen, zowel op het gebied van de afhankelijkheid van de ontginning als op het gebied van de ontginning.

1.3. Beoordeling van het potentieel van het gewestplan

Het aanbod van de te ontginnen stof dat kwalitatief en kwantitatief de onder 1.2.3. geëvalueerde vraag kan dekken, wordt hier geëvalueerd.

Die evaluatie gebeurt in twee stappen:

- in eerste instantie, zal men het gebied van aanhorigheden van een ontginning dat momenteel wordt geëxploiteerd (en de mogelijkheid om bepaalde delen van het bestaande gebied van aanhorigheden van een ontginning van zijn bestemming te onttrekken);

- In een volgende stap worden de gebieden van aanhorigheden van een ontginning en de ontginningsgebieden onderzocht die overeenstemmen met een gelijkaardige afzetting, opgenomen op het gewestplan in de hierboven aangegeven afzetkring en die niet overeenkomen met de ontwikkelingsvooruitzichten van de concurrerende ondernemingen die in punt 1.2.2 zijn vastgesteld.

Voor elk van deze sites, die op een kaart zullen worden aangegeven, moeten de kenmerken van de afzetting worden gespecificeerd: kwaliteit van het gesteente (beschikbare fysisch-chemische analyses of kwaliteitslabels), geraamde reserves (berekingsmethoden toelichten) en exploiteerbaarheid.

Ook de toegankelijkheid van de site en de aanwezigheid van de nodige infrastructuur moeten worden gecontroleerd, evenals de exploitatiemogelijkheden ten opzichte van de voornaamste vormen van grondgebruik (effecten van onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met andere vormen van grondgebruik en menselijke activiteiten) en de ligging van het terrein ten opzichte van de bestaande exploitatie en ten opzichte van huidige en toekomstige afnemende bedrijven.

1.4. Conclusie over de evaluatie van de behoeften

De conclusie is dat er behoefte is aan uitbreiding of totstandbrenging van gebied van aanhorigheden van ontginningen en/of een ontginningsgebied in het gewestplan binnen de vastgestelde afzetkring. Er zal een onderscheid worden gemaakt tussen de behoefte aan een gebied van aanhorigheden van ontginningen en de behoefte aan een ontginningsgebied.

2. Sociaal-economische effecten

Hier wordt de daaruit voortvloeiende economische activiteit geschat (zowel voor als na de ontginning) door de uitbating, rechtstreekse en onrechtstreekse werkgelegenheid en de financiële impact (belastingen, retributies,...) de nationale en regionale economische activiteit, de geproduceerde toegevoegde waarde, het effect op de bestaande economische activiteiten, enz.

In dit punt zullen ook de sociaal-economische effecten op korte, middellange en lange termijn worden beoordeeld van andere activiteiten die zich, onafhankelijk van het project van de aanvrager, op dit terrein kunnen ontwikkelen, zoals voorgeschreven in de artikelen D.II.28 en 33.

3. Vermoedelijke evolutie van de economische toestand als het plan niet wordt uitgevoerd

Het doel is de waarschijnlijke ontwikkeling te specificeren van gebieden die aanzienlijke gevolgen zouden kunnen ondervinden als het plan niet wordt uitgevoerd.

HOOFDSTUK 3. — Verantwoording van de locatie van het ontwerpplan. Identificatie en analyse van de liggingsovarianten

Het gaat er hier om de plaats van het ontwerpplan al dan niet te rechtvaardigen op de schaal van de afzetkring :

- ten opzichte van de gewestelijke opties die op dit grondgebied toepasselijk zijn;
- in functie van de in 1.3. hoofdstuk II onderkende liggingcriteria,
- en, indien nodig, mogelijke alternatieven voor de locatie op dat grondgebied voor te stellen (art. D.VIII.33, § 3, lid. 1, 10°)

1. Ruimtelijke overschrijving van de grote gewestelijke opties

De opties die bij gewestelijke beleidsdocumenten bepaald worden (ruimtelijk ontwikkelingsplan) worden overgeschreven op het grondgebied dat de afzetkring uitmaakt.

2. Toelichting van de belangrijkste locatiecriteria die voldoen aan de doelstellingen van het ontwerpplan, zoals vastgesteld en toegelicht in hoofdstuk I, punt 2

Volgende gegevens worden in ieder geval onderzocht:

2.1. Kenmerken van de afzetting : kwaliteit van de gesteenten (beschikbare natuur- en scheikundige analyses of kwaliteitslabels), geschatte reserves (berekingsmethodes uitleggen) en uitbaatmogelijkheden.

2.2. Ligging van de site tegenover bestaande uitbating en tegenover huidige en toekomstige afnemers

2.3. Toegankelijkheid en beheer van de mobiliteit

2.4. Aanwezigheid van de nodige infrastructuur

2.5. Uitbaatmogelijkheden in functie van de voornaamste bodembezettingen (gevolgen van de onverenigbaarheid van de ontginningsactiviteit met de andere bodembezettingen en de menselijke activiteiten)

3. Verantwoording van de locatie van het ontwerpplan en de relevantie van de keuze van de gebieden die in de lijst worden opgenomen

Het doel hiervan is na te gaan of de locatie van het ontwerpplan en de keuze van de gebieden (gebied van aanhorigheden van ontginningen en/of ontginningsgebied) niet in strijd zijn met de in punt 1 genoemde regionale opties, voldoen aan de in punt 2 genoemde locatiecriteria en rekening houden met de kenmerken van het project van de aanvrager, de eisen van de exploitatie van de afzetting en het potentieel van de site, met name aan het eind van de exploitatie.

4. Onderzoek en presentatie van alternatieve locaties voor het ontwerpplan

Het doel is alternatieve locaties voor het ontwerpplan te zoeken door de in punt 2 genoemde locatiecriteria toe te passen op de afzetkring, rekening houdend met de in punt 1 genoemde regionale opties.

Deze liggingsovarianten zullen beknopt worden voorgesteld.

5. Selectie van locatie-alternatieven

Hier wordt de vergelijking gemaakt van het ontwerp en van de liggingsovarianten wat betreft:

- de gewestelijke opties,
- de liggingsovarianten,

- de menselijke, sociaal-economische en ecologische potentialiteiten en drukfactoren van het grondgebied van de afzetkring,
- de kostprijs van de ontsluiting voor de gemeenschap, en worden één of meer liggingvarianten uitgekozen.

Als er geen enkele liggingvariant beter aan de liggingcriteria beantwoordt dan het ontwerpplan, hoeft er geen wisseloplossing uitgekozen te worden

HOOFDSTUK 4. — *Onderzoek van de compensaties*

(art. D.VIII.33, § 3, lid 1, 9° en D.II.45, § 3, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling)

Met dit hoofdstuk wordt beoogd de toepassing van het in artikel D.II.45, lid 3, neergelegde beginsel te verifiëren en na te gaan of het passend is voor de ene of de andere vorm van compensatie te kiezen.

(VIII.33, § 3, lid 1, 9°).

Wat de planologische compensatie betreft, is het aan hem :

- hun ligging en afbakening te verantwoorden in het licht van de economische, sociale, ecologische en erfgoedbehoeften en de bestaande feitelijke- en rechtstoestand ;
- na te gaan of zij coherent zijn met de plaatselijke geologie, de kenmerken van de locaties en de gebruiksmogelijkheden van de aangrenzende gebieden;
- indien nodig, om alternatieven voor te stellen.

FASE II

HOOFDSTUK 5.— *Identificatie en analyse van de de drukfactoren en de potentialiteiten van de bestanddelen van de liggingvarianten*

1. Omschrijving van het regelgevend verband

1.1. Inrichtingsgebieden en –omtrekken conform de regelgeving:

1.1.1. Gewestelijk niveau : *gewestplan, gewestelijke stedenbouwkundige handleiding, saneringsplan per onderstroomgebied, Saneringsplannen (PASH), enz.*

1.1.2. Gemeentelijk niveau : *gemeentelijk ontwikkelingsplan, gemeentelijke stedenbouwkundige handleiding, lokaal beleidsontwikkelingsplan, gemeentelijk milieuplan voor duurzame ontwikkeling, gemeentelijk natuurbevoororderingsplan, Saneringsplannen (PASH), enz.*

1.2. Goederen waarvoor een bijzondere regelgeving geldt:

1.2.1. Fauna en flora: *rechtsstatuut van de bossen en wouden, natuurpark, natuurreservaten, Natura 2000-omtrekken, ruimten van gemeenschapsbelang, natuurlijke habitats (decreet van 06/12/2001) en soorten van gemeenschapsbelang, enz.*

1.2.2. Menselijke activiteiten: *rechtsstatuut van de wegen en verkeerswegen, wegen, paden, autonoom net voor traag verkeer, industrieën en uitrusting met een hoog SEVESO-risicogehalte, ...)* (art. D.VIII. 33, § 3, eerste lid, 4°).

1.2.3. Bodem: *eventuele gegevens voor de gronden opgenomen in de gegevensbank van de bodemtoestand bedoeld in de artikelen 11 en 12 van het decreet bodembeheer of bij ontstentenis de best beschikbare gegevens van de Waalse Overheidsdienst of andere instellingen (SPAQUE – Walsols, enz.)*

1.2.4. Water: *gewestelijk schema voor de waterrijkdommen, waterwinningen, voorkomings- en bewakingsgebieden van de waterwinningen, saneringsplan per onderstroomgebied (PASH), onbevaarbare waterlopen (categorieën), kwetsbare gebieden, watering, enz.*

1.2.5. Economische activiteiten: *wettelijke ruilverkaveling van landelijke goederen, economische erkenningsomtrekken, stedelijke en landelijke vrije zones.*

1.2.6. Mobiliteit: *gemeentelijke en intergemeentelijke mobiliteitsplannen.*

1.2.7. Natuurrisico's: *overstromingsrisicogebied, afvloeiende assen, beheersplan voor overstromingsrisico's (PGRI), karst, enz.*

1.3. Omtrekken met vergunningsplicht en beperking van burgerlijke rechten (*bestaande bebouwingsvergunningen, omtrekken waarvoor het rampenfonds is tegemoetgekomen, onroerende goederen onderworpen aan het recht van voorkoop, onroerende goederen onderworpen aan de onteigening ten algemenen nutte, enz.*).

1.4. Omtrekken die blijvend deel uitmaken van operationele inrichtingsmaatregelen: *landelijke of stadsruilverkavelingsomtrekken, stadsheroplevingsomtrekken, stadsvernieuwingsomtrekken, bevoorrechte initiatiefgebieden, herin te richten sites, sites met landschappelijke en milieuhetopwaarderingen, enz.*

1.5. Erfgoed- en archeologische sites: *monumenten en sites die als monument zijn beschermd, met inbegrip van archeologische opgravingen, beschermde architectonische sites en gehelen, beschermingszones, archeologische kaart, goederen die zijn opgenomen in de inventaris van het gewestelijk erfgoed, het Belgisch monumentenerfgoed, goederen opgenomen in de gemeentelijke inventaris, beschermingslijsten, uitzonderlijk erfgoed, werelderfgoed, waardevolle bomen en heggen, ... enz.*

Natuurlijke rijkdommen: ondergrondse holten van wetenschappelijk belang, vochtig gebieden met een biologisch belang, riviercontracten, gevoelige natuurgebieden, biologisch zeer waardevolle gebieden, speciaal beschermde gebieden voor avifauna, oppervlakte met een landschappelijke waarde, dichtbijgelegen en afgelegen preventiegebieden, toezichtsgebieden op waterwinningen, kwetsbare gebieden met de voornaamste waterhoudende lagen, enz.

1.6. Regelgevingstoestand van het bedrijf: *vergunningen en toelatingen voor de huidige site, beroepsverzoeken, eventuele overtredingen op het gewestplan of de vergunning(en), enz.*

2. Omschrijving van de menselijke en leefmilieukenmerken van het betrokken grondgebied evenals diens vermoedelijke evolutie indien het plan niet ten uitvoer wordt gebracht: (art. D.VIII.33, § 3, lid 1, 2° en 3°)

De uitgestrektheid van dat grondgebied wordt aangepast volgens de in het vooruitzicht gestelde kenmerken. Ze wordt nader bepaald en punt voor punt beargumenteerd door de auteur van het onderzoek

2.1. Menselijke kenmerken:

2.1.1. Bebouwing – Materiële goederen en erfgoederen: (stedenbouwkundige structuur en architecturale morfologie van de bebouwing en de openbare ruimten, cultureel erfgoed (beschermde sites en goederen, beschermde gebieden,...), archeologische sites, dichtheidskaarten en ontwikkelingsplannen, aanwezigheid van onroerende goederen op de site, enz.

2.1.2. Boven- en ondergrondse openbare infrastructuren, toegankelijkheid en uitrustingen: de wegen (netwerk, breedte, capaciteit, huidige verkeerssituatie op de toegangswegen), de spoorwegen (lijnen, stopplaats, frequentie), de trage wegen, TEC, de waterwegen (breedte, uitgeruste kades), de hoogspanningslijnen en zeer hoge spanningslijnen, telefoonlijnen, grondleidingen, ondergrondse leidingen (met inbegrip van de opvang en behandeling van afvalwater), enz + cartografie en evolutie van de capaciteiten.

2.1.3. Menselijke activiteiten: aard en kenmerken van de huidige en potentiële activiteiten w.o. landbouw (opperolakte, landbouwers, productie (vee/teelt), toestand van de uitbaters), bosbouw, gemengde economische activiteiten of (Seveso) industriële activiteiten, toerisme, gevoelige sociaal-culturele uitrustingen zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, ziekenhuizen, andere gevoelige menselijke bezigheden, enz.

2.1.4. Verrichte activiteiten en verontreinigingen: geëxploiteerde mijnbouwafzettingen, gemeentelijke stortplaats, industriële afvalstoffen, enz.

2.2. Leefmilieukenmerken:

2.2.1. Geologie: diepgaande geologische studie binnen de zone die momenteel door de uitbating wordt bezet – in het bijzonder als de afzetting niet valoriseerbaar is – en/of in de gevraagde zone. De bevindingen van de boringen bijvoegen en/of van de geofysische prospectie, fysische en chemische eigenschappen van het gesteente, de bevindingen van de fysisch-chemische analyses of van elk ander gegeven in verband met de kwaliteit van de te ontginnen afzetting ... De nadruk leggen op de kwaliteit en/of kwantiteit van het te ontginnen gesteente, de bekende tectonische accidenten of de aanwezige ondergrondse holtes beschrijven.

2.2.2. Pedologie : karakterisering van de bodemsoort, kwaliteit en zeldzaamheid, een uittreksel van de pedologische kaart bijvoegen, enz.

2.2.3. Hydrologie en hydrogeologie: stroomgebieden, deelstroomgebieden, categorie van de waterlopen, waterolakken, hydrogeologische kaart, waterhoudende laag (soort opgeven), piëzometrie, waterwinningen, kwetsbare gebieden, beschermings- en bewakingsgebieden, gebieden onderhevig aan drukfactoren vanwege het leefmilieu, enz.

2.2.4. Topografie en landschappen: geomorfologie en landschappelijk waardevolle omtrekken, ADESA-vergezichten, uitzicht op het landschap vanaf de site en op de site vanuit een afgelegen punt in de omtrek + foto's, atlas van het landschap van Wallonië, enz.

2.2.5. Lucht en klimaat - geluids- en geuromgeving – luchtkwaliteit en stof:

beschikbare gegevens over de luchtkwaliteit recht tegenover de woningen en de woon-, de recreatiegebieden, de gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra, plaatsing van Owen-meetinstrumenten, klimaatgegevens, overheersende windrichting, op grond van de gegevensverwerking van het dichtstbij gelegen weerstation, luchtmonsters en –analyses, natuurschermen, ingebedde valleien, bijzondere situaties, enz.

2.2.6. Geluidshinder en trillingen huidige bronnen en niveaus (akoestisch onderzoek) recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, bestaande of gemeten gegevens, de plaatsen van de metingen aangeven, alsook data en uren, enz.

2.2.7. Fauna en flora: inventaris en omschrijving van de soorten en de habitats, de bijzondere biotopen, de aquatische en moerasbiotopen, eventuele aanwezigheid van soorten en beschermde milieus, ecologische doorgangsgebieden, met name regionale doorgangsgebieden, enz.

2.2.8. Natuurrisico's en geotechnische drukfactoren: overstromingen, afloeiende as, karstverschijnselen, mijnrisico's, instortingen, aardbevingen, aardbevingengevaar, enz.

2.3. Waarschijnlijke evolutie van de leefmilieukenmerken bij niet-uitvoering van het plan (art. D.VIII.33, lid 1, 2°)

Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling van de leefmilieukenmerken van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden indien een herziening van het gewestplan uitblijft.

3. In voorkomend geval, de vermoedelijke niet te verwaarlozen specifieke effecten wanneer de opnemingsvoorziening is van een gebied waarin bedrijven zich zouden kunnen vestigen die een hoog risico vertonen voor de personen, de goederen of het leefmilieu (in de zin van richtlijn 96/82/EG) of wanneer de opnemingsvoorziening is van gebieden die bestemd zijn als woongebieden, evenals van gebieden of infrastructuur die door het publiek worden bezocht en zich in de nabijheid van zulke bedrijven bevinden (art. D.VIII.33, § 3, lid 1^{er}, 4°)

4. Conclusies over de analyses van de drukfactoren en de potentialiteiten

De conclusie beschrijft in welke mate elk thema van de bestaande situatie al dan niet een troef, zwakte, kans of bedreiging vormt (SWOT-tabel) als de herziening van het gewestplan wordt uitgevoerd. Elementen die geen verband houden met het ontwerp-plan worden niet ontwikkeld.

HOOFDSTUK 6. — Aanduiding van de waarschijnlijke gevolgen van de uitvoering van het ontwerp-plan op mens en leefmilieu

Doel is de niet-verwaarloosbare waarschijnlijke drukfactoren en effecten (cumulatieve secundaire synergetische, korte-, middellange- en langetermijneffecten, permanente en tijdelijke zowel positieve als negatieve effecten) van het voorontwerp op mens en leefmilieu duidelijk te maken (art. D.VIII.33, § 3, lid 1, 6°)

Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen de opnemingsvoorziening van een gebied van aanhorigheden van een ontginning en een ontginningsgebied, rekening houdende met alle mogelijke bestemmingen van deze gebieden.

Indien de uitvoering van het gebied van aanhorigheden van ontginningen en/of van een ontginningsgebied gefaseerd verloopt, dienen de effecten bepaald te worden in de verschillende stadia van die uitvoering.

Bij deze analyse van de effecten moet een onderscheid worden gemaakt tussen de effecten op de locaties van het ontwerp-plan en de liggingvarianten (als omschreven in punt 4 van hoofdstuk III) en op hun respectieve aangrenzende gebieden.

1. Effecten op de leefkwaliteit (gezondheid, veiligheid, hygiëne, ...)

1.1. Bebouwing: verband van het project met de bestaande agglomeratie en de aangrenzende eigendommen, verenigbaarheid met eventuele ontwikkelingsschema's, met de bestaande uitrustingen en de infrastructuur

1.2. Effecten op de materiële goederen en het culturele erfgoed: *(beschermde monumenten en sites en archeologische opgravingen, barsten in gebouwen, aantasting van de stabiliteit van de gebouwen, verdwijning of verslechtering van gemeentepaden en wegen, openbare erfdienstbaarheden en buurtwegen ondergrondse leidingen (water, elektriciteit, gas, telefoon,...), elektrische lijnen, ...)*

1.3. Verkeer: *rechtstreeks en onrechtstreeks – aantal vrachtwagens per dag, reisweg (oorsprong-bestemming), nuttig laadvermogen, voertuigen van leveranciers, bezoekers, personeel, voertuigen in verband met de inrichting van de site, uitzonderlijk vervoer, effecten op het snelwegnet, infrastructuur en de mobiliteitsstromen, spoorvervoer, waterwegvervoer, landbouwverkeer, actieve vervoerswijzen, enz.*

1.4. Mijnschoten: *trillingen recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, kinderopvangcentra en de dichtstbijgelegen gebieden met een technologisch risico, site-effecten, enz.*

1.5. Geluid: *recht tegenover de woningen en de woongebieden, recreatiegebieden, gevoelige gebieden zoals de dichtstbijgelegen rusthuizen, scholen, kinderopvangcentra*

1.6. Lucht en klimaat: *(stof – installatie van Owen-meetinstrumenten –, mistvorming, geurhinder, ...)*

1.7. Topografie en landschappen: *tijdens en na de ontginningsactiviteit, synthesefoto's maken.*

2. Effecten op de menselijke activiteiten : toeristische activiteiten, SEVESO-activiteiten, land- en bosbouwbedrijvigheid, enz. (art. D.VIII.33, § 3, lid 1, 7°).

3. Effecten op bodem en ondergrond : karst, mijnwerkzaamheden, grondverschuiving, erosie, of andere geotechnische drukfactoren, verontreiniging, enz...

4. Effect op de hydrogeologie en hydrologie

4.1. Wijziging van het hydrogeologisch stelsel: *(verlaging van de grondwaterstand, grondverzakking, invloed op de waterwinningen en het hydrografisch stelsel ,terugwinning van mijnwater, enz.*

4.2. Wijziging van het hydrologisch stelsel: *debiet en vuilvracht van de waterlopen, overstromingen na lozing van bemalingswater, verdwijning/ontstaan van vochtige gebieden, ...*

4.3. Inzet van tot drinkwater verwerkbare watervoorraden

5. Effect op de fauna, de flora, de biodiversiteit

Tijdens en na de uitvoering van het ontwerp-plan, verslechtering en verlies van faunistische habitats en ecosystemen, potentiële impact op soorten en habitats van soorten, met een gemeenschapsbelang, Natura 2000-ontrekken, ecologische doorgangsgebieden, met name regionale doorgangsgebieden, enz. (wetgeving op het natuurbehoud en Europese richtlijnen 79/409/EEG en 92/43/EEG).

6. Interactie tussen die verschillende factoren

7. Kenmerken van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (art. D.VIII.33, § 3, lid 1, 3°)

Doel is om ten opzichte van de punten 1 t.e.m. 6 zoals hierboven de gebieden aan te duiden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden, de leefmilieukenmerken van die gebieden aan te geven en erop te wijzen hoe die kenmerken door het ontwerp-plangewijzigd dreigen te worden.

HOOFDSTUK 7. — *Onderzoek naar de uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten van het ontwerp-plan of de liggingvarianten*

1. Voorstelling van de afbakenings- en uitvoeringsvarianten (art. D.VIII.33, § 3, lid 1, 10°)

De afbakeningsvarianten zijn wisseloplossingen voor de omtrek van de gebieden.

Het doel is om de geschiktheid van de contouren te controleren, zodat de grenzen overeenkomen met "feitelijke" geografische grenzen, d.w.z. grenzen die op het terrein zichtbaar zijn: wegrand, randen, waterlopen, heg boomrijen, boomlijnen, grote taluds... : zichtbare grenzen op de IGN-kaart (idem - het feit dat ze op de kaart staan, getuigt van hun belang voor hagen, rivieren...); rechte rijen tussen 2 punten zichtbaar op de IGN-kaart; een hoogtelijn van de IGN-kaart of een breedtecirkel op X meter van een zichtbare grens; kadastrale grenzen

De uitvoeringsvarianten beantwoorden bijvoorbeeld aan:

- een nadere omschrijving van de bestemmingen van de gebieden;
- een fasering van de bezetting;
- technische uitrustingen of bijzondere inrichtingen.

Op schaal van het invloedsgebied zijn de grondslagen voor de aanduiding van de afbakeningsvarianten en de uitvoeringsvarianten:

- beantwoorden aan de doelstellingen van het ontwerp;
- beantwoorden aan het bepaalde van het Wetboek (artikel D.I.1) en andere gewestelijke regelgevende of beleidsbepalende documenten;
- zo goed mogelijk gebruik maken van de potentialiteiten en de dwingende omstandigheden van het gebied: negatieve effecten tot een minimum te beperken en positieve sociale, economische en milieueffecten te bevorderen.)

Gelet op de kenmerken van het terrein moet worden nagegaan of kan worden voldaan aan de verplichting om aan de binnenrand van de winnings- en de bijgebouwen een voldoende grote omtrek of isolatievoorziening aan te brengen.

2. Uit te voeren maatregelen (art.D.VIII.33, § 3, lid 1, 8°)

De uit te voeren maatregelen ter voorkoming, vermindering, verzachting of compensatie van de negatieve effecten of ter versterking of verhoging van de positieve effecten op het leefmilieu dienen voor elke variant aangeduid te worden.

Als dergelijke maatregelen in het ontwerp-plan aanwezig zijn, dient nagegaan te worden of ze afgestemd zijn op de doelstellingen van de herziening en de bijzonderheden van de omgeving. Indien nodig kunnen nieuwe voorschriften worden toegevoegd.

2.1. Aanpassing van de regelgevende zonering (**met inbegrip van de beschermingsomtrekken bedoeld in artikel D.II.21 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling**)

2.2. Opstellen van bijkomende voorschriften

De eventuele bijkomende voorschriften zijn de volgende (artikel D.II.21, § 3 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling):

1° de nadere bepaling of een specialisering van de bestemming van de gebieden;

2° de fasering van hun ingebruikname;

3° de omkeerbaarheid van de bestemmingen;

4° de verplichting om een bebouwingsschema voorafgaand aan hun uitvoering uit te werken.

De bijkomende voorschriften wijken niet af van de gebiedsomschrijvingen.

2.3. Aanduiding van technische uitrustingen en bijzondere inrichtingen

2.4. Geschatte doeltreffendheid van die niet-herleidbare maatregelen en residuele effecten

3. Opmeten in hoeverre de doelstellingen die relevant zijn voor de bescherming van het menselijk en natuurlijk milieu in het kader van de herziening van het gewestplan in rekening zijn gebracht (art.D.VIII.33, § 3, lid 1, 5°)

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu slaan minstens op volgende onderwerpen : de biodiversiteit, de bevolking, de menselijke gezondheid, de fauna, de flora, de bodems, het water, de lucht, de klimaatfactoren, de materiële goederen, het culturele erfgoed met inbegrip van het architectonisch en het archeologisch erfgoed, de landschappen en de interacties tussen die factoren.

Het betreft de doelstellingen inzake milieubescherming die "relevant" zijn voor bedoeld plan. De relevantie van een doelstelling wordt beoordeeld naar de waarschijnlijke aanzienlijke effecten van het plan op het leefmilieu zoals hierboven omschreven.

De in overweging te nemen doelstellingen inzake bescherming van het leefmilieu zijn die, welke vastgesteld zijn op internationaal, communautair of lidstatenniveau van de Europese Unie.

Wat het communautaire niveau betreft, kunnen die doelstellingen afgeleid worden uit meer bepaald het zesde milieuactieprogramma, maar eveneens uit de verschillende Europese richtlijnen zoals de kaderrichtlijn voor het waterbeleid.

Bij opname van de internationaal of Europees vastgestelde doelstellingen in nationaal, gewestelijk of lokaal vastgestelde doelstellingen hoeven enkel laatstgenoemden in overweging te worden genomen.

4. Vermoedelijke evolutie van de leefmilieutoestand als het plan niet wordt uitgevoerd (art. D. VIII, 33, § 3, lid, 2°)

Hier wordt de waarschijnlijke ontwikkeling van de leefmilieukeurmerken opgegeven van de gebieden die op niet-verwaarloosbare wijze beïnvloed zouden kunnen worden (zie hoofdstuk VI, punt 7) indien het ontwerp-plan niet uitgevoerd wordt.

HOOFDSTUK 8. — *Onderzoek van de compensaties*

Alleen de elementen van vorige hoofdstukken die als relevant worden beschouwd, moeten geanalyseerd worden.

De negatieve en positieve effecten moeten geïdentificeerd worden.

De auteur van het onderzoek kan verzachtende maatregelen of een afbakingsvariant voorstellen.

HOOFDSTUK 9. — *Verantwoordingen, aanbevelingen en opvolging van de uitvoering van het gewestplan*

1. Verantwoording en vergelijking van het ontwerp-plan en de verschillende afbakings- en uitvoeringsvarianten (art.D.VIII.33, § 3, lid 1, 10°)

De verantwoording gebeurt op grond van artikel D.I.1 van het Wetboek en de analyse van de voorgaande hoofdstukken.

In de vorm van een tabel baseert de vergelijking op navolgende gegevens: effecten (zowel positieve als negatieve) op de omgeving, voorgenomen maatregelen om aanzienlijke nadelige milieueffecten van het ontwerp-plan te vermijden, te beperken en, voorzover mogelijk, te compenseren, resteffecten.0)

Erop wijzen welke de voornaamste potentialiteiten en drukfactoren van het ontwerp-plan zijn.

Conclusies over de aanvraag en, in voorkomend geval, aanbevelingen formuleren.

2. In het vooruitzicht gestelde maatregelen voor de opvolging van de uitvoering van het gewestplan (art. D.VIII.33, § 3, lid 1, 12°)

Zaak is, de lijst op te maken van de niet-verwaarloosbare effecten, opvolgingsindicatoren voor die effecten voor te stellen, wijze van berekening of vaststelling ervan, de gebruikte gegevens en hun bron, evenals hun grenswaarden.

De auteur kan raad geven over punten die in het vergunningsaanvraagdossier en het effectonderzoek van het ontwerp uitgewerkt moeten worden.

HOOFDSTUK 10. — *Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden*1. Omschrijving van de evaluatiemethode en van de gerezen moeilijkheden (art.) D.VIII.33, § 3, lid 1, 11°)

Doel is de specifieke elementen van de evaluatiemethode te omschrijven en de moeilijkheden te bepalen die met name tijdens de verzameling van gegevens en de methodes voor de schatting van de behoeften ondervonden zijn.

2. Beperkingen van het verslag (art. D.VIII.33, § 3, lid 1, 11°)

De auteur van het verslag geeft aan op welke punten hij niet dieper is kunnen ingaan en die eventueel uitgediept kunnen worden in toekomstige milieubeoordelingen.

*Bibliografie**Begrippenarsenaal**Bijlagen*

(met inbegrip van afschriften van studies die zijn uitgevoerd en/of gebruikt bij de opstelling van het milieueffectrapport van het ontwerp-plan)

Niet-technische samenvatting (art.D.VIII.33, § 3, lid, 13°)

Inhoudstafel, gevolgd door de lijst van de kaarten, figuren en foto's (met opgave van het nummer van de bladzijde waar ze zich bevinden).

De niet-technische samenvatting is een onafhankelijk document van hoogstens dertig tekstbladzijden. Met een kaart-, figuur- en kleurenfotodocumentatie.

Dat document moet het milieueffectenrapport van het ontwerp-plan samenvatten en het omzetten naar een niet-technische taal om het begrijpelijk te maken voor een publiek van niet-kenners en de deelneming van de burgers aan het openbaar onderzoek bevorderen.

De voorgestelde positieve en negatieve gevolgen en verzachtende maatregelen (aanbevelingen) worden in een samenvattingstabel gepresenteerd.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 8 december 2021:

- tot herziening van het gewestplan Luik (blad 34/6);

- tot aanneming van het ontwerp-plan met het oog op de opnemingsgebied dat na afloop van de ontginning een landbouwgebied wordt, en van een omtrek van ecologische doorgangsgebieden op het grondgebied van de gemeente Bitsingen (Eben-Emael) in het gehucht "Carrière du Romont" teneinde de voortzetting van de ontginningsactiviteit mogelijk te maken;

- tot opstelling van een milieueffectenrapport van het ontwerp-plan en tot vaststelling van de ontwerp-inhoud ervan.

Namen, 8 december 2021.

W. BORSUS
